

La Yougoslavie dans ses ornières

Le treizième congrès de la Ligue des communistes yougoslaves s'ouvre ce mercredi 25 juin dans un climat bien maussade. De manière significative, le gouvernement de M. Mikulic - au pouvoir depuis un peu plus d'un mois - a annoncé, à la veille de ces assises, un train de mesures économiques particulièrement austères. Un gel temporaire des prix, un contrôle plus strict des salaires et du crédit, une - légère - dévaluation du dinar, sont les éléments les plus marquants de ce plan. On peut se demander s'il aura l'efficacité voulue dans un pays où l'inflation approche le taux de 100 % et où près d'un travailleur sur sept est actuellement sans emploi. D'autres mesures sont du reste annoncées pour les mois qui viennent.

La question est en fait de savoir si les remèdes économiques proposés par le gouvernement de technocrates qu'a formé M. Mikulic sont de nature à guérir la Yougoslavie des maux dont elle souffre et qui sont de caractère fondamentalement politique. Six ans après la mort de Tito, le pays est embourbé dans les ornières d'un système fédéral et autogestionnaire qui, faute notamment d'un pouvoir central assez fort, ouvre la voie à tous les particularismes - nationalistes et autres - aux exigences des intérêts privés, à d'aberrantes tendances autarciques, au bureaucratisme et à la corruption.

Les Yougoslaves ont appris à « se débrouiller » pour faire face à l'adversité - en particulier à la vertigineuse montée des prix et au chômage - mais ils ne cachent plus leur sentiment de « pas le bol » devant l'inefficacité de leurs dirigeants. Ce que le président en exercice de la Ligue, M. Zarkovic, a admis, mercredi, en constatant « l'ingérence et le mécontentement » des citoyens.

Les congressistes réunis à Belgrade sont en effet parfaitement conscients d'une situation qui a d'ailleurs provoqué un vent de violentes critiques lors des congrès préparatoires tenus dans chacune des républiques et provinces autonomes. Mais la Ligue des communistes reconnaît que nombre de ses organisations se sont elles-mêmes identifiées à des intérêts particuliers, qu'elle reflète une juxtaposition d'esprits de clocher dans laquelle se dissout son unité théorique d'idéologie et d'action.

Question d'hommes ? Sans doute, dans la mesure où Tito est mort sans laisser d'héritier et où personne aujourd'hui ne paraît de taille à revendiquer sa succession. Mais question aussi d'institutions, car il n'est guère de juristes en Yougoslavie pour estimer qu'un meilleur fonctionnement de l'Etat peut être obtenu dans le cadre de l'actuelle Constitution (promulguée en 1974), fût-elle même respectée avec plus de rigueur.

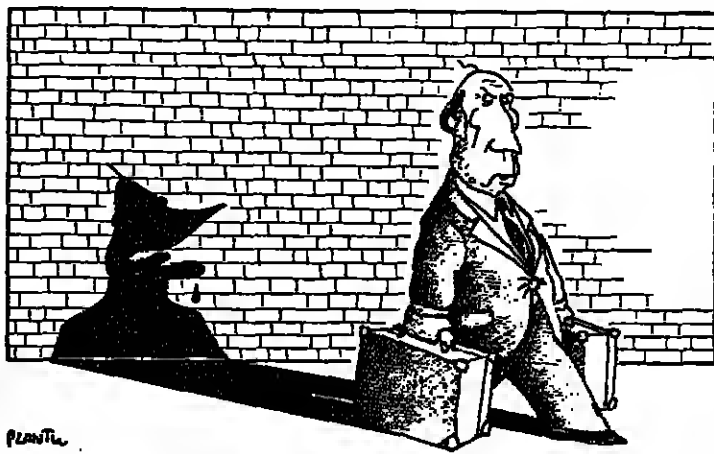
M. Zarkovic a peut-être montré la voie en souhaitant, mercredi, un renforcement de la démocratie au sein de la Ligue. Mais c'est poser le délicat problème d'un pouvoir fort dans un régime qui se voudrait - exigeance légitime des Yougoslaves - également respectueux des libertés et des intérêts de chacun.

(Lire nos informations page 2.)

LA PRÉPARATION DU SOMMET DE LA HAYE

M. Delors presse les Douze de relancer la Communauté

Le président Mitterrand et M. Jacques Chirac assisteront au conseil européen qui s'ouvrira le jeudi 26 juin à La Haye. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, presse les Douze de relancer la Communauté. Le conseil, selon lui, devrait renouveler d'une manière ferme l'engagement de réaliser, d'ici à 1992, « le grand marché sans frontière » dont le principe avait été retenu en décembre 1985 à Luxembourg.



(Lire page 2, les déclarations du président de la Commission des Communautés européennes.)

LES PROJETS DE M. CHALANDON AU PARLEMENT

Modération à droite et à gauche dans le débat sur la sécurité

Le débat sur les quatre projets de loi du gouvernement sur la sécurité, présentés devant l'Assemblée nationale par M. Albin Chalandon, garde des sceaux, a été marqué, le mardi 24 juin, par la modération du ton adopté de part et d'autre par la majorité et l'opposition.

La plupart des mesures retenues par le gouvernement n'en sont pas moins considérées par les socialistes comme inefficaces, voire dangereuses, en ce qu'elles étendent la répression au détriment de la prévention.

M. Jacques Toubon a été entendu. « Il est regrettable que la sécurité soit aujourd'hui presque exclusivement un enjeu politique et électoral, et non un problème de fond. (...) Cela doit cesser », écrivait-il, en 1984, dans un ouvrage intitulé *Pour en finir avec la peur*, en appelant de ses vœux « une trêve de la polémique, du combat et de la surenchère verbale ».

Le secrétaire général du RPR a été entendu... par les députés socialistes qui, si l'on en croit leur attitude mesurée, semblent avoir mieux écouté cet appel à la raison que, dans le passé, certains amis politiques de M. Toubon qui faisaient du gouvernement socialiste le bouc émissaire des peurs en tout genre.

Il faut y voir l'influence d'hommes comme MM. Pierre Joxe et Gilbert Bonnemaison. L'ancien ministre de l'Intérieur, devenu président du groupe socialiste, et le vice-président du Conseil national de la prévention de la délinquance, qui risque de devoir céder sa place bientôt, ont promu, avant le 16 mars, une conception pragmatique et professionnelle de la sécurité, en refusant d'en faire plus longtemps un affrontement.

Dans l'opposition, ils restent fidèles à cette orientation en plaçant pour une analyse nuancée des quatre projets de loi défendus par le garde des sceaux.

PATRICK JARREAU et EDWY PLENEL

(Lire la suite page 6.)

UNE RENCONTRE AVEC LE CAPITAIN DE L'ÉQUIPE DE FRANCE DE FOOTBALL

Michel le fataliste

Michel Platini devait retrouver, ce mercredi 25 juin, l'équipe de la RFA en demi-finale du Mondial. « Je jouerais aux billes que je voudrais gagner », nous a déclaré le capitaine du onze tricolore.

De notre envoyé spécial

« Michel Platini, on dit que vous ne répondez plus volontiers aux interviews, ou alors par des pirouettes. »
- Je réponds aux questions si je connais la réponse. Je déteste aborder les sujets que je ne maîtrise pas. C'est le meilleur moyen de se faire piéger. Et je me suis

déjà fait piéger. Alors maintenant, je réponds à côté, ou je ne réponds pas. A vous de choisir.

- Vous semblez un peu las moralement. Vous donnez l'impression d'en avoir assez.
- Je n'en ai pas assez. J'en ai ras l'bol. Toujours se barrer, se protéger, se défendre. Passer deux mois hors du cadre familial, être sollicité sans cesse. Et ainsi de suite. Mais quand je dis cela, je sais aussi ajouter : on va faire pleurer qui avec ça ? Personne, ni vous, ni moi, et c'est ainsi.

- C'est la loi du genre en effet, et vous devez être blâmé ?
- Pour mes intérêts en effet je le suis. J'ai appris à l'être. Il le faut, sinon dans les rapports avec

la presse, on a vite fait de se laisser dévorer. Alors, il arrive que je fasse le malin, ou l'idiot, pour éviter cela. Mais si je suis en confiance, en sympathie, alors je reste moi-même. En fin de compte, on fait le même métier, donner des messages.

- Vous lisez la presse vous concernant ?
- Non, je ne la lis plus. Pas par mépris, mais c'est ainsi. Dans la vie il y a un moment où cela vous intéresse bigrement d'avoir votre nom dans la presse. Avant je la lisais, aujourd'hui non. Je n'ai plus le temps, et peut-être plus trop envie. Mais mon père découpe tout et le garde. Il constitue mes archives. Alors plus tard peut-être. Après tout lorsque

j'étais gamain, et quand je me suis passionné pour le football, j'ai lu tout ce qui concernait mon père, joueur, dans les coupures conservées. La presse ce sont mes archives...

- Vous lirez du Platini, le soir à la veillée. Devriez-vous un ancien vaguement radoteur et plutôt aigri ?
- Radoteur, c'est déjà fait. Aigri, je ne pense pas, vraiment pas. Pourquoi d'ailleurs j'ai réalisé tout ce que je souhaite, un métier passionnant, le jeu que j'aime, la famille, et même l'argent.

Propos recueillis par PIERRE GEORGES.

(Lire la suite page 14.)

LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Pour une université expérimentale

Et si le débat qui s'annonce au Parlement sur l'enseignement supérieur était l'occasion de créer en France une véritable université expérimentale ? Un établissement autonome, mi-public mi-privé, financé par l'Etat, Paris, sa région et des entreprises, libre de gérer ses fonds, de recruter ses personnels et ses étudiants, de déterminer ses programmes ?

Cette idée audacieuse est très sérieusement examinée par un groupe d'universitaires prestigieux (prix Nobel, professeurs au Collège de France, membres de l'Académie des sciences ou de médecine...) qui souhaiteraient introduire, dans un petit coin de la loi Devaquet, l'amendement suivant : « Des universités nouvelles à vocation expérimentale peuvent être créées et recevoir le statut de fondation par un décret en Conseil d'Etat qui détermine la composition du conseil d'administration et les compétences respectives du conseil et du président. Ces universités, régies par le droit privé, concluent avec l'Etat des conventions de durée limitée et renouvelables relatives à leurs objectifs et aux moyens qui leur sont attribués. »

Pour le sociologue Alain Touraine, qui est à l'origine de ce projet, le temps n'est plus aux grandes réformes de structures mais aux expériences en vraie

grandeur, permettant de créer des lieux actifs de formation et de recherche, où se traiteraient les grands problèmes de la société contemporaine.

L'université à laquelle il rêve devrait lier étroitement l'éducation (en accueillant les étudiants de premier cycle), la formation professionnelle et la recherche de pointe, être ouverte sur le monde des entreprises et de la technique et sur l'étranger. Son objectif : accueillir dix mille étudiants dans cinq ans, offrir des formations dans toutes les grandes disciplines et mettre l'accent sur les secteurs nouveaux, « hybrides », grâce à des équipes de jeunes chercheurs.

Une utopie ? Peut-être. Mais, comme le fait remarquer Alain Touraine, qui caresse son projet depuis plus d'un an, « c'est la première fois que des universitaires eux-mêmes proposent d'inventer une institution d'un type nouveau, qu'ils sont prêts à réaliser et qui pourrait aider le pays à entrer dans la société de demain. C'est une chance à saisir ».

Animé d'un solide optimisme, il ne doute pas que son amendement pourrait être voté aussi bien par M. Raymond Barre que par M. Jean-Pierre Chevènement, par M. Jean Foyer que M. Edgar Faure ou M. Roger-Gérard Schwartzberg. Et l'idée que

cette version française d'Oxford, Cambridge ou Berkeley porterait le nom de Paris ne devrait pas déplaire à M. Chirac.

La discussion sur la loi Devaquet s'annonce difficile. Quelle que soit son issue, si elle ne devait aboutir qu'à l'adoption de l'amendement Touraine, ce ne serait pas si mal. L'un des aspects les plus positifs et les plus durables de la loi Edgar Faure n'a-t-il pas été la création de l'université Dauphine ? Dix-huit ans plus tard, le moment est peut-être venu de tenter une nouvelle expérience d'innovation universitaire.

F. G.

* Association pour la Fondation universitaire de Paris, Maison des sciences de l'homme, 54, bd Raspail, bureau 810, 75270 Paris Cedex 06.

Le Monde

ÉDUCATION

- La réforme des universités : qui veut de la loi Devaquet ?
- Deux guides pour les sciences sociales.

(Pages 9 à 11)

Un entretien avec M. Shamir

Le chef de la diplomatie israélienne est favorable au rapprochement entre les pays occidentaux et l'Iran.

PAGE 3

Une proposition de M. Séguin

Le ministre des affaires sociales demande que des négociations par branche garantissent le droit des salariés.

PAGE 24

Une mort sans bavure

La peur d'un réfugié mauricien.

PAGE 12

Plan pour l'artisanat

M. Chirac annonce un régime de prêts bonifiés.

PAGE 25

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

La Fête du cinéma

1985 : moins de films, moins de spectateurs, et pourtant des espoirs

Pages 15 à 17

Etranger (2 à 4) • Politique (5 à 8) • Société (12 et 14) • Sports (14) • Communication (8) • Economie (24 à 27)

Les expositions d'été à travers la France (16 et 17) • Programmes des spectacles (18 à 20) • Radio-télévision (21) • Informations services : Météorologie, Mors croisés (21 et 22) • Carnet (22) • Annonces classées (23)

Découvrez en page 7 le nouveau roman de **ROBERT MERLE** Le jour ne se lève pas pour nous

étranger

DIPLOMATIE

UN ENTRETIEN AVEC M. JACQUES DELORS, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE BRUXELLES

«Le conseil de La Haye doit renouveler l'engagement de réaliser le grand marché sans frontière d'ici à 1992»

A la veille du conseil européen de La Haye, qui s'ouvre le jeudi 26 juin, M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, fait le point des grandes questions à l'ordre du jour dans l'entretien qu'il nous a accordé ainsi qu'au quotidien italien Repubblica et à l'agence économique allemande VWD.

«L'Europe progresse-t-elle encore ? L'acte unique unique, c'est-à-dire l'accord conclu par les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze en décembre 1985 à Luxembourg, dont l'objet était de relancer la construction européenne, n'est-il pas devenu lettre morte, avant même d'avoir été ratifié par l'ensemble des Parlements nationaux et notamment par l'Assemblée nationale française ?

«L'acte unique sera ratifié, car ses objectifs correspondent à un consensus très réel entre les Douze. La relance de la Communauté devait, selon moi, être fondée sur cinq éléments : l'établissement d'un grand marché sans frontière avec, comme contrepartie, une plus grande solidarité entre les pays membres et les régions, le renforcement de la coopération technologique, une concertation monétaire plus poussée et la concrétisation du dialogue social. A cela, il fallait ajouter, pour avoir une chance de réussir, une amélioration du processus de décision.

«Le compromis approuvé à cet égard devrait permettre de décider plus vite en votant plus souvent et à la majorité qualifiée, d'agir plus efficacement, en déléguant des pouvoirs de gestion accrues à la Commission et de faire davantage participer le Parlement européen à la vie de la Communauté. L'acte unique est devenu ainsi la référence par rapport à laquelle il faut situer les progrès, comme les reculs.

«Précisément, si le conseil européen tente maintenant une telle évaluation, ne va-t-il pas être assailli par un constat bien décevant ?

«C'est vrai que ce qui s'est fait depuis le début de l'année n'est pas très visible. Mais, néanmoins, nous avons progressé. Les modalités de mise en œuvre de l'élargissement à l'Espagne et au Portugal ont été approuvées, ce qui n'était pas simple. Nous avons

lancé des programmes intégrés méditerranéens, les PIM, qui représentent un bond en avant considérable pour concrétiser la nécessaire solidarité entre le nord et le sud de la Communauté. La commission a soumis au conseil les premiers trains de propositions concernant la réalisation d'un grand marché, et notamment la libre circulation des capitaux.

«Mais c'est vrai aussi que le temps est venu d'accélérer les choses. Pour que le bon rythme soit pris, il convient que les chefs d'Etat et de gouvernement renouvellent à La Haye l'engagement ferme et résolu de réaliser le grand marché sans frontière d'ici à 1992. Ils peuvent d'autant plus facilement donner une telle impulsion que le conseil de La Haye est le premier depuis longtemps à ne pas être pressé par des échéances. Un même coup de fouet doit être donné à la coopération scientifique et technologique.

Définir des normes communes

«L'acte unique c'est l'Europe du possible. Un seul conseil européen ne suffit pas pour l'accomplir. Mais il faut que, d'ici à la fin 1987, il y ait des gestes qui montrent qu'on est déterminé à aboutir en 1992 à un espace économique sans frontière. Dans cet esprit, le carré magique de la créabilité qu'il nous faut tracer en dix-huit mois, c'est la définition de normes communes, l'ouverture des marchés publics, l'adoption de quelques programmes technologiques (électronique, télécommunications, espace télévisuel) ou de projets d'infrastructure (tels que les liaisons à grande vitesse), pour lesquelles la dimension européenne est indispensable. Et puis aussi, l'ouverture d'un dialogue social.

«Le social, n'est-ce pas là un domaine où l'Europe s'est, de manière constante, montrée particulièrement inefficace ?

«Il est essentiel de maintenir le modèle social européen, qui est fondé sur la négociation et sur une certaine solidarité. C'est une ambition compatible avec les besoins de nos entreprises, et la Communauté peut y contribuer par exemple en favorisant une formation mieux adaptée.

«La lutte contre l'inflation, les efforts entrepris pour réduire les

différentiels d'inflation entre les Etats membres demeurent prioritaires. D'autant plus que l'effet bénéfique de la baisse du prix du pétrole a joué et ne jouera plus. Mais point trop n'en faut. Il faut se garder d'un acharnement dogmatique aux dépens de la croissance et donc de la création d'emplois.

«Il n'y a pas péril en la demeure»

«Le retour des querelles du passé, à savoir les difficultés budgétaires ou le débat agricole, ne risque-t-il pas de compromettre cette relance que vous dites possible ?

«Il n'y a pas lieu de trop s'inquiéter des difficultés budgétaires, du moins si l'on admet qu'une augmentation des ressources est indispensable pour tout en poursuivant le PAC (Politique agricole commune), réaliser les autres objectifs de l'acte unique. A cette réserve près, ces questions pourrissent très bien être traitées d'ici un an. Le devoir de la Commission n'est certainement pas de créer une crise prématurée et contre-productive. Les pays membres ont voulu être douze ; maintenant, certains d'entre eux s'effraient d'être douze, mais tous veulent continuer à douze. Il faut imaginer une stratégie progressive pour éviter que ces questions d'argent ne provoquent des blocages et ne les traitent que lorsqu'elles seront mûres. Il n'y a pas péril en la demeure.

«Pendant ce temps, les stocks de beurre, de viande, de céréales, explosent. L'avenir à moyen terme de l'Europe verte sera l'un des thèmes inscrits à l'ordre du jour du conseil européen. Que peut-il en ressortir ?

«Il faudra des années pour aménager la PAC, mais on est sur la bonne voie. Si les mesures de stabilisation de la production, qui ont été adoptées depuis 1984, n'avaient pas été prises, les dépenses de soutien des marchés auraient été supérieures de 4 milliards d'ECU (28 milliards de francs). Il faut continuer, mais sans précipitation. Je voudrais que le conseil européen accélère les choses en ce qui concerne le marché intérieur et la coopération technologique ; mais pour la PAC, je plaide pour un gradualisme supportable. Tout cela ne marche pas au sifflet. A quoi sert de réduire les excédents de lait si c'est pour provoquer des excédents de viande ou de céréales ? Le maintien de petites exploitations est fondamental pour l'environnement, l'aménagement du territoire. Sous prétexte de réformer, on ne va tout de même pas transformer un tiers de la superficie de la Communauté en réserve indienne. Les agriculteurs devront sans doute bénéficier — des lois — que les prix seront plus réalistes, c'est-à-dire plus compétitifs — d'une aide aux revenus. Mais il faut d'abord en convaincre les organisations professionnelles.

«Vous dites qu'on a le temps. Mais les Américains sont pressés et menaçants...

«C'est vrai que nous avons une responsabilité mondiale. L'offre agricole croît, alors que la demande stagne, parce que de

M. LOIC HENNEKINNE EST NOMMÉ AMBASSADEUR A DJAKARTA

M. Loic Hennekinne est nommé ambassadeur à Djakarta, en remplacement de M. Jean Soulier, a annoncé lundi 23 juin le ministre des affaires étrangères.

Né le 20 septembre 1940, diplômé de l'Institut d'études politiques, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Hennekinne est entré à l'administration centrale des affaires étrangères (direction d'Europe) en 1966. Il a ensuite été nommé à Saigon en 1969, à Santiago du Chili en 1971, de nouveau à l'administration centrale (Amérique, affaires économiques et financières) en 1973 et à Tokyo en 1979. En 1981, il a été détaché au cabinet de M. Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la recherche et de l'industrie, comme directeur à partir de 1982. Revenu au Quai d'Orsay après le premier départ de M. Chevènement du gouvernement, M. Hennekinne était depuis octobre 1983 directeur du personnel et de l'administration générale.

plus en plus de pays, ce qui est bien, accèdent à l'autosuffisance. Mais, du même coup, les risques de guerre commerciale deviennent sérieux. Sur ce marché agricole mondial, il y a deux éléments : les Etats-Unis et la Communauté. S'ils s'affrontent, ce sera au détriment de tous et d'abord des pays du tiers-monde, qui voient avec effroi baisser les prix à la production et donc leurs recettes d'exportations agricoles.

«C'est pourquoi j'ai dit que les menaces proférées par les Etats-Unis, en raison des effets supposés de l'élargissement sur leurs exportations, étaient inacceptables. Certains basent légitimement à affronter les Etats-Unis. Cependant, le 16 juin, les ministres des affaires étrangères ont resserré les rangs.

Fermeté face aux Etats-Unis

«Le conseil européen confirmera, je pense, le triple consensus auquel sont parvenus les Douze : poursuivre la réforme de la PAC, faire preuve de fermeté face aux Etats-Unis, ouvrir rapidement un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales (NCM) dans le cadre du GATT.

«La situation en Afrique du Sud promet d'occuper une place importante à La Haye. Que peut faire l'Europe ?

«S'agissant d'un problème de coopération politique, la Commission n'est pas compétente en tant que telle. Mais puisque, après tout, elle est la gardienne de l'intérêt européen, je constaterai que l'opinion publique du monde entier a les yeux tournés vers l'Europe, considérée comme un havre de démocratie. Ce qui sera, ou ne sera pas, décidé à La Haye n'aura aucune image de l'Europe. L'acte unique a donné à la coopération politique un caractère formel. A quoi bon l'avoir fait si, sur un dossier aussi brûlant, les pays de la Communauté ne sont pas capables de s'exprimer en commun ?

Propos recueillis par PHILIPPE LEMAÎTRE

EUROPE

Yugoslavie

Le treizième congrès de la Ligue des communistes veut être celui du « redressement »

De notre correspondant

Belgrade. — Après deux ans de laborieuses concentrations préparatoires, le treizième congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie s'est ouvert mercredi 25 juin à Belgrade. Ses travaux se dérouleront pendant quatre jours dans l'imposant et ultra-moderne bâtiment en béton et verre construit il y a quelques années sur la rive gauche de la Save et qui accueille 1 700 députés, 500 invités et plus de 200 journalistes étrangers. Le Parti communiste français est représenté par M. Roland Leroy, membre du bureau politique, et le Parti socialiste et le PSU par MM. Pierre Bana et Victor Leduc, secrétaires nationaux.

Le PC soviétique a dépêché M. Aliev, membre du bureau politique. Sont également représentés les partis communistes de tous les autres pays de l'Europe de l'Est au niveau de membre du bureau politique.

Le congrès — qui se tient à un moment où le pays traverse de graves difficultés — a été ouvert par M. Vidoje Zarkovic, président de la direction collégiale de la Ligue, qui, dans son rapport, a reconnu les responsabilités du parti dont l'action n'a pas mis un terme à la dangereuse pratique du « cloisonnement » des républiques et des régions autonomes, voire des communes, aux divisions nationales, culturelles, etc.

S'il ne lui revient pas — c'est le rôle du gouvernement — d'adopter des mesures concrètes, le congrès doit se prononcer sur la politique qui permettra au pays de sortir de la crise, tout en renforçant l'autogestion, et procéder à une analyse critique du fonctionnement du système.

Menées « nationalistes »

M. Zarkovic a invité le parti à prendre conscience de l'existence des « idéologies bourgeoises et libérales », des menées « nationalistes » (notamment au Kosovo) et du rôle des « éléments nationalistes » qui abusent de la religion pour semer « chez les jeunes croyants la méfiance et la haine envers les autres nations et religions ».

Sur le plan international, la Yougoslavie demeurera un pays non ali-

gné. Elle accordera son soutien à toutes les propositions positives de paix et de désarmement et aux décisions des Nations unies. Elle s'inquiète de l'intention des Etats-Unis de dénoncer le traité SALT-2 et des dangers que comporte la division de la communauté mondiale en pays riches et pauvres. La Yougoslavie continuera à développer une collaboration d'égal à égal avec tous les pays, et surtout avec ses voisins, car elle est particulièrement soucieuse de paix, de stabilité et de coopération dans les Balkans.

Pendant les trois jours suivants, le congrès travaillera en commissions auxquelles les représentants de la presse auront libre accès. Il procédera à une modification des statuts de la Ligue, qui permettra au comité central, contrairement à la pratique en usage depuis plusieurs années, d'intervenir directement — auprès des Ligues des républiques et des régions autonomes si celles-ci n'appliquent pas ses décisions. Il procédera également à l'élection de son nouveau comité central, les candidats devant obtenir un minimum de deux tiers des voix, ce qui est également une nouveauté, la majorité simple ayant été jusqu'à présent suffisante.

Le douzième congrès de la Ligue en 1982 avait été qualifié de congrès de la continuité, puisqu'il fut le premier après la disparition de Tito. Le treizième congrès veut être celui du « redressement » et marquer un « tournant » en politique intérieure. Il faudra attendre ses décisions pour savoir s'il a vraiment justifié cette dénomination.

PAUL YANKOVITCH.

URSS

Pour la libération de Youri Orlov...

Une soixantaine de personnalités scientifiques de toutes disciplines viennent de constituer un Comité pour la libération du physicien soviétique Youri Orlov. Après sept ans de camp à régime sévère, Orlov est maintenant relégué dans l'extrême nord-est de la Sibirie, dans des conditions physiques et morales insupportables.

Anatoli Tchicharanski, lui-même ancien membre du Groupe moscovite d'Helsinki, dont Orlov fut le fondateur, se joint au comité, auquel il vient d'envoyer de Jérusalem un message dans lequel il écrit notamment :

« Je ne sais que trop combien ont été dures les sept années d'emprisonnement de Youri Orlov dans un camp de travail, et combien sont dures encore ses conditions de vie actuelles en exil. Mais je sais aussi que Youri Orlov a opposé une fin de non-recevoir à toutes les tentatives du KGB pour obtenir de lui la condamnation de ceux qui, en Occident, soutiennent son combat pour les droits de l'homme en URSS. On lui proposait pourtant en échange une amélioration de ses conditions de vie, voire une éventuelle libération... »

« Alors qu'il comprenait parfaitement l'ampleur du risque encouru, Youri Orlov a pris la décision de sacrifier sa propre liberté au nom de valeurs supérieures. Le devoir de tout scientifique et de tout homme honnête auquel est cher l'idéal de liberté est d'exiger de l'Union soviétique la libération immédiate de Youri Orlov. »

Les adhésions au comité sont à adresser à Jean-Paul Mathieu (49, rue de Rennes, 75006 Paris), qui reçoit aussi les contributions financières (CCP Paris 1728451P ; mentionner « Comité Orlov »).

..et la réunification des familles

M^{me} Tatjana Maximenko, résidente à Moscou, a adressé à M. Gorbatchev une lettre dont elle nous communique le texte, demandant au secrétaire général du PC soviétique d'intervenir afin qu'elle soit autorisée, avec sa famille, à se rendre en France, pour y rejoindre sa mère. Cette dernière, rappelle M^{me} Maximenko, a quitté l'URSS dans des conditions parfaitement légales en 1980, mais les autorités soviétiques refusent depuis plusieurs années à sa fille, à son genre et à ses deux petites filles l'autorisation de lui rendre visite. M^{me} Maximenko observe que ce refus est en contradiction avec l'engagement pris par M. Gorbatchev selon lequel le gouvernement soviétique n'avait pas l'intention de « faire obstacle à la réunification des familles ».

AFRIQUE

République sud-africaine Deux attentats dans le centre de Johannesburg : une vingtaine de blessés

Deux explosions de forte puissance se sont produites, mardi 24 juin, à vingt minutes d'intervalle, dans le centre de Johannesburg, faisant une vingtaine de blessés. La première bombe, explosée vers 14 heures (locales) dans un restaurant « fast-food » de la rue Risik, l'une des artères les plus animées de la métropole sud-africaine ; la seconde, dans l'entrée de l'hôtel Président, situé dans le même quartier. Les passants nombreux à cette heure-là, ont été pris de panique. Alors que, de source policière, on faisait état de dix-sept blessés, le principal hôpital de Johannesburg annonçait que vingt-deux blessés avaient été admis au service des urgences (ce chiffre ne prenant en compte que les blessés de race blanche, les Noirs étant admis dans d'autres établissements). Ces attentats font suite à l'explosion de trois bombes, le week-end dernier à Durban.

Les autorités sud-africaines ont, d'autre part, annoncé l'expulsion de M. Dan Sagor, de nationalité israélienne, correspondant du journal Haaretz. Le président Pieter Botha a signé mardi les deux lois récentes adoptées par le conseil présidentiel (le Monde daté 22-23 juin), qui renforcent considérablement les moyens de répression des forces de l'ordre. Une fois que ces deux textes auront été publiés à la Gazette (le journal officiel), elles entreront en vigueur.

M. Tambo à Londres

A Londres, le président de l'ANC (Congrès national africain), M. Oliver Tambo, a été reçu mardi par M^{me} Lynda Chalker, secrétaire d'Etat au Foreign Office. Cette audience — la première accordée officiellement par le gouvernement britannique à un représentant de

l'ANC, — ne signifie pas une « reconnaissance » de l'ANC, a précisé M^{me} Chalker, qui a qualifié l'entretien de « très honnête et direct », tandis que M. Tambo parlait de « rencontre très positive, très cordiale et pleine de franchise ».

M^{me} Chalker a insisté sur la nécessité de suspendre au plus tôt « la violence de part et d'autre » et la « répression », afin d'entamer le dialogue, et a rappelé l'opposition de Londres à des sanctions économiques contre Pretoria. Le président de l'ANC, pour sa part, a estimé qu'il était indispensable que le gouvernement britannique « montre par ses actes dans quel camp il se range », soulignant que le régime sud-africain et l'apartheid sont « la première source de violence en Afrique du Sud ».

Cette rencontre, qui marque une évolution sensible de la position britannique, puisque M^{me} Thatcher avait toujours refusé jusqu'à ce jour de recevoir M. Tambo tant que l'ANC ne renoncerait pas au « terrorisme », a eu lieu le jour même où le premier ministre britannique a réuni plusieurs membres de son cabinet pour mettre au point une liste de « mesures positives » (en faveur des Noirs sud-africains), en prévision du sommet européen de La Haye, qui a lieu jeudi 26 et vendredi 27 juin. — (AFP, Reuters.)

● Expulsion d'Afrique du Sud d'un journaliste israélien. M. Dan Sagor, a été expulsé, mardi 24 juin, d'Afrique du Sud, a-t-on annoncé de source officielle. M. Sagor est le troisième journaliste étranger à être expulsé d'Afrique du Sud en l'espace d'une semaine, a précisé un porte-parole du ministère des affaires étrangères. — (AFP.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75421 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 696572 F
Télécopieur : (1) 45-55-96-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouss.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernez.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (deux semaines au plus) : nos

abonnés sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins avant

leur départ. Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

Reproduction interdite de tous articles

sous accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ;

Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,76 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ;

Espagne, 150 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Hongrie, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,600 L. ;

Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 f. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 200 F CFA ;

Suède, 8 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$;

Yugoslavie, 110 nd.

مكتبة

EUROPE

Pologne VARSOVIE ACCUSE DES PAYS DE L'OTAN D'ENTRAINER ET D'ARMER DES « TERRORISTES »

La Pologne a accusé mardi 25 juin les services secrets occidentaux de former des groupes de terroristes et de leur fournir des armes. Le vice-ministre de l'intérieur, le général Wladyslaw Pozoga, a en effet affirmé que des centres de sélection et de formation de groupe de « terroristes » avaient été installés dans plusieurs pays de l'OTAN, notamment en RFA près de Munich et dans le New-Jersey, aux Etats-Unis. « La police polonaise a soixant-dix ans et elle est destinée à écarter les communications du ministère de l'intérieur et de la police », a affirmé le général Pozoga. Ce dernier a également mis en cause des responsables du syndicat d'extrême droite, le syndicat des Solidaires, comme M. Jerzy Milewski (chef du bureau de coordination de Bruxelles), accusé d'être un « agent occidental traître à la Pologne ».

Par ailleurs, M. Lech Walesa s'est rendu mardi matin à une convocation de la police de Gdansk dans le cadre de deux affaires. La première concernait Zbigniew Bujak, le leader clandestin de Solidarnosc arrêté le 31 mai dernier à Varsovie, et la deuxième, justement, une « affaire d'espionnage ». A Washington, le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a qualifié de « ridicules » les déclarations polonaises sur l'existence de camps d'entraînement dans le New-Jersey. (AFP.)

RFA Le ministre de la recherche semble faire marche arrière à propos du projet Hermès

De notre correspondant

Bonn. — Jeune, brillant et dynamique : que de vertus ne prête-t-on pas dans les allées du pouvoir à Bonn au ministre ouest-allemand de la recherche et de la technologie, M. Heinz Riesenhuber, au nouveau papillon en bataille, lorsqu'il défend le projet technologique face aux élus d'extrême droite et du Parti social-démocrate. Les apparences seraient-elles trompeuses ? Deux mois après avoir affirmé, dans un entretien fracassant avec le *Süddeutsche Zeitung*, que la RFA donnerait en septembre sa réponse positive aux Français pour le développement d'une mini-satellite spatiale européenne, le même ministre se contente désormais d'indiquer qu'on décidera du principe à l'automne, et du financement au cours de l'été 1987.

Le couperet du ministre des finances, M. Stollenberg, qui vient d'imposer pour le collectif budgétaire de l'année en cours des économies draconiennes, est-il tombé, ou le ministre de la recherche a-t-il à nouveau changé d'avis ? Le limogeage, il y a deux semaines, de son directeur pour les affaires spatiales, M. Fink, qui passait pour un partisan du projet Hermès fait incliner pour la seconde hypothèse. L'atti-

tude du ministère de la technologie à l'égard des grands projets de coopération technologique européenne reste d'une manière générale empreinte d'une grande prudence. Ainsi le ministre vient-il de faire savoir, alors que la troisième conférence interministérielle d'Eureka va s'ouvrir dimanche à Londres, que la part de financement de son ministère pour les dix-neuf projets dans lesquels sont impliqués des intérêts ouest-allemands serait d'un peu moins de 500 millions de deutschemarks d'ici à 1995. Conformément à l'idée que M. Riesenhuber s'est toujours faite d'Eureka, une bonne partie de cette somme — environ 200 millions — sera consacrée à des projets de recherche dans le domaine de l'environnement. Contrairement aux Britanniques ou aux Français, les Allemands ont toujours été assez sceptiques sur l'intérêt de subventionner des projets de coopération industrielle à l'étranger.

Le nouveau pas de deux de M. Riesenhuber à propos d'Hermès est d'autant plus étonnant que l'intérêt de ce projet pour la RFA ne passe d'ailleurs d'aucun côté par les milieux concernés, que ce soient les industriels, le ministère des affaires étrangères ou les experts en matière spatiale. Un groupe de chercheurs provenant des milieux les plus divers (recherche, administration, industrie, syndicats, partis politiques), chargé depuis deux ans, sous la tutelle de la société allemande de politique étrangère, d'un rapport sur la politique spatiale ouest-allemande, a rendu ses conclusions mardi. Elles insistent sur la nécessité pour l'Europe de développer son autonomie en matière spatiale, non seulement pour des raisons économiques et technologiques, mais également politiques, stratégiques et culturelles.

Les auteurs de ce rapport, qui préconisent une participation de 30 % de la République fédérale au projet Hermès, estiment nécessaire, d'une manière générale, la définition d'une véritable politique spatiale ouest-allemande et le renforcement des moyens mis à sa disposition. Ils se prononcent pour le développement par l'Europe d'une station habitée et d'un véhicule de transports autonomes, de même que pour la construction d'un satellite d'observation militaire européen permettant notamment de vérifier de futurs accords de désarmement.

HENRI DE BRESSON.

ASIE

Espagne La nouvelle composition du Congrès des députés

Voici la composition définitive du Congrès des députés espagnol après les élections du dimanche 22 juin. Le Parti socialiste (PSOE) a recueilli 44,06 % des voix, contre 46 % en 1982. La Coalition populaire, principale formation de l'opposition, a obtenu 26 % des suffrages, contre 25 % en 1982. La participation a été de 70,77 %, près de 10 % de moins qu'en 1982.

	1982	1986
Parti socialiste ouvrier espagnol	202	184
Coalition populaire	106	105
Centre démocratique et social	2	19
Convergencia i Unió	12	18
Gauche unie (Parti communiste)	4	7
Parti nationaliste basque	8	6
Herri Batasuna	2	5
Euzkadi Ekintza	1	2
Coalition Galega	0	1
Parti aragonais régionaliste	0	1
Regroupement indépendant canarien	0	1
Union valencienne	0	1
Union de centres démocratiques (Gauche républicaine de Catalogne)	12	0

Chine

UNE MISE EN GARDE CONTRE UN RÉFORMISME EXCESSIF Le pavé dans la mare de M. Chen Yun

De notre correspondant

Pékin. — Un pavé dans la mare : le dernier volume des œuvres choisies de M. Chen Yun vient de sortir en librairie, accompagné d'un grand battage idéologique-publicitaire dans les médias. Alors que la Chine se donne aux yeux du monde extérieur un maquillage libéral — arboré dans sa tournée européenne par le secrétaire général du PCC lui-même, M. Hu Yaobang, — c'est la statue du commandeur du conservatisme qui fait le « une » de la presse à Pékin.

Certes, il est normal qu'une voix conservatrice puisse aussi se faire entendre, parallèlement au concert des réformistes qui n'hésitent pas à hausser le ton (le *Monde* du 6 juin). Mais le poids de M. Chen est autrement important : nul autre, à l'exception de M. Deng Xiaoping, ne lui cède actuellement en autorité, tous deux sont les seuls dirigeants communistes vivants à publier des œuvres choisies. M. Chen est l'avocat le plus prestigieux et le plus écouté de ceux pour qui les réformes actuelles vont trop vite ou trop loin.

Membre du comité permanent du bureau politique, auréolé du prestige d'avoir proposé dès les années 50 les réformes inscrites par M. Deng après 1978, avant déjà solennellement mis en garde contre un excès d'audace lors de la conférence nationale du parti réunie en septembre dernier. A peine moins âgé que M. Deng lui a quatre-vingt-un ans, il aat cependant en moins bonne forme. De récentes images de télévision

l'ont montré pratiquement incapable de marcher tout seul.

Les idées de M. Chen Yun sont simples : s'il faut des réformes, il ne faut pas qu'elles aillent trop loin. L'Etat et la collectivité doivent conserver la part du lion par rapport au secteur privé, le plan doit demeurer prioritaire par rapport à l'initiative individuelle, l'économie de marché doit rester dominée par l'Etat. C'est ce que l'on appelle « les trois principes » et les trois suppléments » dans le langage imagé de la politique chinoise.

« La démocratie avancée »

Même s'il n'est pas question de voir en M. Chen un partisan du retour au statu quo ante ou un opposant à la politique d'ouverture — à laquelle il vient de se rallier en mai en inspectant le projet controversé d'acierie sino-japonaise de Baoshan, près de Shanghai, — son intervention dans le débat n'en renforce pas moins la position de ceux qui, à tous les échelons, s'efforcent toujours de bloquer les réformes. Ceux-ci trouveront dans la tome III bien des arguments en faveur de leurs thèses. Les réformistes la savent assez bien pour avoir déjà organisé un contre-feu. Depuis le début juin, la presse, et en dernier lieu le *Quotidien du peuple* du lundi 16 juin, a lancé des appels pour « protéger » les réformistes contre les attaques, ou les coupe bas dont ils sont victimes.

Des directeurs d'entreprise « modernistes » licenciés pour des broutilles ou sans raison ont été ou vont être rétablis dans leurs fonctions, comme celui de l'usine

de véhicules de Zhangzhou (Henan). Le *Quotidien du peuple* rappelle que « le comité central a dit qu'on devait laisser les réformateurs commettre quelques erreurs, mais que ce qui était inadmissible, c'était ceux qui ne font pas de réformes », qui restent dans leur coin « tranquilles et inertes ».

Le débat se poursuit donc, penché tantôt dans un sens, tantôt dans un autre. Certains audacieux, s'exprimant même dans le *Quotidien du peuple*, sont allés jusqu'à demander que la libéralisation s'applique aussi au domaine politique, car il est souvent délicat de faire la distinction entre ce qui est scientifique et politique. « Si les citoyens, a-t-on pu lire, n'ont même pas le droit d'exprimer leur point de vue sur les problèmes politiques et que ceux-ci demeurent une chose gardée, comment peuvent-ils être les maîtres du pays ? La démocratie avancée n'est-elle pas morte ? »

De tels propos sont audacieux, mais il ne faudrait pas aller trop vite et penser que les dirigeants chinois sont prêts à ouvrir le débat sur le fondement même du régime. « Que certains rivassent », certes, mais dans le cadre du régime communiste de la Chine populaire...

Quant au renouveau des dirigeants, auquel M. Hu a fait allusion lui-même à Londres, la récente réapparition dans le débat de M. Chen Yun montre qu'il est loin d'être achevé au sommet. Comme le rappelle récemment M. Hu Qili, dauphin présumé de M. Hu Yaobang, le parti a encore besoin de vétérans pour conseiller la nouvelle génération de dirigeants.

PATRICE DE BEER.

PROCHE-ORIENT

Israël est favorable à une normalisation des relations entre les pays occidentaux et Téhéran nous déclare M. Shamir

L'Iran est « un pays important ou Proche-Orient, que l'Occident ne peut ignorer et abandonner à l'influence de l'URSS », estime le ministre israélien des affaires étrangères. Au cours d'un entretien qu'il nous a accordé, mardi 24 juin, à l'occasion d'une brève visite officielle à Paris, M. Yitzhak Shamir a ainsi porté une appréciation favorable sur le rapprochement que la France a amorcé avec l'Iran : « C'est une tendance positive », a-t-il dit, tout en démentant, à nouveau, les informations de presse laissant régulièrement entendre qu'Israël fournirait, de façon détournée, des armes à l'Iran, en guerre contre l'Irak. « Nous ne nous mêlons pas des confrontations militaires des autres pays », a assuré M. Shamir, qui a été reçu en fin de matinée par M. Mitterrand, à l'Elysée, où furent évoqués le problème des juifs d'URSS et la situation au Proche-Orient.

A cet égard, il s'est déclaré sceptique quant au rapprochement syro-irakien que tente de favoriser le roi Hussein de Jordanie : « C'est encore très lointain, la Syrie est toujours

aux côtés de l'Iran et l'hostilité entre Damas et Bagdad est très ancienne ». En ce qui concerne Israël, il n'y a rien de changé à Damas, où « le président Assad continue à se préparer à une guerre future avec nous, endocrinisme à la population en ce sens », estime le ministre israélien, qui, conformément à l'accord d'alternance au sein du gouvernement d'unité nationale, doit prendre en octobre prochain les fonctions de premier ministre à la place de M. Shimon Peres.

Il assure qu'il disposera alors, « par la force des choses », d'une emprise plus solide sur la diplomatie israélienne. Mais, pour autant, il ne pense pas que la politique israélienne changera sensiblement car « la coalition d'unité nationale (Likoud-travaillistes) est fondée sur un programme commun qui n'autorise aucun changement sans accord des partis représentés au gouvernement ». « Il y aura différence de style et de langage », dit M. Shamir, tout en indiquant que les grands axes de la politique israélienne resteront l'appel à des négociations

directes avec la Jordanie et l'ombrage des relations avec l'Egypte ».

M. Shamir, qui avait été reçu lundi par M. Chirac, est venu à Paris pour assister à l'inauguration d'une chambre de commerce - Marché commun-Israel - dont le président est M. Lionel Stoléru. M. Shamir en attend « un accroissement des investissements européens en Israël et une ouverture plus grande des marchés européens aux produits israéliens ».

Ce dernier point est particulièrement important, pour Israël, dans le domaine agricole : il s'agit pour l'Etat hébreu de rééquilibrer sa balance avec la Communauté, son premier partenaire commercial, au moment où les exportations agricoles israéliennes sont menacées par l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun. Or Israël enregistre déjà un déficit commercial dans ses échanges avec la CEE : il est passé de 1 696 millions de dollars en 1984 à 1 789 millions de dollars l'an dernier.

AL. FR.

Iran

Les combattants kurdes ont dû se replier en Irak nous déclare un dirigeant de la résistance

« Les forces armées de la République islamique occupent désormais l'ensemble des territoires du Kurdistan iranien et sont engagées dans une opération de répression sans précédent contre la population civile kurde ». De passage à Paris, M. Omar Ilkhani, membre du comité central du Komalah, organisation de résistance de tendance marxiste du Kurdistan iranien, exprime sa vive inquiétude au sujet des tentatives des militaires de Téhéran d'« embrigader les civils kurdes dans la guerre contre l'Irak et de recruter les jeunes dans l'organisation des « volontaires » (Basidji) contrôlés par les Gardiens de la révolution ».

Ce qui est nouveau, nous dit-il, est la violence et l'étendue de la répression contre les populations locales. « Jusqu'à l'année dernière, précisait-il, l'armée iranienne concentrait ses attaques contre les organisations de résistance, les partis politiques et ceux qui collaboraient avec eux. Maintenant, elle vise toutes les couches de la population kurde, sans aucune distinction, qui sont visées. C'est la raison pour laquelle, malgré l'importance de l'implantation militaire de Téhéran au Kurdistan, la résistance populaire aux troupes iraniennes est plus grande qu'elle ne l'a jamais été dans le passé. Elle a pris une telle ampleur qu'aucune offensive militaire ne peut désormais la supprimer ».

Selon M. Ilkhani, la résistance populaire se manifeste « passivement » lorsque les habitants refusent de collaborer avec les troupes d'occupation, mais aussi, « activement », car « la population nous fournit une aide efficace sous laquelle les perchemergas (combattants) du Komalah auraient été incapables d'agir dans nos régions occupées ». A ce propos, le dirigeant kurde note qu'il n'y a plus au Kurdistan iranien de « zones libérées ».

Plus de heurts avec le PDKI

Il indique que toute une série d'offensives conduites par Téhéran à partir de mars 1983 à l'intérieur d'un périmètre délimité au nord par Mahabad, à l'est par Boukan et Sages, à l'ouest par Sardasht et au sud par Baneh, ont contraint les perchemergas à quitter les « zones libérées » pour se replier de l'autre côté de la frontière en Irak dans une bande de territoire qui se situe à l'ouest de la ligne Sardasht-Baneh. Il précise cependant que cette zone est « entièrement démilitarisée » et ne comprend aucune force militaire irakienne ou iranienne. Ce qui a permis aux perchemergas du Komalah, du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan iranien) et de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan de M. Jalal Talebani) d'y installer leurs quartiers généraux.

M. Ilkhani affirme que la gravité de la situation au Kurdistan iranien a « contraint » le PDKI à accepter de facto un cessez-le-feu sur le terrain avec le Komalah et que depuis six mois les accrochages entre les deux organisations rivales de perchemergas ont cessé. Il déplore, cependant, que le PDKI ne soit pas disposé à officialiser ce cessez-le-feu, car il « refuse de reconnaître notre existence politique et militaire ».

« Le PDKI, souligne-t-il, est persuadé qu'il représente le seul espoir au Kurdistan iranien. Quant à nous, bien que nous admettions que des divergences politiques nous séparent, nous avons affirmé à plu-

sieurs reprises que nous étions disposés à coopérer avec lui, pour qu'une guerre entre nos deux organisations ne puisse se faire qu'au détriment du peuple kurde ».

A propos des Moudjahidines du peuple, M. Ilkhani estime que leurs groupes armés au Kurdistan ne se trouvent pas à l'intérieur de la bande de territoire « démilitarisée », mais dans les villes du Kurdistan irakien contrôlées par l'armée de Bagdad. « Depuis leur rupture avec le PDKI, les Moudjahidines, qui, auparavant, combattaient parfois aux côtés des perchemergas de M. Ghassemlou (PDKI), n'ont pratiquement plus d'activités militaires au Kurdistan iranien. D'ailleurs, la population kurde ne les a jamais acceptés à cause de leur position à l'égard du problème national kurde, qui ne diffère guère de celle du gouvernement de Téhéran et exclut le droit à l'autodétermination du peuple kurde. De plus, leur idéologie religieuse islamique n'enchantait guère nos populations ».

M. Ilkhani indique, en outre, que le Komalah n'a conclu aucune « alliance politique » avec Bagdad dans sa lutte contre le régime de Khomeiny. « Nous avons bien reçu des Irakiens, admet-il, une aide en médicaments, quelques armes et une assistance financière peu importante, mais nous n'avons accepté aucune condition préalable et nous ne coopérons pas avec le gouvernement de Bagdad. Nous menons tout simplement une lutte commune contre un ennemi commun. Il s'agit d'une convergence et non d'une collaboration ».

Propos recueillis par JEAN GUEYRAS.

Liban

DÉBUT D'APPLICATION D'UN CESSEZ-LE-FEU DANS LA « GUERRE DES CAMPS »

Deux cent soixante-dix soldats de la 6^e brigade (à majorité chiite) de l'armée libanaise se sont déployés, sans incident, mardi 24 juin, à l'intérieur du camp de réfugiés palestiniens de Chatila et autour de celui de Bourj-Barajneh, à Beyrouth. Ce déploiement a pour objet de mettre un terme aux combats entre Palestiniens et miliciens chiites du mouvement Amal qui, en un mois, ont fait au moins 150 morts, en dépit de l'annonce de nombreux accords de cessez-le-feu. Pour la première fois depuis le début des affrontements, un calme total régnait dans la région des camps et le siège imposé par Amal — qui redoute que renaisse un « pouvoir palestinien » à Beyrouth — a commencé à être levé.

Selon le Front de salut national palestinien (FSNP), coalition palestinienne pro-syrienne, quatre positions de l'armée ont été installées dans le camp de Chatila et sept autres autour de celui de Bourj-Barajneh, enclavé dans la banlieue chiite au sud de Beyrouth.

Un responsable du FSNP, M. Salab Salab, a cependant relevé que son organisation était réservée quant à la composition de l'unité de l'armée libanaise utilisée. (AFP.)

Libye

« Le commandant Jalloud aurait échappé à un attentat ». L'hebdomadaire ouest-allemand *Stern* croit savoir que le numéro deux du régime est sorti indemne d'une tentative d'attentat contre lui dans la nuit du 15 au 16 mai dernier, à Tripoli. Les informations du *Stern* fournaient par des opposants libyens ont été qualifiées mardi 24 juin de « mauvaise plaisanterie » par l'agence de presse libyenne Jana. (AFP.)

Pierre MOUSTIERS



Un aristocrate à la lanterne

roman

« La triste figure du duc d'Orléans a inspiré quelques biographies. Manquant les *Mémoires* que le prince régicide était incapable d'écrire. Le brillant romancier qu'est Pierre Moustiers a eu l'heureuse idée de le faire à sa place, dans son style élégant, racé, souple, évocateur ».

Frédéric Bluche / Figaro Magazine

GALLIMARD *unf*

politique

LA CONDAMNATION DE L'ONASEC

M. Santini dénonce « les coquins et les copains... »

L'Office national à l'action sociale, éducative et culturelle (ONASEC) sera supprimé. Commentant, mardi 24 juin, devant la presse le rapport établi à sa demande par l'inspection générale de l'administration sur l'organisation et le fonctionnement de cet organisme d'aide aux rapatriés de confession islamique (Le Monde du 25 juin), M. André Santini s'est déclaré décidé à suivre, sur ce point, les recommandations formulées en conclusion de cette enquête.

Pour le secrétaire d'Etat aux rapatriés, il s'agit avant tout de sanctionner des manquements à la morale politique dont se sont rendus coupables, à ses yeux, les administrateurs socialistes. « Sur les 5 milliards de centimes du budget annuel de l'ONASEC, seulement 1,5 milliard a été réellement consacré aux actions en direction des familles d'anciens harkis tandis que le reste partait dans les frais de fonctionnement de l'Office pour rémunérer le personnel, le parc automobile, les achats de matériels d'informatique, l'utilisation de l'imprimerie à des fins électorales », souligne M. Santini. Ce n'est pas un rapport que présente l'IGA, c'est un réquisitoire. Je n'ai trouvé dans ce texte aucune ligne favorable à l'ONASEC. Heureusement j'ai bloqué les crédits et subventions prévus pour 1986. Cette année on va ainsi dépenser 4 milliards de centimes pour les anciens harkis. Je ne fais que rendre l'argent à ceux auxquels il était en principe destiné. Ce qui me choque surtout, dans cette affaire, c'est que personne n'a justifié l'emploi de l'argent distribué. C'est le cynisme absolu. Ces gens-là nous donnent des leçons de morale, ils ont depuis toujours le mot morale à la bouche et ils sont venus prendre l'argent des plus démunis pour leurs besoins militants ! »

Le secrétaire d'Etat aux rapatriés a toutefois souligné lui-même que le « scandale » ne s'est traduit par aucune entorse à la loi : « Il ne s'agit pas d'un scandale de droit commun. Quand on regarde les choses de près il ne s'agit pas d'un détournement de fonds, sauf au sens étymologique puisque l'argent affecté par l'Etat et le contribuable au bénéfice des familles d'anciens harkis s'est essentiellement retrouvé dans la poche de permanents socialistes. »

Contrairement à l'autre « affaire » d'actualité, celle du Carrefour de développement, aucun « trou » n'est signalé dans les comptes de l'ONASEC et personne, parmi les gestionnaires de l'Office, n'est accusé de malversations. Au contraire, M. Santini, interrogé sur diverses rumeurs reprises par des organes de presse proches de la majorité, a blanchi le président de l'ONASEC, M. Georges Morin, ancien chef de cabinet de M. Louis Mermaz à la présidence de l'Assemblée nationale, aujourd'hui conseiller auprès du médiateur, M. Paul Legatte : « M. Morin, à ma connaissance, n'a pas bénéficié, à titre personnel, de fonds de l'ONASEC », a-t-il souligné. Il s'est défendu également de nourrir quelque « contentieux » que ce soit avec son prédécesseur : « Je n'ai jamais vu M. Raymond Courrière », a-t-il précisé.

Pour autant M. Santini n'a pas hésité à tirer un profit politique du rapport de l'IGA. Bien qu'aucun élément, dans le rapport des enquêteurs du ministère de l'Intérieur ne permette d'établir un lien entre l'« affaire » de l'ONASEC et celle du Carrefour du développement, le secrétaire d'Etat a déclaré : « Si l'on m'interroge sur le rapport qu'il peut

y avoir entre les deux affaires, je dirais que le Carrefour du développement, c'est le coin des coquins, et l'ONASEC le secteur des copains puisqu'on y a nourri un tas de militants socialistes... » M. Santini a également repris en public les propos tenus la veille en privé, au sein de son cabinet, à propos des liens d'amitié - et de géographie - existant entre MM. Christian Nucci, ancien ministre de la coopération - en première ligne dans l'« affaire » du Carrefour du développement, - Mermaz et Morin : « Il y a aussi une « Isère connection »... » Il s'est interrogé, à ce sujet, sur l'intérêt convergent porté par ces dirigeants socialistes à l'Institut pour la formation et la promotion professionnelle des femmes, dirigé par l'actrice Marthe Mercadier et l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, et spécialisé dans l'aide aux femmes des pays sous-développés.

M. Santini a aussi ironisé sur la subvention de 50 000 francs accordée en 1985 par son prédécesseur au club socialiste Espace 89, animé notamment par l'épouse de M. Laurent Fabius : « Est-ce que M. Courrière avait une pièce à changer sur sa « 2 CV ? », a-t-il demandé. Enfin, le secrétaire d'Etat a affirmé que le reclassement du personnel de l'ONASEC se ferait « de façon humaine ».

Les réponses de MM. Courrière et Morin

Implicitement accusé d'avoir créé et utilisé l'ONASEC - installé dans son département d'origine - à des fins purement partisans, l'ancien secrétaire d'Etat, M. Raymond Courrière, a vivement réagi en donnant à son tour une conférence de presse, mardi après-midi à Carcassonne. « M. Santini s'est livré à un véritable procès en l'absence des accusés et le déroulement de cette affaire, soigneusement préparée pour que l'inspection générale de l'administration serve de prétexte à émettre une décision politique arrêtée depuis le premier jour, aurait dû normalement l'amener à la conclusion à Riom plutôt qu'à Paris... » Après cette allusion au procès de Léon Blum, en février 1942, l'ancien sénateur socialiste de l'Aude a répliqué que « rien ne justifie la disparition brutale de l'ONASEC : tout l'argent destiné aux Français musulmans rapatriés depuis 1981 a été scrupuleusement dépensé pour essayer de rattraper le mal fait par vingt ans d'oubli et de mépris de la part des gouvernements qui s'étaient succédé de 1962 à 1981. De 1981 à 1985 inclus 205 203 019,97 francs ont été dépensés ».

M. Courrière a précisé comment les crédits avaient été ventilés l'année dernière. A propos des frais de fonctionnement de l'Office il a indiqué que lors de son arrivée au secrétariat d'Etat l'association qui gèrait les crédits destinés aux rapatriés de confession islamique - l'ADOSOM - employait cent quatre-vingt-trois salariés, pour la plupart « anciens fonctionnaires coloniaux ou anciens militaires » alors que l'ONASEC ne compte plus aujourd'hui que « cent cinquante et un agents dont soixante-trois jeunes Français musulmans fils de rapatriés ». L'ancien secrétaire d'Etat a également déclaré que la localisation de l'Office à Carcassonne était « justifiée par sa situation géographique sur l'autoroute à égale distance de Bordeaux et de

Marseille » et par le fait que « la moitié des rapatriés musulmans connus des services administratifs se situent au sud de la Loire ».

« De toute manière, a ajouté M. Courrière, si l'on veut critiquer cette décentralisation faite conformément aux recommandations du premier ministre de l'époque à tous ses ministres, que faut-il penser de la décentralisation à Bordeaux de la Délégation nationale à l'accueil et au reclassement des rapatriés, réalisée par M. Chaban-Delmas, de celle du service des archives des rapatriés réalisée à Périgueux par M. Yves Guéna et de la décentralisation à Agen du service central des rapatriés faite par M. Jean François-Poncet ? Il serait intéressant de savoir ce que coûtent ces organismes pratiquement dépourvus d'activité par suite du tarissement des rapatriements. »

« A titre d'exemple, combien coûtaient et coûtent encore les voyages incessants du directeur du service central des rapatriés dont la famille demeure à Paris ? demanda M. Courrière. Cette situation-là ne paraît pas troubler mon successeur puisqu'il n'en souffle mot. »

Dans l'entourage de l'ancien secrétaire d'Etat on met également en doute la neutralité des enquêteurs de l'IGA. On laisse entendre, en particulier, que l'inspecteur général André François, qui a conduit cette mission d'investigation n'était peut-être pas le fonctionnaire le plus apte à apprécier objectivement le rôle de l'ONASEC puisqu'il fut lui-même personnellement concerné par la création de l'Office en tant qu'à l'époque, que vice-président de l'ADOSOM (Association pour le développement des œuvres sociales outre-mer). On souligne également que la décision de créer l'ONASEC avait été prise sur les recommandations, en 1981, d'autres membres de l'inspection générale de l'administration pour mettre de l'ordre, justement, dans la gestion des fonds destinés aux rapatriés. M. Courrière se prévaut notamment d'une note de l'IGA en date du 30 juin 1981. Pour l'ancien secrétaire d'Etat, M. Santini se livre simplement à une opération de « basse politique ». « Il sombre dans le ridicule, il ferait mieux de quitter le gouvernement. »

M. Morin, de son côté, a démenti catégoriquement que les subventions accordées en 1985 par l'ONASEC à quelque cent dix associations aient pu être détournées des actions en faveur des Français musulmans. Il a précisé que si dans certains cas ces crédits n'avaient pas bénéficié aux seuls rapatriés mais aussi à des actions en faveur de la communauté musulmane dans son ensemble cette orientation avait été délibérée et motivée par le souci d'éviter toute discrimination, en particulier, auprès des jeunes, entre les enfants d'anciens harkis et les enfants d'immigrés maghrébins.

Quant à l'ancien directeur du cabinet de M. Courrière, M. Maurice Benassayag, président du club Espace 89, il a souligné que la subvention de 50 000 francs, obtenue en 1985 du secrétariat d'Etat (et non de l'ONASEC), avait été accordée, selon les règles traditionnelles, « pour une manifestation publique dans le droit-fil des réflexions et des actions de ce groupe sur l'identité française et les aspects pluriculturels qui la fondent ».

Le nouveau secrétaire d'Etat aux rapatriés semble se réjouir d'avoir donc ce qu'il appelle « un coup de pied dans la fourmilière... »

A.R.

L'AFFAIRE DU CARREFOUR DU DEVELOPPEMENT

Un mémoire, non signé, de M. Yves Chaliar

M. Yves Chaliar, ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci au ministère de la coopération et ancien trésorier de l'association Carrefour du développement, s'est manifesté pour la première fois depuis le début du mois de mai. Mis en cause après la disparition d'environ vingt millions de francs de fonds publics ayant transité par le Carrefour du développement, M. Chaliar vient d'adresser une note manuscrite au ministre de la coopération, M. Michel Aurillac.

Dans ce mémoire, non signé, d'une dizaine de pages, transmis aux enquêteurs de la police judiciaire, l'ancien trésorier apporte des explications sur la gestion des fonds de l'association. Le ministre de la coopération s'est refusé à confirmer que M. Aurillac ait reçu cette note de M. Chaliar.

Bien qu'on ignore encore la date à laquelle ce document a été reçu et le moyen par lequel il a été transmis au ministre, il apparaît que M. Chaliar se trouverait dans

la région parisienne et non pas « en fuite en Amérique du Sud », comme un rumeur l'avait laissé entendre. Les renseignements généraux connaissent l'endroit où l'ancien trésorier s'est installé, ce qui explique peut-être qu'aucun avis de recherche ou mandat d'amener n'ait été lancé contre lui. Cependant, les policiers ont procédé le vendredi 20 juin à deux perquisitions, l'une au domicile parisien de M. Chaliar, l'autre dans l'appartement d'un ami de l'ancien chef de cabinet, à la demande du juge d'instruction chargé du dossier, M. Jean-Pierre Michau. Des documents concernant l'affaire auraient été saisis.

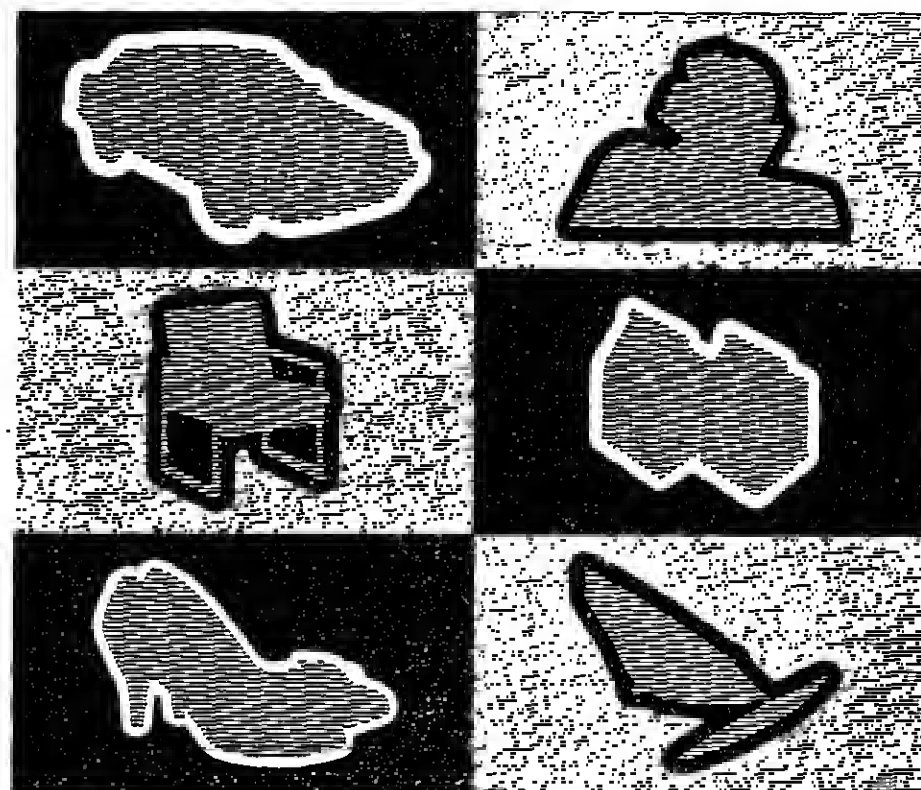
Les enquêteurs de la Cour des comptes ont, de leur côté, achevé leur rapport au terme d'un examen de plusieurs milliers de chèques, dix pièces comptables et administratives. Ce rapport, qui doit encore être présenté à une chambre de la Cour pour décider

des suites à lui donner, se borne à faire le constat des sommes dont la justification n'a pu être déterminée, sans parvenir à en établir la destination finale. Après la « cambriolage » au siège de l'association, des pièces comptables sont portées manquantes et une partie des sommes a été restituée en liquide, donc sans laisser de traces. La Cour ne peut d'autre part avoir accès à la comptabilité des sociétés privées - la SOCO-TRA, par exemple - qui semblent avoir joué un rôle important dans le mécanisme de disparition des fonds.

Enfin, la comédienne Marthe Mercadier a indiqué que son association de récupération et d'expédition de matériel médical dans le tiers-monde, l'IFPPF, avait reçu en tout et pour tout une aide de 1,5 million de francs du Carrefour du développement entre 1984 et 1986, versée par l'intermédiaire de neuf chèques.

C.L.

Nous participons à l'essor des industries que nous servons



EniChem utilise l'énergie et l'innovation pour aider au développement des nombreuses industries - de l'automobile au textile, en passant par l'emballage et l'ameublement.

Grâce à une étroite collaboration avec ses clients directs et indirects, EniChem suit ses matériaux d'un bout à l'autre de la chaîne de transformation - des matières premières aux produits finis.

EniChem est l'un des producteurs pétrochimiques les plus importants et les plus diversifiés d'Europe. Basé sur des moyens techniques et commerciaux considérables, EniChem, partenaire de ses clients, contribue à

l'amélioration de la valeur ajoutée des produits existants et à la conception des produits futurs.

Le large faisceau des matières premières EniChem couvre l'industrie : produits chimiques de base, plastiques, polymères techniques, caoutchouc et latex synthétiques, fibres synthétiques, intermédiaires pour détergents, produits agricoles, produits de chimie fine et spéciaux, produits pharmaceutiques et autres. Tous ces matériaux sont disponibles à travers un réseau mondial de vente et de distribution. EniChem peut certainement faire quelque chose pour vous !

EniChem

EniChem (France) SA, Rue Lorient Terray 10, 92504 Rueil-Malmaison, Téléphone 1/470 832 40 Telex 203 398 Fax 1/470 804 89

TWA Promenades Américaines: l'affaire de l'été.

2 nuits d'hôtel gratuites

Réservez 5 nuits d'hôtel dans certains Holiday Inns*, TWA Promenades Américaines vous offre 2 nuits supplémentaires pour une semaine entière aux Etats-Unis.

* Sous certaines conditions.

Contactez TWA Promenades Américaines au 47.20.27.56 ou votre agent de voyages, pour plus d'informations.

3 semaines de voiture gratuites

Une offre fabuleuse de TWA Promenades Américaines et de Hertz : une location de voiture sans chauffeur* gratuite.

- 3 semaines gratuites en Floride.
- 1 semaine gratuite en Californie et des conditions spéciales pour la 2^e semaine.
- 1 semaine gratuite pour la plupart des autres Etats.

Les bas tarifs transatlantiques TWA

Toutes ces offres, combinées à nos bas tarifs transatlantiques vous permettent de profiter au mieux de l'affaire de l'été: TWA Promenades Américaines.



TWA ouvre la voie vers les USA.

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

« Préfaces » modérées aux textes de M. Chalandon sur la justice

Les quatre projets de loi préparés par le garde des sceaux, M. Albin Chalandon, ne font ni « une grande fresque » - comme on l'a dit - ni « un mausolée », a-t-il dit, pour s'en féliciter. M. Jacques Toubon (RPR), président de la commission des lois de l'Assemblée nationale. L'heure n'est plus aux grandes sommes législatives, telles que celle qu'avait élaborée M. Alain Peyrefitte (RPR) à la fin du septennat précédent, point n'était besoin, le mardi 24 juin, à l'Assemblée nationale, d'un long volume introductif. Une « préface », selon le terme de M. Chalandon, suffisait.

Le ministre de la justice a donc modestement préfacé, à l'occasion de l'examen du premier d'entre eux, consacré à la lutte contre le terrorisme, les quatre textes inscrits successivement à l'ordre du jour. « Grâce au travail antérieur du législateur, a-t-il dit, nous avons toute une série de dispositions qui n'ont nul besoin d'être modifiées. Le problème est, au premier chef, de combler une lacune, de tenir compte, ailleurs, des insuffisances qu'aura révélées la pratique, afin d'améliorer sans bouleverser, »

Les préfaces se sont, toutefois, multipliées. Recourant de façon purement procédurière à l'exception d'irrecevabilité (qui tend à déclarer le texte contraire à la Constitution) et à la question préalable (tendant à faire décider qu'il n'y a pas lieu à débattre), les socialistes, puis les communistes se sont donné le moyen de repousser aussiitôt à l'avant-propos ministériel. La contradiction étant portée aux uns et aux autres par le Front national, la major

rité s'est exprimée, en réponse aux objections de la gauche, par la voix de M. Toubon, puis par celle du rapporteur, M. Jacques Limouzy (RPR).

De cette série d'exposés des motifs ressort la modération du ton adopté par M. Chalandon comme par ses contradicteurs et par ses partisans. De quoi s'agit-il ? D'écouter, enfin, a-t-il dit le ministre, le message des électeurs, celui du « ras-le-bol » devant l'insécurité, « car une telle situation est lourde de menaces pour notre démocratie ». « L'histoire est là, a-t-il déclaré, la garde des sceaux, pour nous montrer que lorsque l'Etat démissionne, il se trouve toujours quelque aventurier pour exploiter l'écroulement de l'homme de la rue devant la faillite de la loi et la carence de l'ordre. Et nous savons où cela peut mener. »

« En manager »

Il faut d'abord, selon M. Chalandon, « donner à la justice les moyens d'accomplir sa mission », problème que l'ancien PDG d'Elf-Aquitaine entend aborder « en manager ». Mais c'est en moraliste que le ministre a défendu le projet de remobiliser la justice sur « sa fonction traditionnelle de répression ». La justice, a-t-il dit, « a pour rôle de punir, de réparer et de dissuader ». « Traiter systématiquement un délinquant comme un malade, a-t-il ajouté, c'est mettre en cause son existence d'être responsable. »

Des délinquants et criminels, passons aux honnêtes gens. Pour eux, c'est-à-dire pour tout le monde, « la sécurité, (...) est

la condition de [la] liberté ». La sécurité, première des libertés, c'est l'article de foi de la plate-forme RPR-UDF en la matière. M. Chalandon s'y est tenu, en précisant les « deux règles » qu'il s'est fixées : « Que les limitations que nous proposons restent toujours en deçà des normes fixées par la Cour européenne des droits de l'homme ; que les règles instituées soient comparables à celles des démocraties les plus avancées. »

C'est à M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine) qu'il est revenu, d'abord, de répondre à l'accusation de laxisme ainsi portée, courtoisement mais clairement, contre la gauche. L'insécurité ? « L'idée que s'en font les gens dépasse la réalité des choses », estime M. Sapin, mais il n'en est pas moins « légitime » et « nécessaire » que « les gouvernements s'en occupent et cherchent à répondre à cette insécurité ». Autre chose est de s'en servir pour « faire des voix sur le malheur des gens ». L'opposition d'hier de s'en était pas fait faute. Parvenue au pouvoir, il lui a fallu passer de la « surenchère » au « double langage », ayant « découvert que dans un pays démocratique comme la France, dans une Europe démocratique comme celle à laquelle nous appartenons, il n'est pas possible de faire n'importe quoi. »

« Double langage » parce que, selon M. Sapin, tandis que M. Chalandon tient un discours « libéral au bon sens du terme », les ministres de l'intérieur et de la sécurité, MM. Charles Pasqua et Robert Pandraud, continuent, eux, « à tenir le discours électoral » qui était le leur avant le 16 mars. Le député des Hauts-de-Seine en tire une prédiction : le gouvernement per-

dra à la fois au centre, où les mesures prises inquiètent les défenseurs des libertés, et à droite, où on lui reprochera de ne pas tenir ses promesses.

Sécurité-spectacle

Les socialistes, eux, se veulent « responsables » aujourd'hui dans l'opposition comme hier au gouvernement. Ils acceptent donc le débat, pour reprocher au gouvernement de privilégier la répression au détriment de la prévention, de la réinsertion et de la réparation. « Tous les moyens ne sont pas bons, mais il y a de bons moyens », a déclaré M. Sapin ; ce ne sont pas, selon lui, ceux que le gouvernement prend. La « sécurité-spectacle » est « inefficace » et « dangereuse », alors qu'il est nécessaire de moderniser les moyens de la justice, comme M. Pierre Joxe avait entrepris de le faire pour ceux de la police.

La faille était trop évidente : pas un seul argument constitutionnel à l'appui de cette exception d'irrecevabilité ; M. Toubon a sauté sur l'occasion d'arracher aux socialistes l'aveu que le projet en discussion ne sort pas de l'état de droit. Dès lors, « vouloir lutter contre le terrorisme et en refuser les moyens, c'est cela le double langage », a lancé le président de la commission des lois. Et pour que ce soit bien clair : « Que ceux, a-t-il ajouté, qui n'accordent pas de réelle priorité à cette action ne votent pas [ce texte]. »

M. Guy Ducloné (PC, Hauts-de-Seine) a fait entendre la voix d'une autre gauche, plus proche de celle que le ministre stigmatisait. C'est la « politique de

crise », a-t-il dit, qui « nourrit la délinquance et la violence » ; c'est, ensuite, pour « freiner l'essor du mouvement démocratique » que, sous prétexte de lutter contre l'insécurité dont sa politique est responsable, le gouvernement se sert de l'une comme d'une arme pour faire accepter l'autre. Les communistes, pour autant, ne se dérobent pas à la lutte contre le terrorisme, mais ils refusent les moyens proposés, « textes d'exception » au droit commun, qui tendent à mettre en cause « les libertés de tous », particulièrement celle de s'opposer à la politique du pouvoir et de ceux qui le soutiennent.

A ce langage d'une gauche « classique », M. Chalandon a répondu par un égal classicisme de droite : « On finit par croire, a-t-il dit à M. Ducloné, que le terrorisme est votre allié objectif. »

Le Front national, représenté alors par M. Georges-Paul Wagner (Yvelines), ne pouvait que dire la même chose, avec plus d'assurance. L'attitude du PC « s'apparente à une véritable complicité », a affirmé l'ancien avocat de M. Jean-Marie Le Pen, prenant la parole à la place du président du Front national, inscrit dans le débat. Avant lui, M. Jacques Peyrat (FN, Alpes-Maritimes) s'était surtout employé à classer le FLNKS calédonien parmi les organisations terroristes que le gouvernement doit combattre. Les amis de M. Le Pen, pour qui il était de rigueur de se faire entendre dans ce débat, auront participé à la modération générale, sauf à annoncer, à propos d'un texte ultérieur, leur amendement tendant au rétablissement de la peine de mort.

P. J.

UN AMENDEMENT INUTILE ET DANGEREUX

Les journalistes bouc-émissaires ?

Le terrorisme se développe-t-il par la faute des journalistes ? La question est posée à l'occasion d'un amendement de M. Patrick Devedjian, député (RPR) des Hauts-de-Seine, au projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et à la sûreté de l'Etat. Il prévoit de punir d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 30 000 à 300 000 francs « celui qui, de quelque manière que ce soit, aura porté à la connaissance du public un communiqué ou tout autre correspondance émanant d'une association ou d'un groupe dissous en application de la loi du 10 janvier 1936 relative aux groupes de combat et milices privées. Les mêmes peines sont prévues par cet amendement pour celui qui « aura fait l'apologie » des activités de ces associations ou groupes dissous.

Cet amendement vise directement l'activité professionnelle des journalistes. S'il est adopté, il sera désormais interdit de citer ne serait-ce qu'une phrase d'un communiqué d'Action directe par exemple et de faire ainsi notre travail d'information. Malgré les oppositions des députés socialistes et les réserves de M. Jacques Toubon, estimant que « sa portée et sa radiation font l'objet d'interrogations », cet amendement a été adopté par la commission des lois. M. Albin Chalandon ne s'en est pas l'heure pas ému lors de la discussion en séance, assurant, sans plus de précision, que « la plupart des amendements de la commission recueillent l'agrément du gouvernement ».

L'amendement Devedjian est inutile et dangereux. Inutile d'abord parce qu'il ne répond pas, ou mal, au problème de l'insécurité posé par les terroristes de l'impact médiatique comme caisse de résonance. Ainsi, puisqu'il ne concerne que des groupements dissous par le gouvernement français, ne vise-t-il pas paradoxalement la propagande du terrorisme interne, hexagonal : le FLNC, mais pas Abou Nidal, Action directe, mais pas les intégristes libanais ?

Déontologie

Qu'il y ait un réel problème, personne n'en disconvient. Gérard Chalandon a souligné la novation apportée à la fin des années 60 avec le premier détournement d'avion revendiqué par une organisation palestinienne : l'apparition d'un « terrorisme publicitaire », « médiatique », « forme particulière de la guerre psychologique » (1). Mais la problématique n'est pas tant la propagande de groupes - donc leurs communiqués, - souvent confus, hermétiques, que la promotion médiatique de la violence aveugle pour impressionner les opinions publiques des démocraties. C'est le spectacle de la violence qu'offre de façon sensationnelle les médias (qui) avantage le terrorisme dans sa guerre psychologique. »

Si l'on peut discuter, selon la formule de Gérard Chalandon, d'une « eutragédie des médias », en revanche, l'information, l'enquête journalistique sur le terrorisme sont aussi une arme

contre le terrorisme. C'est un moyen de le remettre à sa juste place, de ne pas céder à l'artificialité qu'il souhaite provoquer. Le décryptage des communiqués d'Action directe permet de montrer la dérive totalitaire, la déconnection de toute réalité, tout en mettant en évidence la dangereuse radicalisation de ce groupe.

En ce sens, l'amendement Devedjian est dangereux, car il confond information et apologie. C'est la marque d'un régime faible de redouter, jusqu'à le réprimer, le travail d'information sur ce qui le menace. Le paradoxe est que l'auteur de cet amendement est aussi un avocat fort soucieux des droits de la défense. Il l'a d'ailleurs prouvé en défendant les auteurs arméniens se réclamant de l'ASALA, d'une prise d'otages au consulat de Turquie, à Paris, en 1981.

Dans ses plaidoiries, M. Devedjian avait rappelé le génocide arménien, qui est utilisé par l'ASALA comme élément de propagande, notamment, dans ses communiqués. Faisait-il pour autant le jeu des terroristes ? Evidemment non. Il y a un devoir d'information, et les journalistes, à l'exemple des avocats, ont aussi leurs règles déontologiques, sans qu'il soit besoin d'une disposition inutilement répressive, faisant la censure, pour les leur rappeler.

E. P.

(1) Gérard Chalandon, *Terrorismes et guerillas*, Flammarion éditeur, 1985, 59 francs.

Modération à droite et à gauche

(Suite de la première page.)

Ce n'est pas un changement radical de philosophie judiciaire, laissent-ils entendre. Non que certaines dispositions n'inquiètent pas les socialistes, mais ils mènent le débat sur l'« efficacité » de ces mesures par rapport au but « légitime » recherché : « répondre à l'insécurité ». Ce qu'a fort bien exposé, pour le PS, M. Michel Sapin : « Tous les moyens ne sont pas bons. Mais il y a de bons moyens ». En résumé, le gouvernement pêcherait par omission, ne pensant que répression là où il faudrait aussi parler prévention et modernisation de la justice et de la police.

M. Albin Chalandon, comme le rapporteur, M. Jacques Limouzy (RPR), sont sensibles à cette attitude. Refusant eux aussi les surenchères, se réclamant même pour le second du président de la République, ils ont plutôt appelé au consensus. Au point de paraître en décalage avec la base des députés de la majorité qui, pour cette première séance, a retrouvé dans ses interruptions à l'adresse de l'opposition les démons du démagogie. Aussi la modération des uns et les amabilités des autres ne sauraient-elles causer les contradictions des deux camps. Comme si ce débat parlementaire consacrait le double langage.

M. Sapin en a fait la démonstration, s'agissant du gouvernement. M. Chalandon tient un discours « mesuré, libéral au bon sens du terme », rois MM. Pasqua et Pandraud « frappent à

l'extrême » et semblent « en avance d'une loi » dans les consignes qu'ils donnent à la police. Et, ajoutent les socialistes, le passage d'une attitude à l'autre serait permis par l'affaiblissement du contrôle judiciaire sur la police, tel que l'induisent les projets de loi.

Double langage

Cependant, la gauche aussi se tient à elle-même un double langage.

M. Joxe ne voudrait pas faire renaitre, dans un domaine électoralement si sensible, une culture d'opposition socialiste contradictoire avec son expérience gouvernementale mais, dans le même mouvement, trente-sept organisations et syndicats, qui comptent de nombreux socialistes, dénoncent un retour à l'« Etat policier ». N'est-ce pas M. Roland Dumas qui, après M. Yves Joffe, président de la Ligue des droits de l'homme, déclarait il y a peu que les textes proposés constituent du « Peyrefitte aggravé » ? Un discours qui a été parfaitement trahi dans l'hémicycle par M. Guy Ducloné... pour le PCF, plus proche en ce sens des déclarations de la gauche entière avant 1981.

Cette contradiction est sans doute dure à vivre, surtout quand M. Toubon assure abruptement que ceux qui ne voteront pas les projets de loi ne veulent pas d'une lutte efficace contre l'insécurité, usant ainsi des arguments polémiques qu'il critiquait hier. Comment, sinon, expliquer les déra-

pages verbaux de M. Joxe, multipliant les commentaires désobligeants à l'égard de MM. Chirac, Toubon et Pandraud, lors d'un petit-déjeuner de presse (voir nos éditions du 25 juin) ? Comme si l'excès des propos devait compenser une modération sur le fond, au risque de brouiller le message socialiste. Dérapage qui permet à M. Pandraud, cible unanime de la gauche pour ses dérives policières, d'apparaître subitement fort calme et réservé : « Tout ce qui est excessif est insignifiant », s'est contenté de déclarer, à la lecture des propos de M. Joxe le concernant, le ministre « nul ».

PATRICK JARREAU

ET EDWY PLENEL

Immigration

UN AUTRE APPEL DES AUTORITÉS RELIGIEUSES ?

L'opposition au projet de loi sur les étrangers grandit dans les milieux religieux. Le cardinal Decourtray, dans une interview à *Libération*, se dit convaincu que beaucoup d'évêques catholiques trouvent ce projet « inquiétant », de même que des protestants, des orthodoxes. « Nous sommes prêts, dit-il, à signer ensemble un texte ». Le dernier appel commun des autorités religieuses sur l'immigration remonte au 15 novembre dernier. Dans une intervention devant la presse, le lundi 23 juin, l'archevêque de Lyon avait déclaré que « le projet gouvernemental, s'il n'est pas amendé, risque de faire ouvrir la porte à l'arbitraire et à l'injustice ».

Le collectif budgétaire est définitivement adopté

La loi de finances rectificative a été définitivement adoptée par le Parlement le mercredi 25 juin. Députés et sénateurs n'ont en effet rien trouvé à redire, au moins la majorité d'entre eux, au texte qu'avaient mis au point leurs représentants à la commission mixte paritaire. Mais, avant que ce texte ne soit promulgué, il faudra attendre la décision du Conseil constitutionnel que les élus socialistes ont l'intention de saisir.

L'acceptation de ce projet a été d'autant plus facile au Palais du Luxembourg, que, à un détail près sur la revalorisation des valeurs locatives servant à calculer les impôts locaux, la version retenue par la commission mixte paritaire est celle votée par le Sénat en première lecture. Au Palais-Bourbon, la situation était quelque peu différente. M. Jacques Chirac ayant engagé la responsabilité de son gouvernement sur l'adoption du projet, en première lecture, l'ensemble de celui-ci n'avait pu alors être examiné. Il n'a

pas pu l'être plus en deuxième lecture puisque la Constitution interdit le dépôt d'amendements au texte d'une CMP, sauf accord du gouvernement.

Les députés socialistes auraient pourtant bien aimé pouvoir apporter certaines modifications apportées par les sénateurs, même s'ils ne les rejettent pas toutes. Ainsi M. Christian Goux (PS, Var) a reconnu que certaines modifications, introduites à la demande du gouvernement, au circuit d'affectation budgétaire des produits de la vente des entreprises appartenant à l'Etat, s'inspiraient de certains amendements socialistes qui n'avaient pu être discutés. Il a toutefois remarqué que, même si les recettes des ventes d'actions qui entraîneront pas la perte de la majorité du capital par l'Etat, devront finalement être versées au « compte spécial d'affectation », cela n'empêchera pas le gouvernement de pouvoir s'en servir pour atténuer le déficit du budget.

De même, M. Goux s'est félicité de l'amendement sénatorial qui a réduit, pour les droits d'enregistrement, la portée de l'amendement

« Giscard », limitant les délais pendant lesquels l'administration peut s'immiscer aux comptes des contribuables. Il n'en considère pas moins que telle qu'elle demeure, cette disposition continue à mettre en cause l'égalité des citoyens devant l'impôt. En revanche, il a séchement émis l'adoption, par les sénateurs, et un amendement, prévu à l'Assemblée - et qui, dans un premier temps, n'avait pas été retenu par le gouvernement - de supprimer l'obligation faite aux compagnies d'assurances de signaler à l'administration les personnes ayant assuré des bijoux et des objets d'art ou de collection pour une valeur de 100 000 F. Pour les socialistes, il s'agit là de la suppression d'une mesure permettant de lutter contre la fraude fiscale.

M. Goux a particulièrement critiqué un amendement, adopté à l'initiative de M. Pierre-Christian Taubert, sénateur républicain et indépendant de Paris, permettant aux frais de fonctionnement des questeurs du Conseil de Paris et du conseil régional d'Ile-de-France de n'être soumis qu'à la consultation des bureaux de ses assemblées qui sont ainsi assimilés aux assemblées par-

lementaires, seules collectivités locales à être dans ce cas. C'était la tradition depuis une loi de 1939, pour le Conseil de Paris, mais la loi de 1975, qui en avait fait une municipalité comme les autres, avait abrogé certaines de ces dispositions. D'après M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, mais aussi adjoint aux finances de la mairie de Paris, c'était par « inadvertance » ; d'ailleurs, la Cour des comptes avait refusé de contrôler l'utilisation des crédits de la questure de Paris : seulement l'institution des cours régionaux des comptes par les lois de « décentralisation » risquait de permettre un changement de cette pratique.

Si le PS et le PC ont voté contre ce collectif, le RPR, l'UDF et le FN ont voté pour. M. Robert-André Vivien (RPR, Val-de-Marne) rapporteur général de la commission des finances, expliquant qu'il permettait « d'assurer davantage de liberté économique, de rétablir la confiance et d'amorcer le redressement de nos finances publiques ».

Th. B.

Le père du maoïsme français désavoue ses héritiers

Le sixième congrès du Parti pour une alternative communiste (PAC), réuni à huis clos près de Melun (Seine-et-Marne) du 20 au 22 juin, a été marqué par le départ de M. Jacques Jurquet, l'un des principaux fondateurs du courant maoïste dont ce parti est issu. Exclu du PCF en 1965, après la rupture sino-soviétique, M. Jurquet avait créé, en décembre 1967, le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF), dont il avait été le secrétaire général jusqu'en janvier 1981.

Depuis cette date, le PCMLF, sous l'impulsion principalement de M. Pierre Bauby, a tenté de se renouveler. Ayant adopté le sigle PAC en septembre 1985, les ex-maoïstes cherchent dans la voie de l'« alternative » une issue à ce qu'ils appellent « la crise du communisme ». Pour M. Jurquet, il s'agit là d'une déviation « sociale-démocrate ». Ses amis de Martigues (Bouches-du-Rhône) et de Grenoble, et lui-même, soit une quinzaine de militants, ont donc quitté le PAC.

Les délégués au congrès, au nombre d'une soixantaine selon M. Bauby (trente-huit selon M. Jurquet), représentant « plus de trois

cents » militants selon l'un (deux cents selon l'autre), ont adopté une résolution, intitulée *Pour une alternative de société*, et de nouveaux statuts. Le PAC sera dirigé désormais par un conseil national composé des représentants des « collectifs » locaux, et par un bureau national de dix-huit membres, élu pour le congrès. Le bureau a, lui-même, désigné trois secrétaires : M. Bauby, porte-parole, M^{me} Camille Granot et M. Alain Sentier.

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE
CERTIFICATS ACCEPTÉS ET RECONNUS DANS LE MONDE ENTIER
ANTWERP NEW YORK
COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR.
Pour toute information
Schuppsstraat 177 - 2018 Antwerpen
Tél. : 03/232.07.50 Belgium.

ROBERT MERLE

Le jour ne se lève pas pour nous

ROMAN

La hantise de la guerre nucléaire, qui avait poussé Robert Merle à imaginer dans *Malevil* la survie d'un groupe humain après l'holocauste, l'amène aujourd'hui à s'intéresser à la dissuasion.

Sur les six sous-marins nucléaires lanceurs d'engins que compte la France, trois sont constamment en mer, patrouillant selon des itinéraires secrets les océans du globe, prêts, à tout instant, sur l'ordre du Président de la République, à tirer leurs missiles balistiques.

Pour la première fois depuis que cette ronde sous la mer a débuté une de ces patrouilles est décrite. Robert Merle a fait deux séjours parmi les sous-mariniers, le premier à l'île Longue, le second à Brest. Il a minutieusement interviewé les équipages du *Foudroyant* et de l'*Inflexible*.

Et dans ce livre où il s'efforce à la plus rigoureuse exactitude dans la description des techniques sophistiquées de la dissuasion, il a cherché parallèlement à reconstituer la vie quotidienne de ces marins d'élite enfermés sous les eaux dans un bâtiment où tout est nucléaire : la propulsion et les missiles. Il a montré la tension d'une existence où des hom-

mes, privés de la lumière du jour comme de leurs affections familiales, vivent pendant des semaines dans un espace restreint et travaillent sept jours sur sept dans une usine qui doit tourner vingt-quatre heures sur vingt-quatre où la moindre défaillance humaine ou matérielle peut entraîner d'incalculables conséquences.

Au carré des officiers comme à la cafétéria des maîtres, les fortes personnalités ne manquent pas, fournissant à Robert Merle l'occasion de broser avec sympathie, avec humour des portraits pittoresques et de les intégrer dans un récit rapide où les dialogues abondent et donnent à la description du milieu sous-marinier la verve et la vie d'un roman.

En apparence il ne se passe rien. En réalité, dans ce monde étrange où la moindre émotion est intensifiée par l'enfermement, plane continuellement sur tous un double et tragique suspense : l'éventualité jamais évoquée mais toujours présente aux esprits d'avoir à tirer les missiles et, d'autre part, la cohabitation quotidienne des 130 hommes d'équipage avec ce monstre enchaîné mais toujours redoutable : une chaudière nucléaire.

PLON



AU SÉNAT

M. Chirac et les sénateurs centristes dénoncent « l'obstruction » de l'opposition

Une matinée avec M. Raymond Barre, un déjeuner avec M. Jacques Chirac ; un ancien premier ministre dont les analyses économiques séduisent et convainquent par leur « réalisme », un premier ministre en exercice dont les objectifs gouvernementaux correspondent aux engagements pris : les sénateurs de l'Union centriste ont conjugué, à l'occasion de leur journée annuelle d'étude, le mardi 24 juin, l'affirmation de leur « sensibilité », de leur préférence pour M. Barre et de leur soutien au gouvernement de M. Chirac.

Concilier le tout leur est apparu d'autant moins difficile que le député du Rhône, dans le secret du bois clos, s'est abstenu de saisir les perches que lui tendaient ses interlocuteurs pour émettre la moindre critique sur l'action menée depuis le 16 mars. Jugant qu'en politique « le silence est d'or », il a préféré s'en tenir à un docile exposé sur les perspectives économiques. Et de conseiller à son auditoire de ne pas se laisser duper par quelques bons indices en 1986, car 1987 ne sera pas meilleur. Sachant les regrets des sénateurs UDF et centristes en particulier d'une absence de bilan de la précédente législature, M. Barre s'est montré favorable à l'instauration d'une commission pour le dresser, qui serait présidée par M. François Bloch-Lainé, celui-là même que la gauche avait chargé, en 1985, d'établir le bilan, d'avant son arrivée au pouvoir.

Quant à M. Chirac, qui se retrouvait pour la troisième fois hors de l'hémicycle du palais du Luxembourg, depuis son retour à Matignon, devant des sénateurs de la majorité, il en a profité pour mettre en garde l'opposition contre une « obstruction systématique ». A l'instar, où se réunissait le groupe des Républicains et indépendants, le 23 mai, il avait mis en cause les journalistes de la télévision contre les « excès » et les « déformations » de leurs commentaires. A l'occasion du premier dîner du Luxembourg organisé par la majorité sénatoriale, le 3 juin, le premier ministre avait expliqué que le gouvernement serait bien inspiré d'assouplir la « présentation » des mesures prises. Cette fois, il a préféré s'en prendre directement à l'opposition, contestant ainsi ses lèches qui ne plaquent du ralentissement des travaux dans leur assemblée, selon eux, à la gauche.

Devant les sénateurs centristes réunis, le mardi 24 juin, pour leur journée d'étude annuelle, en présence de plusieurs membres du gouvernement (MM. Charles Pasqua, François Léotard, Pierre Méhaignerie, André Rossinot, Bernard Bosson et Ambroise Guello), de M. Alain Pélissier et des présidents des groupes sénatoriaux de la majorité, M. Daniel Hoefel formule le vœu que « les ordonnances concernant l'emploi permettent (au gouvernement) d'être rapidement opérationnel » pour répondre au souhait de l'opposition : « qu'il s'agit de ne pas décevoir, et en sachant que faire vite, bien expliquer et rappeler pourquoi un effort est nécessaire sera aussi important que le contenu » des décisions prévues.

Il ajoute : « Nous savons que les programmes conçus dans l'opposition nécessitent des adaptations, lorsqu'on en a en charge les affaires de l'Etat, parce que la réalité qu'on rencontre au pouvoir n'est pas toujours celle qu'on imaginait. » Le président du groupe de l'Union centriste, qui est également président de l'inter-groupe UDF du Sénat, met ensuite l'accent sur les orientations, qui font, dit-il, la « spécificité » de l'Union centriste. Il commence par citer l'Europe qui n'est « ni un dogme ni un mythe, mais une nécessité vitale ». Regrettant son « incapacité à s'exprimer d'une seule voix sur les grands problèmes », il souligne que « de nouvelles étapes soient franchies sur la voie de l'union », et que surtout, se bâtisse « l'Europe concrète, secteur par secteur, sans qu'il soit nécessaire d'attendre chaque fois le consentement des Douze ».

Soulignant que l'indispensable effort de défense doit conduire « à envisager avec nos partenaires européens une coopération de plus en plus étroite », il précise que l'Europe ne saurait conduire la France « à un repli, alors qu'elle a une mission essentielle à remplir dans ses départements et territoires d'outre-mer ». Après avoir évoqué la décentralisation — autre sujet de préoccupation des sénateurs centristes — le sénateur du Bas-Rhin insiste sur la nécessité de concilier liberté économique et justice sociale, et sur la difficulté de « passer du jour au lendemain d'un système où protection, assistance et habitudes pèsent lourdement à un libéralisme que les Français acceptent plus facilement dans l'abstraction que dans la pratique quotidienne et dans leur propre corporation ».

M. Hoefel observe que la liberté économique sera d'autant mieux acceptée qu'elle ne sera pas dissociée de « l'affirmation claire du souci de donner un contenu à la négociation entre les partenaires sociaux », et il affirme que le libéralisme sera accepté « s'il intègre le social et l'humain [et] rejette s'il devait être déshumanisé ».

L'ancien ministre, qui traite ensuite de la famille, souhaite qu'elle soit « privilégiée » dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du gouvernement.

M. Hoefel fait part enfin de l'inquiétude de ses collègues, face à « la volonté d'obstruction d'une part de l'opposition qui peut conduire à un retard dans la mise en œuvre de certaines décisions, dont l'urgence est pourtant évidente ».

qui « provoque une lassitude dans les rangs des parlementaires » et qui risque d'« ébranler les fondements mêmes de l'institution parlementaire ».

Il propose, « à titre préventif, de réunir tous les responsables des partis politiques, pour éviter une telle dénaturation du Parlement », qui doit légiférer efficacement « sous le contrôle du conseil constitutionnel dont nous attendons, assure-t-il, qu'il joue tout son rôle, mais rien que le rôle qui lui est imparti par la Constitution ».

L'emploi

Lui répondant, M. Jacques Chirac, rappelle que la « finalité » de l'action de son gouvernement est l'emploi, et qu'elle justifie « l'ambition d'agir vite ». Il met alors en garde « ceux qui aujourd'hui, par une obstruction systématique », tentent de retarder la mise en œuvre de la politique gouvernementale.

Il assure que la majorité, quand elle était minoritaire, « n'a jamais eu le même comportement » quand il s'agissait de mesures destinées à lutter contre le chômage. Pour le premier ministre, l'opposition actuelle commet, « une mauvaise action », dans la mesure où elle ne laisse pas le gouvernement agir « dans des délais qui lui permettent d'être efficace ».

La poursuite de cette obstruction aurait pour effet, indique-t-il, de remettre en cause l'institution parlementaire et, avec elle, « les fondements mêmes de la démocratie ». Après avoir défini le triple objectif du gouvernement (réduire le chômage, maintenir le système de protection sociale et le niveau de vie), le premier ministre conclut que ces orientations de la majorité et du gouvernement sont « vraiment des objectifs qui leur sont communs ». « Rien ne nous sépare, n'en déplaise à l'actuelle opposition, et je n'ai aucun doute sur la force de notre majorité, sur la force de notre gouvernement et donc sur la capacité de réussir dans le calme, la sérénité et la durée ».

Au terme des travaux, en fin d'après-midi, après que les sénateurs ont débattu en présence des membres du gouvernement appartenant au CDS, de l'éducation nationale, de la situation économique et sociale et de la décentralisation, M. Jean Lecanuet évoque la cohabitation « situation imprévisible » dont l'opposition « n'est pas mécontente ». « Il y a aussi de l'attentisme et du scepticisme », constate-t-il, car « l'opposition comprend bien qu'il n'y a pas de solution magique » tant du côté des socialistes que des libéraux. Pour le président de l'UDF, M. François Mitterrand « devient l'innocent », mais, dit-il, « il paralyse, il englué, il est là ». Quand à l'échéance présidentielle, il confirme qu'il y aura un candidat UDF, qu'il « descendra du ciel ou sortira de la trappe ». Notant que M. Jacques Chirac sera également en lice, il recommande de « ne pas recommencer 1981 en 1988 » : « Il faudra que les deux candidats aient une stature et un comportement tels l'un à l'égard de l'autre que la confluence de leurs suffrages au deuxième tour soit naturelle et victorieuse ».

A. Ch.

POLITIQUE

« Garden party » à Matignon

La traditionnelle « garden party » offerte par le premier ministre aux membres du Parlement a eu lieu le mardi 24 juin, dans le parc de l'hôtel Matignon. M. et Mme Chirac y ont accueilli plus de deux mille invités. Tous les groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat étaient représentés en grand nombre. M. Sarre, président du groupe socialiste au conseil de Paris et député de la capitale, s'exprimait l'absence de M. Joxe, président du groupe à l'Assemblée nationale. Plusieurs parlementaires du PS étaient des élus communistes ainsi que M. Jack Ralite, ancien ministre. Le Front national était représenté par plusieurs députés.

Parmi les élus de la majorité qui étaient les plus nombreux, on comptait en vain MM. Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing, ce dernier aux Etats-Unis, étant excusé. Les présidents des deux assemblées, MM. Chaban-Delmas et Poher ainsi que M. Badinter, président du Conseil constitutionnel, étaient présents, tout comme M^{me} Simone Veil, MM. Gattaz et Chotard du CNPF, Marchelli de la CGC, L'Elysée était représenté par une demi-douzaine de collaborateurs de M. Mitterrand, conduits par M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence de la République. M. Chirac s'est entretenu en aparté avec plusieurs membres du Conseil constitutionnel et il a ainsi appris que la haute juridiction rendrait vendredi son avis sur la loi d'habilitation économique et sociale.

Le conseil des ministres devait approuver le « plan Méhaignerie » sur le logement

Le conseil des ministres de ce mercredi 25 juin devait approuver le « plan Méhaignerie », dont le triple objectif est de remettre sur le marché des logements vacants, de relancer la construction de logements neufs destinés à la location et de faciliter l'accès à la propriété.

Pièce maîtresse de ce dispositif, le texte destiné à remplacer la loi Quilès n'a subi que peu de changements, après son passage devant le Conseil d'Etat, par rapport au projet que M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, avait présenté à la presse (le Monde du 4 juin).

Seront exclus du champ d'application de la future loi les locaux meublés, les résidences secondaires, les locations à caractère saisonnier. La durée du bail est toujours de quatre ans (six ans pour les bailleurs personnes morales), mais la possibilité de baux plus courts est assouplie : un bail de un an (ou deux ou trois ans) pourrait être conclu, à condition que dans le contrat de location figure la raison de cette durée (reprise pour s'y loger, ou un de ses proches, certes, mais aussi la vente).

En matière de loyers, la liberté demeure la règle pour les appartements vides (y compris pour les renouvellements à venir). Pour les locations en cours, lors des renouvellements de baux, la liberté sera effective après la durée d'un bail

dans les villes de moins d'un million d'habitants (soit en 1991, si le renouvellement intervient en 1987), et après deux renouvellements (en 1995 dans notre exemple) pour les villes de plus d'un million d'habitants, dont la liste sera établie par décret.

En ce qui concerne la loi de 1948, la sortie du champ de cette loi des appartements de la catégorie II B, dès la promulgation de la loi, et dans les trois ans de ceux de la catégorie II C reste assortie de conditions d'âge (moins de soixante-cinq ans) et de conditions de revenus des locataires. Mais c'est un décret en Conseil d'Etat qui fixera le seuil maximum du revenu des locataires permettant le retour au régime commun, en fonction de la localisation géographique (seuil plus élevé pour Paris) et la composition de la famille. Le montant de quatre fois le SMIC (près de 18000 francs de revenu mensuel) correspondrait au revenu d'un ménage avec deux enfants, dans la région parisienne.

Enfin, en matière d'avantages fiscaux prévus pour encourager la construction de logements locatifs ou pour aider l'accès à la propriété, rien n'est changé au dispositif initial de déductions diverses d'impôt.

Le projet de loi devrait être déposé au Parlement dans les jours qui viennent.

JOSÉE DOYÈRE.

BIBLIOGRAPHIE

« LES TRIBULATIONS D'UN IDÉOLOGUE », de Victor Leduc

Le charme rompu

Le PCF a cette particularité, unique à l'échelle politique, de produire des dissidents à intervalles réguliers mais de plus en plus rapprochés. Victor Leduc fut l'un de ceux-là. Issu d'une famille de petits bourgeois juifs, russes et révolutionnaires, réfugiés en France après la révolution de 1905, il s'est engagé très jeune dans le mouvement révolutionnaire local, à ses yeux, pas le PCF, l'URSS et le « génial Staline ».

Dans un récit alerte (1), il retrace ses premières années militantes, la violence de l'engagement politique (et physique !) au quartier Latin au temps de la grande crise économique et du Front populaire. Puis viennent les années noires de l'Occupation et de la Résistance, le triomphe communiste de la Libération, la direction du journal *Action* et enfin la responsabilité de la section idéologique du PCF.

Mais cet ouvrage autobiographique illustre, surtout, un itinéraire de détachement du mouvement communiste. L'année cruciale, c'est 1956. Le rapport « attribué » à Khrouchchev, la révélation des crimes de Staline, l'écrasement de la révolution hongroise par les chars soviétiques, les pleins pouvoirs accordés par le PCF à Guy Mollet à propos de l'Algérie constituent pour Victor Leduc, l'amorce de la grande déchirure. Avec quelques camarades, il entre - clandestinement - en dissidence.

Il crée deux publications oppositionnelles internes au PCF, *L'Étincelle* (1959-61) puis *Voies nouvelles* (1961-69) qui, déjà, aspirent à la rénovation du parti par « son redressement démocratique et révolutionnaire ». Mais il faudra plus de vingt ans pour que le voile se déchire complètement, et qu'à Paris en mai et à Prague en août 1968, le communisme n'apparaisse à Leduc comme un mouvement révolutionnaire depuis longtemps perverti en système totalitaire.

Les clefs de son aveuglement, il les livre sans ambiguïté : elles sont plus psychologiques, voire éthiques, que politiques. « Nous avons le sentiment qu'au-delà du parti nous ne sommes rien », écrit-il. « L'appartenance au parti reste pour moi une nécessité vitale. Il le confirme à contrario à propos de son exclusion en 1970 : Le sentiment existant d'appartenir à un groupe d'hommes et de femmes capables de tous les sacrifices s'est évaporé. Le

ehome, ou sens fort du terme, cette sorte d'envoûtement qu'exerçait le parti sur ses membres est rompu. Il définit alors le parti comme « une association d'obédience mutuelle ». Quatre ans plus tard, il adhère au socialisme autogestionnaire du PSU dont il sera également un déçu.

L'histoire est ironique. Ce sont aujourd'hui les mêmes responsables qui dans les années 1956-68 combattaient le dévoiement de Leduc - Roger Garaudy, Henri Fiszbin, Jean Elstein, Pierre Juquin - qui, à leur tour, sont entrés (ou entrent) en dissidence. En souhaitant le sempiternel « redressement démocratique du parti », Victor Leduc connaît !

STÉPHANE COURTOIS.

(1) *Les Tribulations d'un idéologue*, de Victor Leduc, chez Syros ; 363 pages, 120 francs.

COMMUNICATION

Les syndicats reportent la grève de la radio-télévision au 27 juin

« Nous offrons le *Mondial* aux auditeurs et aux téléspectateurs et, à tous, la possibilité de suivre l'intégralité des programmes. Si cela se passe ainsi, c'est parce que nous l'avons voulu. C'est ce que la CGT, la CFTC et le SNJ ont déclaré, mardi 24 juin, devant la presse, en annonçant qu'ils levaient leur mot d'ordre de grève pour ce mercredi 25 juin, ainsi que pour le jeudi 26. En revanche, ils ont décidé de maintenir leur grève pour le vendredi 27 juin. Diverses manifestations de soutien, à Paris et en province, accompagneront cette journée d'arrêt de travail.

L'intersyndicale de TF 1 a, d'autre part, indiqué au cours de la même conférence de presse que la consultation à bulletin secret avait été organisée depuis trois jours à propos de la grève du 25 juin la première chaîne. Le résultat du dépouillement a révélé que sur six cents votants, 65 % se sont prononcés pour une grève reconductible. Une assemblée générale doit

avoir lieu le jeudi 26 juin à TF 1 pour décider de nouvelles actions au sein de la chaîne. Pour les syndicats, il ne s'agit pas d'un recul : « Si nous avions persisté, on nous aurait traités de sologs. Nous avons choisi la voie de la responsabilité ».

Que s'est-il passé ? Le vendredi 20 juin, une réunion intersyndicale s'est tenue au terme de la journée de grève. A cette occasion, on s'est prononcé en faveur d'une « grève active » qui permettrait la diffusion des demi-finales de la Coupe du monde, et donnerait aux syndicats la possibilité d'expliquer, sur l'antenne, les raisons de leur mouvement. Une lettre a été adressée en ce sens aux PDG des trois chaînes, et une copie transmise à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. Cette proposition était cependant incompatible avec les règles du service minimum, ne prévoyant légalement aucune retransmission en direct (à l'exception des journaux télévisés).

Les partisans de la privatisation se mobilisent

Les propos, communiqués et actions diverses des syndicats de l'audiovisuel et des gans du spectacle opposés à la privatisation de TF 1, ont quelque peu masqué le débat existant, au sein même de la chaîne, et les divisions qui commencent à se dessiner. Ainsi, depuis plusieurs jours, un texte circule, rue Cognac-Jay, au siège de la rédaction, qui s'inquiète de la « régressive politisation du débat sur l'avenir de la chaîne » et envisage la privatisation comme « une chance déterminante ».

Quelques quatre-vingt-dix personnes - sur une équipe d'environ deux cent cinquante personnes travaillant à l'information - ont d'ores et

déjà signé ce texte à l'allure de pétition.

De leur côté, les partisans de la majorité semblent avoir décidé de lancer une contre-offensive aux actions récentes menées contre la privatisation. Ainsi, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a-t-il écrit à tous les élus RPR pour les appeler à participer à une grande réunion publique organisée, samedi 28 juin à 17 heures, à la Mutualité, sur la thème « Liberté pour la télévision ». « Il s'agit de montrer que la télévision n'appartient pas à une petite caste de mandarins et de syndicalistes mais à la nation tout entière », écrit M. Toubon. Le ministre de la culture et de la communication participera à ce rassemblement.

DÉBUT DE L'EXAMEN DU PROJET DE LOI PAR LE SÉNAT

Les élus communistes déposent quatre cents amendements

Une exception d'irrecevabilité, une question préalable et plus de quatre cents amendements : les groupes communistes du Sénat et de l'Assemblée nationale qui ont tenu, le 24 juin, une conférence de presse, s'apprêtent à « défendre bec et ongles » leur conception du service public face au projet de loi de M. François Létoury sur la « liberté de la communication », dont l'examen commence, ce 25 juin, au Sénat.

Pour les élus communistes, « l'assimilation entre liberté de communication et privatisation constitue une véritable imposture » et le projet de M. Létoury « tourne le dos à toute perspective de maîtrise économique démocratique de

l'espace audiovisuel pour y substituer la loi de la jungle au profit de quelques groupes qui lui sont d'ores et déjà favorables ».

Les communistes estiment que le projet de loi n'est que « l'aboutissement du processus engagé en 1974 avec l'éclatement de l'ORTF et la mise en concurrence des chaînes publiques ». Ils rappellent qu'ils n'ont pas voté la loi de juillet 1982 « qui ouvrait la porte aux chaînes privées ». Ils précisent que les amendements déposés lors du débat au Sénat ne sont pas une tentative « d'obstruction systématique » mais une série de « courtes propositions pour un service public désétatisé, démocratisé ».

● *Journée d'action de la FILPAC-CGT le 27 juin.* - La nouvelle Fédération des industries du livre, du papier et de la communication (FILPAC-CGT), qui regroupe depuis le 16 juin la Fédération française des travailleurs du livre (FFTL-CGT, 46 024 adhérents) et la Fédération des travailleurs des industries papeteries (FTIP-CGT, 21 167 adhérents), organise une journée d'action avec signatures de pétitions, le 27 juin, et un rassemble-

ment devant l'Assemblée nationale. Pour la Fédération, dont le secrétaire général est M. Jacques Piot, auparavant secrétaire général de la FFTL-CGT, l'adoption de la nouvelle loi sur la presse « va permettre d'accélérer le processus de concentration, liquidant ce qui reste de pluralisme et aura des conséquences sur l'emploi dans la fabrication des journaux et du papier, ainsi que dans le système de distribution de la presse ».

Crise larvée à l'Express

CHRISTIAN FAUVET QUITTE L'HEBDOMADAIRE

Le groupe de presse *l'Express* entre dans une crise larvée, après la restructuration décidée brutalement, la semaine dernière, par M. James Goldsmith, son président-directeur général (le Monde du 21 juin). Démis de ses fonctions, Christian Fauvet, journaliste politique à *l'Express* depuis 1973 et chef du service politique depuis 1981, a finalement accepté son départ de réflexion et décide de quitter le journal. « Je ne suis pas prêt à accepter un placard, fuir ce poste de grand reporter », précise-t-il. Son départ devrait être effectif cet été.

L'annonce de la nomination à la tête du service politique de Dominique de Montvalon, unanimement respecté au sein de la rédaction, n'a pourtant pas rasséréiné celle-ci. Le service politique de l'hebdomadaire devrait en effet être « conseillé » par M. Alain Dumait, maire UDF du deuxième arrondissement de Paris, qui y aura le titre de « consultant » (le Monde daté 22-23 juin).

« L'Express est en crise pour plusieurs semaines, voire plusieurs mois », diagnostique un journaliste, pour qui « la nouvelle direction mise en place dans ces conditions est affaiblie ». Le 24 juin, jour de l'annonce du départ de Christian Fauvet, la réunion du comité d'entreprise consacrée à l'analyse des comptes de l'année 1985 a été levée à la demande des élus du personnel, « compte tenu de la situation du groupe ». Le 25 juin, la rédaction se réunit en assemblée générale, afin de faire le point. Mais personne, à *l'Express*, ne se risque à faire une prononciation sur l'issue de cette assemblée. Quant à M. James Goldsmith, absent de Paris ces derniers jours, il est rentré précipitamment.

YVES-MARIE LABÉ.

M. FRANCK TÊNÔT REMPLACE M. GUY THOMAS COMME PDG DU « NOUVEAU ÉCONOMISTE »

M. Franck Ténôt, président délégué d'Europe 1-Communication, a été désigné le 24 juin par le conseil d'administration du *Nouvel Économiste* au poste de président-directeur général de l'hebdomadaire. M. Ténôt prendra ses fonctions le 30 juin et remplacera M. Guy Thomas, qui dirigeait le *Nouvel Économiste* depuis 1983. Cette nomination s'inscrit dans la logique de l'achat d'Europe 1 par le groupe Hachette en mars dernier (le Monde du 5 mars). Depuis 1982, Europe 1 détenait 40,01 % des parts du *Nouvel Économiste*, Hachette 15,3 % et la Compagnie européenne de publication (CEP), 44,66 %. Le contrôle récent d'Europe 1 par Hachette a fait de ce groupe l'actionnaire majoritaire de l'hebdomadaire.

M. Guy Thomas, quitte le *Nouvel Économiste* sans amertume. « Le journal, qui était dans le rouge depuis 1982, a dégagé 1 million de francs de bénéfices en 1985 et décolle littéralement cette année », assure M. Thomas, qui précise qu'il poursuivra sa chronique mensuelle à Europe 1 et envisage d'autres projets.

UN BILAN ÉCONOMIQUE

Les radios locales privées à l'heure de la concentration

Certains s'étaient montrés sceptiques l'an passé lorsque l'AACP (Association des agences conseil en publicité) avait fait état de prévisions concernant les recettes publicitaires des radios locales privées. « 395 millions de francs », s'étaient étonnés plusieurs publicitaires. « Mais le média est trop jeune, trop turbulent, trop inorganisé ! ». Les chiffres pourtant se confirment. La publicité déboulait sur les ondes FM ; restait à savoir si elle s'y maintiendrait. Un an après, l'AACP a donc renouvelé son enquête. Six cent quarante stations ont répondu à son questionnaire précis, et, si les chiffres confirment les tendances amorcées en 1985, ils font apparaître l'année 1986 comme celle de la maturité pour les radios locales privées.

D'abord les chiffres globaux. En 1985, les investissements publicitaires sur les radios locales privées auraient atteint 415 millions de francs, soit environ 20 % du budget global des investissements publicitaires dans le média radio. Les prévisions pour 1986 portent ce montant à 560 millions de francs, soit une progression de près de 30 % sur les chiffres de l'an dernier ! Des plans pour le moins optimistes dans un contexte général plutôt sombre, où le média radio risque de subir le contre-coup de l'essor des nouvelles télévisions. Bluff ? Non. Après tout, l'étude ne montre-t-elle pas aussi que cette publicité demeure essentiellement locale (67 % contre 70 % l'an dernier), concernant d'abord le commerce local (16,9 %), les grandes surfaces (16,8 %), l'automobile et le transport (14,2 %), la décoration (13,3 %), le textile

(8,9 %), les loisirs, le tourisme et le spectacle n'arrivent en tête que dans la région parisienne. Une région parisienne qui continue à peser d'un poids très lourd en concentrant 37,1 % des investissements - NRJ y est pour beaucoup - et l'Ouest et la région Rhône-Alpes (10 % chacune) se partagent la deuxième place.

Disparité géographique, disparité entre les radios elles-mêmes : ici, plus de doute : l'heure est à la concentration, la tendance aux très grosses radios. Ainsi, une poignée d'entre elles (6,3 %) réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 5 millions de francs et se partagent ainsi 47,3 % du chiffre d'affaires total. A l'opposé, 28,8 % des radios n'atteignent pas un chiffre d'affaires de 500 000 francs et ne réunissent que 4,8 % des investissements, la moyenne des radios (52,1 %) devant se contenter d'un chiffre d'affaires situé entre 500 000 francs et 2 millions de francs. Enfin, 64,5 % de l'espace sont commercialisés par les régies. Une évolution qui fragilise grandement les stations commerciales demeurées hors réseau, mais qui leur laisse l'atout de la proximité. Notons, enfin, que pour 18,5 % les radios étudiées se déclarent « commerciales », 8,5 % se disent « associatives », tandis que l'immense majorité (73 %) se décrit plus simplement « associatives avec publicité ». Deux mille personnes sont déclarées comme « salariées à temps complet », mille cinq cents sont « à temps partiel », et l'on recense trois cents TUC.

ANNICK COJEAN.

La perfection dans tout le répertoire

NEC, c'est une gamme complète d'imprimantes matricielles 24 aiguilles, reconnues pour leur qualité, leur rapidité et leur fiabilité.

Les imprimantes NEC P6-P7 : de remarquables interprètes dans tous les registres de l'impression, 216 CPS - 80/132 colonnes.

L'imprimante NEC P5 : la virtuose du traitement de texte, 264 CPS - 132 colonnes - 8 K buffer.

NEC
Les Grands Interprètes

Vous pouvez voir et essayer les imprimantes NEC chez :

M3C
38, boulevard Gallieni 92390 VILLENEUVE-LA-GARENNE
Tél. : (1) 47.98.59.88

مركز من زلازل

Le Monde EDUCATION

La réforme des universités

La réforme des universités - qui passe par l'abrogation de la loi Savary - sera-t-elle prête pour la rentrée ? La surcharge du calendrier parlementaire et les contradictions internes de la majorité permettent d'en douter.

Qui veut de la loi Devaquet ?

L'OPPOSITION, qui avait vinement combattu la loi Savary, avait promis de l'abattre. Le nouveau gouvernement, fidèle à ses engagements, annonce « son abrogation rapide ». Le ministre des universités rédige une nouvelle loi. Jusque-là, rien que de très normal. D'où vient alors ce sentiment, avant même que le projet vienne au Parlement, que quelque chose cloche ?

Dans le calendrier d'abord. Le rythme d'enfer qu'il était prévu de mener pour que le nouveau système se mette en place à la rentrée semble bien menacé.

Le Conseil d'Etat musarde et veut, avant de donner son avis, avoir celui - obligatoire - du Conseil supérieur de l'éducation nationale. Or ce dernier est en cours de renouvellement et ne pourra pas siéger avant le 4 juillet (1). Résultat : le conseil des ministres n'examine pas le texte ce mercredi 25 juin comme prévu, mais « à la mi-juillet » (le 11, a-t-on dit, mais ce n'est déjà plus si sûr).

Comment imaginer que le Parlement, dont l'ordre du jour est surchargé, pourra boucler la discussion des quarante articles du projet Devaquet pendant sa session extraordinaire d'été ? En fait il ne semble pas que l'Assemblée l'examinera avant octobre. Bref il est exclu que soit menée la guerre d'été d'été d'été des plus ardens anti-savariens.

Rien ne va plus

Ces considérations techniques seraient toutefois secondaires s'il y avait accord sur le fond. Or, là aussi, il semble que rien ne va plus. Si bien qu'on est en droit de se poser la question : qui veut vraiment de la loi Devaquet ?

Evidemment pas l'opposition, pour qui elle est à la fois dangereuse (pour ce qu'elle change) et inutile (puisqu'elle reprend de nombreux points de la loi précédente). Se souvenant que la loi Savary s'était vu opposer... 2 023 amendements, les socialistes s'apprêtent à mener une vigoureuse bataille.

Pas la communauté universitaire, qui - quels que soient les griefs qu'elle peut avoir contre certains aspects de la loi Savary - redoute par-dessus tout une nouvelle réforme des institutions et

les tensions qui en découleront inévitablement. Ces divisions apparaissent déjà parmi les présidents d'université : si les présidents « libéraux » se sont déclarés favorables au projet de loi, « réel engagement de la réorganisation des universités », la majorité des membres de la conférence des présidents n'ont fort mal accueilli le ministre lorsqu'il est venu leur présenter (à la hâte) son projet.

M. Devaquet est-il soutenu par ceux qui avaient mené l'offensive contre la loi Savary ? Pas du tout. Les ultra-libéraux, qui avaient leur propre projet repris par de nombreux députés de la majorité, trouvent celui du ministre beaucoup trop timide et jacobin et se demandent si, de Savary à Devaquet, il y a vraiment un progrès. Les plus politiques, regroupés au sein des Cercles universitaires, n'hésitent pas à renvoyer sa copie au ministre en lui annonçant qu'ils ne sont pas prêts à se mobiliser pour un texte pareil (*le Monde* du 18 juin). Ceux qui, à la suite du mathématicien Laurent Schwartz, avaient mené le combat contre la loi Savary au nom de la « qualité de la science » ne sont pas parvenus, au cours de leur assemblée générale du 21 juin, à se mettre d'accord pour soutenir le projet.

Seule l'Association universitaire pour l'entente et la liberté (AUPEL), présidée par M. Robert Ellrodt, a pris position en sa faveur, estimant qu'il « peut ouvrir la voie à une entente entre tous les universitaires soucieux de l'avenir de l'enseignement supérieur en dehors de toute préoccupation politique au parti-sane ». Mais le président de l'AUPPEL reconnaît lui-même que ce mouvement « n'a jamais prétendu être une organisation de masse ».

M. Devaquet serait-il donc le seul défenseur de la loi Devaquet ? A peine. Même s'il fait des efforts méritoires pour reconnaître son enfant et lui trouver toutes sortes de vertus, il ne cache pas que l'enfant en question ne s'appelle pas Désiré. Un simple « toilettage » de la loi Savary aurait, à ses yeux, aussi bien fait l'affaire.

Acceptée à contrecoeur par son père, la loi trouvera-t-elle l'actif soutien de son « oncle » Monory ? Celle-ci n'y compte pas. Ce tonon-là est bien trop occupé par ailleurs pour s'intéresser à ce rejeton importun. Il l'a dit et répété : ce dossier est du ressort de son « ami Devaquet ». Il lui fait entière confiance. Qu'il se débrouille avec ! En parain lointain et généreux, il se contentera

de donner au nouveau-né des étrennes sous forme de cadeaux d'entreprises compensés par des avantages fiscaux. Pour le reste, M. Monory, qui pense que moins on légifère mieux on se porte, ne veut pas entendre parler de cette loi. S'il s'est déplacé de la rue de Grenelle à la rue Descartes pour assister à la conférence de presse de son collègue, il est parti au bout d'une demi-heure, requis par des tâches sans doute plus urgentes.

Il fera sûrement un tour au Palais-Bourbon le jour où on discutera de la loi, pour donner un coup de main à son ami. Le jour où... D'ici là, de l'eau risque d'avoir coulé sous les ponts. Et, si le bébé disparaissait avec l'eau du bain, gageons que beaucoup seraient soulagés... A commencer par ceux qui annonçaient sa venue à si grands coups de trompe...

FREDERIC GAUSSEN.

Un compromis acrobatique

Le gouvernement a-t-il une vision claire de l'orientation qu'il souhaite donner à son projet ? Les modifications qui sont apparues entre les différentes versions incitent à se poser la question. Elles reflètent en effet les tensions qui existent au sein de la majorité - voire au sein même de l'équipe constituée autour de M. Devaquet - entre deux conceptions de l'université : celle, ultra-libérale, des partisans de l'autonomie et de la sélection et celle qui met l'accent sur le contrôle de l'Etat et la nécessité d'augmenter le nombre des étudiants.

Plus ramassé (40 articles au lieu de 55), le nouveau texte soumis au conseil d'Etat diffère de l'avant-projet du 18 mai dernier et de la présentation que le ministre en a faite le 12 juin aux présidents d'université et aux journalistes (*le Monde* du 14 juin).

Tout d'abord, sur les conditions d'accueil dans les universités. Le texte initial précisait explicitement que « le baccalauréat est un grade universitaire » et que le premier cycle de l'université est « ouvert à tous ses titulaires » (article 13). L'article 26 du texte actuel est beaucoup moins net : « Le premier cycle est ouvert aux titulaires du baccalauréat », se contente-t-il de préciser. D'autre part, l'avant-projet prévoyait que le recteur pouvait proposer aux étudiants qui n'auraient pu s'inscrire dans la formation de leur choix « une inscription dans l'académie d'origine ou, à défaut, dans la région » ; et si possible, avait précisé le ministre, dans un domaine voisin de formation. Le nouveau texte, là encore, est beaucoup plus incertain : « En cas de nécessité, le recteur propose aux candidats des possibilités d'inscription dans les formations post-secondaires ».

En matière pédagogique, l'autonomie des universités est également affirmée de manière plus catégorique, même si les diplômes nationaux sont toujours mentionnés. L'article 22 du nouveau texte établit en effet que « les établissements publics d'enseignement supérieur déterminent librement les formations qu'ils dispensent et les diplômes qu'ils délivrent ».

Troisième modification de taille : la suppression de toute référence aux grands conseils nationaux (Comité national d'évaluation, Conférence des présidents d'université et Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche), qui faisaient l'objet du titre II de l'avant-projet. Si la

mention de ces organismes n'est pas nécessairement du domaine de la loi, leur « disparition » paraît d'autant plus révélatrice que le principe de l'évaluation des universités, auquel M. Devaquet semblait personnellement très attaché, n'est plus évoqué que de façon évasive : « Le ministre peut faire procéder à l'évaluation des établissements publics de l'enseignement supérieur » (art. 13).

Mêmes incertitudes, dans le texte définitif, sur les contours de la période transitoire, qui doit permettre la mise en place de « conseils constitutifs » chargés à la fois d'administrer les universités, de rédiger des statuts conformes à la nouvelle loi et d'organiser l'élection des futurs conseils d'administration. L'avant-projet fixait clairement les échéances, puisque la dissolution des conseils actuels était prévue pour le 30 octobre prochain et que les conseils constitutifs avaient quatre mois pour élaborer des statuts.

Le texte soumis au Conseil d'Etat est beaucoup moins formel : « Le décret de création d'une université, indique-t-il, fixe le délai dans lequel les statuts de l'établissement public sont élaborés et, dans le cas de la création d'un établissement fédéré, celui dans lequel l'université doit adapter ses propres statuts » (art. 30). La disparition de toute date de dissolution des conseils actuels et de tout délai précis de mise en place du nouveau régime laisse planer de sérieux doutes sur le calendrier d'application de la future loi.

Les pouvoirs du ministre

Enfin, le rôle sensiblement accru du ministre de l'enseignement supérieur est pour le moins paradoxal dans un texte de loi qui réaffirme l'autonomie des universités et doit en principe traduire une philosophie libérale. C'est le ministre, en effet, qui fixe les statuts types de la période transitoire : c'est lui qui impose des statuts définitifs si l'université n'est pas parvenue à le faire dans les délais fixés (art. 39) : c'est lui qui examine et accorde les demandes de création d'établissements publics autonomes à l'intérieur des universités ; c'est lui, on l'a vu, qui peut faire procéder à l'évaluation des universités ; c'est enfin son représentant, le recteur, qui s'efforce de trouver des solutions pour des étudiants qui n'auraient pas trouvé de place à l'université.

M. Alain Devaquet s'est efforcé depuis deux mois de se présenter comme l'homme du juste milieu, désireux de se situer à



égale distance d'un libéralisme débridé et d'un centralisme trop rigide. Cette position paraît de plus en plus délicate : contraint, qu'il en dise, de donner des pages à ses amis politiques les plus libéraux sur quelques points importants de la réforme, il est en même temps conduit à adopter une attitude autoritaire pour tenter de mettre en œuvre rapidement l'une des promesses électorales du gouvernement.

GÉRARD COURTOIS.

MANAGEMENT ET COMMERCE INTERNATIONAL

Préparation en 3 ans
2 ans à Paris, avec option pour la 3^e année en

CYCLE EUROPEEN
En association avec
le Centre de Management
aux affaires de
GENÈVE
Préparation du P.E.M.I.
Projet Européen de Management
International
Diplôme International
de Management

CYCLE AMERICAIN
En association avec
University
of Southwestern-Louisiana
University of New-Orleans
UCLA University of California
Los Angeles
U.S.A.
Formation Franco-Américaine
DIPLOMES AMERICAINS
BBA - MBA

ADMISSION
En 1^{re} année : bac + concours d'entrée, dossier, tests d'aptitude et entretien individuel. Directement en 2^e année : BTS, DUT, DEUG ou LICENCE. Classes préparatoires-enseignement commercial. Diplômes de l'enseignement supérieur de la Communauté européenne.

Financement à 100 % du montant des études.

IAC
INSTITUT EUROPEEN DE
FORMATION AUX AFFAIRES
ET A LA CONDUITE
DES ENTREPRISES

VOTRE PROJET DE VIE INTERNATIONALE

IAC CYCLE INTERNATIONAL « L'aboutissement prioritaire de l'enseignement supérieur du Groupe IAC »
71, RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORE 75008 PARIS (1) 42.66.66.82

NOM	
PRENOMS	
ADRESSE	
CODE POSTAL	LOCALITE
TELEPHONE	DATE
NIVEAU D'ETUDES	

LA BONNE DIRECTION

ÉCOLE D'ADMINISTRATION & DE GESTION DES AFFAIRES

Options :	Admissions :	USA :
Finances	« Finance »	MBA en 2 ans (1987-1988)
Généraliste	« Généraliste »	« Management »
Marketing	« Marketing »	« International »
Production et logistique	« Production et logistique »	« International »
Commerce international	« Commerce international »	« International »
Management	« Management »	« International »

15, rue Soufflot
75240 PARIS CEDEX 05
Tél. 43.29.97.60

Demandez notre documentation :

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Niveau d'études _____

L'Université de Picardie à Amiens

proposée dès la rentrée 86 un Diplôme universitaire supérieur spécialisé de langues et techniques des échanges internationaux (avec application particulière à l'agro-industrie et l'agro-économie, cursus : 2 langues + économie + stages).

Conditions d'accès : maîtrise d'économie, de L.E.A., de droit ou diplôme reconnu équivalent.

Renseignements et inscriptions (Jusqu'au 30 septembre 1986) :

U.F.R. de Langues
Campus - 80025 AMIENS CEDEX
Tél. : 22-95-08-22 poste 803

DEUX GUIDES POUR LES SCIENCES SOCIALES

Les confessions de Clio

A PRÈS *Faire de l'histoire* (Gallimard, 1974) puis *la Nouvelle Histoire* (Reiz, 1978), voici, publié sous la direction d'André Burguière, un nouvel et très large inventaire d'une discipline - cette fois soigneusement mise au pluriel - qui gère paisiblement ses rentes de situation dans le concert des sciences sociales. Jouira-t-elle longtemps encore de cette sorte d'imperium flateur dont on la érige ? Cet enjeu n'apparaît pas assez dans ce *Dictionnaire des sciences historiques*. La demande sociale suivra-t-elle toujours les progrès de la discipline ? Là encore, on reste un peu sur sa faim, dans l'attente d'une analyse plus complète de la consommation d'histoire et des crises de la transmission du patrimoine national, dont les difficultés de l'enseignement de l'histoire sont l'illustration.

Cet outil pour la recherche, ce panorama intelligent, marque cependant une étape importante. Car il y est rappelé fort à propos que faire passer le message de la vieille école des Annales sous le vocable plus flatteur de nouvelle histoire avait été « malencontreux ».

Les guerres intestines entre spécialistes, les attaques frontales contre l'histoire politique en particulier, sont ici opportunément oubliées. On s'en tient à l'essen-

tiel, reconnu en France par tous les historiens : toute histoire part du présent, comme aimait à le dire Lucien Febvre, elle étudie l'effet du temps sur le mouvement des sociétés ; toute histoire se construit, à coup d'hypothèses vérifiées ou non, elle est érudite et écrite, et non pas, comme le souhaitait imprudemment un Michelet au siècle dernier, « résurrection intégrale du passé ».

L'ouvrage se parcourt sur plusieurs pistes. La géographie scientifique est bien décrite, à travers les écoles historiques nationales d'Europe et d'Amérique, sans oublier l'Afrique, l'Inde ou le Japon ; ce *Michelin* des sensibilités et des institutions, aux étoiles judicieusement attribuées, est précieux. On peut ensuite folâtrer dans les aires de l'investigation historique, de l'anthropologie historique à l'histoire religieuse, en passant par l'économie ou les relations internationales.

A la gloire des « Annales »

Les méthodes mises en œuvre sont elles aussi hieo à leur place, avec de fortes notches sur l'information ou la prosopographie, l'histoire quantitative ou l'histoire orale. Enfin, les concepts et les objets de l'histoire sont répertoriés.

Et c'est ici que les difficultés commencent.

Car ce *Dictionnaire* est tout à la gloire - justifiée - de l'histoire des Annales. Ce qui lui permet de rendre compte avec bonheur des progrès historiographiques depuis un demi-siècle, mais le contraindant à minimiser parfois quelques avancées des francs-tireurs qui ne sont que des pratiquants érudits du culte de la triade Fabvre-Bloch-Braudel. Dans les éveillements, Foucault ou Elias, assurément. Mais André Siegfried et Pierre Renouvin ?

Tout ce qui touche à cette histoire politique contemporaine, si longtemps suspectée de positivisme déhile, devait être mieux mis en valeur. Pourquoi la notice consacrée aux institutions s'arrête-t-elle au XIX^e siècle ? Où sont passés « pouvoir », « État », « guerre » ? Dans le descriptif des questions qui enflamment les historiens, les Etrusques sont certes les hébreux, mais Viehy, ou encore la « solution finale » ? Pour un excellent texte consacré à l'histoire du temps présent, que de demi-mots sur la *public history*, sur les apports de la science politi-

que ou l'exploration des multinationales !

L'ouvrage, on le voit, gagnerait à suivre plus attentivement les petits nuages qui montent à l'horizon. D'autant que le propre territoire défriché par les Annales n'est pas toujours mesuré : « histoire culturelle », « culture matérielle », « imaginaire » ou « génération » mériteraient d'être traités de « mentalités » ou des « structures ». Et la « sociabilité » mise à l'honneur par Maurice Agulhon valait bien un détour, entre la famille et les femmes, l'outil mental et la violence.

Ces réserves sont la rançon, répétons-le, d'une belle ambition, d'un ton fort libre et d'une justesse d'information qui font le prix de ce *Dictionnaire*. Il est assuré de faire référence, et pour longtemps. Et, à tout prendre, peu de disciplines sont aujourd'hui capables de faire un aussi probe retour sur elles-mêmes : Clio sort toute pimpante de cette confession publique, parée de ses plus excitants atours.

JEAN-PIERRE RIOUX.

* *Dictionnaire des sciences historiques*, publié sous la direction d'André Burguière, PUF, 693 p., 300 F.

Recherche et haute couture

SOUVENT jugées prétentieuses et bavardes, n'ayant ni la noblesse antique des humanités ni la respectabilité moderne des « vraies » sciences, les sciences sociales et humaines n'ont pas bonne presse. Et d'ailleurs existent-elles vraiment ? Éclatées en d'innombrables disciplines, ayant chacune son histoire, ses méthodes, ses objectifs, ses titres de gloire et ses déboires, elles apparaissent comme un ensemble hétéroclite, dont on parvient mal à saisir la cohérence et l'utilité.

Dans cette situation de crises latentes, il était intéressant, pour y voir un peu clair, de dresser un état des lieux, aussi précis que possible. Voilà qui est fait - et bien fait - avec cet *Etat des sciences sociales en France*, qui donne tous les éléments du puzzle, avec chiffres, bibliographie et répertoires biographiques à l'appui. Cet épais petit livre, clairement rédigé par des spécialistes sous la houlette de Marc Guillaume, fait le point d'une quinzaine de disciplines qui, de l'histoire à l'environnement, en passant par le droit, l'économie, les sciences politiques ou religieuses, la psychologie ou l'architecture, constituent le paysage bariolé et foisonnant des sciences sociales.

Pour chacune d'elles, il présente les orientations et les grandes tendances, les apports récents, mais aussi les lieux où elles se développent, les filières

de formation et les structures de recherche. C'est dire que ce guide sera utile non seulement aux promeneurs et aux curieux mais aussi aux apprentis et futurs compagnons qui cherchent à entrer dans la carrière.

Traîlées entre les aspirations scientifiques et la demande sociale, entre leur fonction critique et leur désir d'être utiles à la société, les sciences sociales sont constamment à la recherche de leur identité. Elles doivent apprendre à vivre avec cette ambiguïté. Mais les auteurs ne cachent pas qu'elles auraient tout à gagner à « faire le ménage » chez elles, à être plus attentives à leurs propres productions, plus exigeantes sur leurs méthodes et plus soucieuses de communiquer leurs résultats. A dépasser les affrontements stériles entre chapelles et chasses gardées pour répondre avec plus d'efficacité à la demande de l'institution universitaire, des pouvoirs publics et de l'opinion.

« Une communauté de chercheurs ressemble un peu à une maison de haute couture », observe Marc Guillaume dans sa conclusion. Elle travaille dans le « haut de gamme » et doit prendre grand soin de son image, qui est son capital le plus précieux.

F. G.

* *L'Etat des sciences sociales en France*, sous la direction de Marc Guillaume, Editions La Découverte, 387 p., 150 F.

UNIVERSITÉ PARIS-VIII
DESS 3^e cycle
DOCUMENTATION ET TECHNOLOGIES AVANCÉES
Formation initiale ou formation continue ouverte aux professionnels diplômés bac + 4
UNIVERSITÉ PARIS-VIII
Département documentation
2, rue de la Liberté
93200 SAINT-DENIS

BACHELIER OU NON...
JEUNES GENS ET JEUNES FILLES
venez préparer une carrière de cadre commercial aux débouchés nombreux et sûrs (gestion - Marketing - Secrétariat)
E.P.P.A.
Enseignement supérieur privé
14, boulevard Gouvion-Saint-Cyr
75017 PARIS
TÉLÉPHONE : 46-74-66-61

Le département audiovisuel du Centre d'Éducation permanente de l'UNIVERSITÉ DE PARIS-1 (responsable : M. G. DADOUN) ouvre (enfin !) ses formations à tout public à partir de 15 septembre 1986.
1) Stages DESUP de réalisateur de programmes multi-médias (longue durée).
- Base vidéo (1 semaine) ;
- Montage vidéo (2 semaines) ;
- Réalisation, prise de vues, montage vidéo (3 semaines) ;
- Micro-informatique (1 à 4 semaines) ;
- Stages spécifiques à la demande des entreprises.
2) Production de programmes pédagogiques.
Tél. : 45-58-53-42.

TOUT (ou presque) sur les LANGUES ÉTRANGÈRES
FLUENTS SCOLAIRES ET UNIVERSITAIRES - QUELQUES LANGUES CHOISIES - DIPLOMES ET ORIENTATIONS - FORMATION DES ADULTES - MÉTHODES - SEJOURS A L'ÉTRANGER, etc.
UNE MINE D'INFORMATIONS POUR TOUS + de 1 000 adresses et conseils utiles
362 pages indispensables : 68,00 F
S'adresser au CACCEP, 161, 368
147, rue Jules-Guesde, 92009 Levallois
Téléphone : 47.57.50.32
(Par correspondance : 69,50 F franco)
En librairie spécialisée (diff. BOC-OMNIVOX).

Conservatoire national des arts et métiers

DEA SCIENCE, TECHNOLOGIE ET SOCIÉTÉ
Responsable de la formation : professeur J.-J. Salomon

De caractère pluridisciplinaire, ce DEA a pour vocation :

- de former aux connaissances et aux méthodes sur les activités scientifiques et techniques dans leurs rapports avec le développement économique et social ;
- de stimuler sur ces questions des recherches intéressant l'administration et l'industrie ; et de développer l'étude d'un domaine de réflexion et d'action qui joue un rôle essentiel dans les sociétés modernes.

Il intéresse les ingénieurs, scientifiques ou économistes engagés dans la vie professionnelle et les chercheurs en sciences exactes ou sociales qui souhaitent approfondir l'étude des interactions entre le changement technique, la croissance économique et les transformations sociales.

Les enseignants du DEA appartiennent au CNAM, au CNRS, à l'Ecole supérieure des mines, à l'EHESS et aux universités Paris-I, IV, VII, X et XII.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur (maîtrise, grande école ou équivalent).

Les dossiers de candidature doivent être déposés au secrétariat du Centre STS avant le 15 septembre.

CNAM CENTRE STS, 2, rue Conté, 75003 PARIS
Tél. : 42.71.24.14, poste 531

COURS DEVIENNE
Enseignement privé dans le calme et la verdure à "LA CHARMERIE" à CIMIEZ (NICE)
Professeurs hautement qualifiés
Internat - Externat - Demi-pension
ANNÉE SCOLAIRE
des classes élémentaires aux terminales A, B, C, D
COURS DE VACANCES
du 4 Août au 29 Août
2, av. Villebois Mareuil - NICE - Tél. 93 81 42 82

INSTITUT D'ÉTUDES DES RELATIONS INTERNATIONALES (I.L.E.R.I.)
Etablissement privé d'enseignement supérieur
12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS
Tél. : 42-96-51-48
Fondé en 1948, l'Institut donne une formation de caractère juridique, économique, commercial et linguistique aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

CARRIÈRES INTERNATIONALES
L'enseignement est assuré par des professeurs d'Université, des hauts fonctionnaires et des praticiens des affaires internationales. Les études se répartissent sur 4 années. Le diplôme donne accès aux études de 3^e cycle.
Baccalauréat exigé - Recrutement sur dossiers et entretien.
Statut étudiant.
Secrétariat ouvert du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

Institut Pilatre de Rozier
HORS CONTRAT - MIXTE
CLASSES DE 6^e à Ter. A, B, C, D.
EXTERNAT-INTERNAT
OUVRE LE WEEK-END / COURS DE VACANCES EN AOUT
36, rue de l'Ermitage - 57160 LESSY - Tél. 87.60.32.31

icad Institut Privé des Attachés de Direction
La réussite en entreprise
EN 2 ANS (BTS)
• ACTION COMMERCIALE •
• COMPTABILITÉ et GESTION D'ENTREPRISE •
3^e ANNÉE (à Option)
• COMMERCE INTERNATIONAL • P.M.E. •
DOCUMENTATION SUR DEMANDE
91, rue de l'Université • 75007 PARIS
Tél. (1) 45.51.23.90 et 45.55.71.69

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS
pour devenir
assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse
Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)
CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. (1) 48.74.65.94
Documentation sur demande

ipeud INSTITUT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ÉCOLE TECHNIQUE PRIVÉE
- BRS COMMUNICATION
et ACTIONS PÉDAGOGIQUES.
- BRS TOURISME (Accueil - Production et Distribution)
Diplômes d'État - Statut Étudiant
- MÉDECINE ET PHARMACIE (1^{re} année)
• Stages d'été pour bacheliers entrant à la faculté et résidents.
• Cours du soir durant l'année universitaire.
• Année 0.
- PRÉPARATION AUX CONCOURS D'ENTRÉE AUX :
• ÉCOLES PARAMÉDICALES : kinésithérapeutes, laborantins, manipulateurs en électrocardiologie, infirmiers, podologues, psychomotriciens, ergothérapeutes.
• ÉCOLES D'ORTHOPHONIE
• ÉCOLES
- PRÉPARATION AUX CONCOURS DE : RECRUTEMENT DES INSTITUTEURS (ÉCOLES NORMALES)
- STAGES DE LANGUE FRANÇAISE POUR ÉTRANGERS
- FORMATION CONTINUE
IPESUD
La Parc ou Bellevue - 931 D
Rue Maréchal - Rue du Belvédère
34100 MONTPELLIER Tél. : 67.54.72.20

Cours de Révisions JUILLET - AOUT - SEPTEMBRE
Matin ou après-midi
• Préparation BAC SEPT.
• 6^e à 3^e
• Secondes
• Premières
• Terminales
• Supérieures
U.P.A.
SARI
68, avenue d'Iéna
75016 PARIS
Tél. : 47.20.36.80

Pollès
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ
hors contrat - externat mixte - demi-pension
de la 6^e aux baccalauréats A - B - C - D
préparation intensive au bac
SAINT-LAZARE 45.22.10.40 - 64 bis rue du Rocher 75008 Paris de la 3^e aux bacs B - C - D
PLACE D'ITALIE 43.31.34.72 - 13, avenue d'Italie 75013 Paris de la 6^e aux bacs A - B - C - D
NEUILLY 47.47.04.60 - 185, boulevard Bineau 92200 Neuilly de la 2^e aux bacs A - B - C - D
ASSISTANCE pour élèves extérieures soutien hebdomadaire ou stage intensif
47.47.04.60

LE PALMARÈS DES UNIVERSITÉS. Le Monde
Un dossier spécial de 30 pages que doivent lire étudiants et futurs étudiants
L'ÉDUCATION
NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT EN VENTE PARTOUT

La vogue des cat

Objectif 5

Quelques col

FORMATION ET VIE

THE AMERICAN MI

Master's degree

Business

Master's degree

مركز التعليم

La vogue des cahiers de vacances

A la fois phénomène nouveau et expression du retour à la tradition à la mode en ce moment, le marché des cahiers de vacances a littéralement explosé au début des années 80 : 5 550 000 exemplaires vendus en 1984, 5 700 000 l'an dernier.

Beaucoup de couleur, des jeux, des coloriages, des découpages, des personnages ou mascottes, couplés avec une émission de télévision, par matière ou par jour, par thème ou par semaine, les cahiers de vacances tourbillonnent autour des consommateurs, jusque dans les grandes surfaces. Les enfants, surtout à l'école primaire, en redemandent, et si quelques collections ne durent qu'une saison, d'autres prennent vite la re-

lève. Hachette, numéro un sur le marché avec 2 500 000 ventes en 1985, fête le dixième anniversaire de sa collection « Passeport » en rénovant totalement les cahiers pour les plus jeunes.

Le fait que les manuels scolaires, désormais gratuits jusqu'en troisième, sont rendus à la fin de l'année incite les parents à acheter un produit de remplacement. Mais, pour M^{me} Jacqueline Biggier, psychologue clinicienne, le cahier de vacances répond surtout à une angoisse des parents qui veulent que leur enfant prenne de l'avance. « Dès la fin de la maternelle, on commence à dire aux parents : il va falloir vous occuper d'eux pour qu'ils

réussissent. Alors, ils essayent de prendre le relais de l'instituteur. »

Du côté des élèves, l'accueil semble excellent. Dans la cour de cette école parisienne, Nicolas, huit ans, est le seul à dénoncer cette « ignoble invention ». Tous les autres s'y mettent, pendant les vacances, lorsqu'ils s'ennuient, quand il pleut ou quand ils se retrouvent seuls. « On s'amuse en apprenant », explique Gabor, neuf ans, et il faut être fort quand on entre dans une classe, sinon on s'embrouille. « Mais si on m'oblige, je ne travaille pas », ajoute-t-il. Quant à Thomas, neuf ans, il précise ainsi sa position : « S'il n'y a rien qui m'attire, je saute la page sans lire la consigne. »

Telle est bien la préoccupation des auteurs de cahiers de vacances. Bernard Jenner, qui vient de créer la nouvelle collection « Passeport », souligne qu'il faut que l'enfant ait du plaisir à ouvrir son cahier et qu'il y trouve une application pratique de ce qu'il apprend à l'école.

Généralement, les ouvrages parascolaires sont conçus avec beaucoup de soin par les pédagogues. Bruno Plisson, professeur d'école normale, le reconnaît, même s'il reste sceptique sur le bien-fondé de la formule : « C'est une prolongation de l'école, une structuration scolaire du temps libre que les parents utilisent pour « garder » leur enfant. »

Pour 20 à 30 F, constate Bernard Jenner, le cahier rassure les parents et leur donne bonne conscience. Mais cela ne remplacera jamais le travail en profondeur de l'instituteur. « Mais, comme le fait remarquer l'un d'entre eux, si ces cahiers ne réussissent qu'à ceux qui sont « bons », ils ne peuvent pas faire de mal aux autres... D'autant plus que, comme le dit Juliette, neuf ans : « En général, c'est ma mère qui le finit. »

ISABELLE JAMMOT.

« Objectif 5° »

A peine sortis de l'imprimerie, les premiers cahiers de vacances « Objectif 5° », conçus par le Centre national d'enseignement à distance pour lutter contre les redoublements, sont proposés dans quatre académies : Amiens, Reims, Rennes et Rouen. Les équipes du CNED de Rouen qui ont mis au point ces dossiers vacances se sont préoccupées d'accrocher et de distraire pour éviter les fréquents abandons lorsque l'élève se retrouve seul avec son cahier.

Des trois options offertes pour consolider les acquis de la classe de 5^e - français, maths et anglais - la dernière est un bon exemple de cet effort. Textes, dessins et bandes dessinées sont accompagnés d'une cassette où alternent conversations, musique et bruyages. Les thèmes choisis se veulent proches de la vie quotidienne de l'élève et font appel à la détente (forêt, ferme, océan, montagne), à la pop music ou à des personnages du cinéma et de la télévision : E.T., la Panthère rose, Winnie l'ourson et les stars de « Disney Channel ». Quant à la tortue qui porte un chapeau,

Comptons, c'est une mascotte inventée par le CNED pour se mêler aux autres reliefs ou déguiser l'étude de la proportionnalité à l'intérieur du cahier de mathématiques.

En français, une œuvre complète de littérature pour la jeunesse est l'occasion de développer une série d'exercices variés, tout en s'efforçant de sortir du schéma scolaire et d'établir un contact avec l'élève. Les professeurs se sont même déclarés prêts à corriger dans la journée chacun des quatre devoirs qui jalonnent les quarante séances de travail.

Le directeur du CNED, M. Dominique Lecourt, souhaiterait associer à un ou plusieurs éditeurs. Ces dossiers, qu'il faut demander dès maintenant, coûtent 180 F, mais ce prix de lancement pourrait évoluer en fonction du succès.

* Pour les demandes d'inscription, téléphonez : 35-74-16-85 ou écrivez : CNED, centre de Rouen, service dossiers-vacances, 3022 X, 76041 Rouen Cedex.

Quelques collections

• « PASSEPORT ». Vingt-sept cahiers, pour les élèves des écoles, collèges et lycées jusqu'à la 1^{re}, dont sept de l'entrée au CP à l'entrée en 6^e, viennent d'être rénovés. Les nouveaux « Passeport » sont d'un format plus grand, présentés en quadrichromie et adaptés aux programmes étudiés cette année à l'école primaire, avec notamment l'introduction d'exercices en sciences, en technologie et en instruction civique. Hachette, 27 F.

• « CLÉS NATHAN VACANCES ». Cette collection a été lancée l'année dernière pour les

élèves du CP à l'entrée en 6^e, 21 à 30 F. Dans la collection « Col-lège », la série pour la 1^{re}, 6^e, 5^e, 4^e, 3^e ou 2^e, les cahiers sont présentés par matière : maths, français, anglais, espagnol, allemand. Nathan, 26 à 27,50 F.

• « CAHIERS « CRAE-VACANCES ». Créés en 1985, ils sont les premiers à avoir un support audiovisuel : l'émission « Croque-Vacances » sur TF 1. Megard, 27 F.

• « TÉLÉPHÉRIQUE ». Ces cahiers vont, avec un programme d'ensemble, de l'entrée en primaire à la 6^e. 20 F. Ensuite, jusqu'à la seconde, les livres sont présentés par matière : français, maths, sciences physiques, allemand, anglais. Magnard, 28 à 35 F.

• « COUP DE POUCE ». Créée l'année dernière pour les futurs élèves de CM2 et de 6^e, cette collection a été augmentée des programmes de pré-CE2 et CM 1, 21 F. Une autre collection, « Horizon », lancée également en 1985 et qui vient de s'élargir, propose, du CP à la 6^e, des livres d'activités interdisciplinaires, utilisés pour s'entraîner pendant l'année scolaire ou réviser pendant les vacances. Delagrave, 22 à 23 F.

• « CAHIER « BONJOUR LA 6^e ». Créé en 1985, c'est un fait un

livre, par son format et sa couverture, qui est fait pour être gardé après avoir été rempli. Bordas, 35 F.

• « APPRENDRE ». Présentés également comme des cahiers de vacances, ces livres servent toute l'année et conviennent, pour les écoliers, au grand nombre de matières : lecture, orthographe, maths/calcul, mais aussi histoire, dessin, musique et informatique. Hatier, 23 F.

• « VUIBERT A LA MAISON ». S'adresse aux écoliers avec des cahiers de calcul, de français et des dictées préparées. 24 F. Pour les collégiens, la collection « L'année prochaine en 6^e, 5^e, 4^e, 3^e ou 2^e » propose deux livres pour chaque classe, maths et français. Vuibert, 26 F.

FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES

Affaires/Commerce
Relations publiques

Pour renforcer votre niveau langues, ajouter un plus à vos études ou à votre qualification, grâce à des diplômes pratiques :

CHAMBRES DE COMMERCE
ÉTRANGÈRES/UNIVERSITÉ
DE CAMBRIDGE/BTS
TRADUCTEUR D'ENTREPRISE

Préparations efficaces à distance, parallèlement à vos activités, en souplesse. Inscriptions toute l'année. Durée d'étude au choix. Doc. gratuite sur ces diplômes, leur vocation, les cours, à :
Langues & Affaires, Service 4499, 35, rue Collange, 92303 Levallois. Ou par tél. : (1) 42-70-81-88 (étab. privé).

DROIT SCIENCES ECO.

Documentaire sur demande

• Stage session septembre
• Stage de pré-rentree
• Soutien annuel

• Enseignement supérieur privé
44, bd Saint-Michel, Paris 6^e
Téléphone : 46.33.81.23 / 46.29.03.71

Vous recherchez une école privée ?
Renseignements sur place ou par téléphone au
Centre d'Information et Documentation sur l'Enseignement
1, rue de Choiseul
75002 PARIS - Tél. : (1) 42 96 16 68
sur Minitel : (1) 42 96 80 06 + connexion

THE AMERICAN MBA IN PARIS

HARTFORD
BUSINESS SCHOOL



Master's degree
of Business Administration

Un programme intensif de 11 mois
dispensé à plein temps par le corps
professoral de l'université de Hartford
(Connecticut, USA)

Les participants :
• professionnels désireux d'acquies-
sant une formation à la gestion au plus haut
niveau.
• étudiants diplômés du 2^e cycle Universitaire
ou de « Grandes Ecoles ».

Début des cours : Septembre.
Documentation sur simple demande.

THE UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL
21 rue Van Loo 75016 PARIS TEL 42 88 97 79

Sponsored by
UNIVERSITY
OF HARTFORD

FACTURATION, STOCKS, COMPTABILITE, PROGRAMMATION TRAITEMENT DE TEXTE

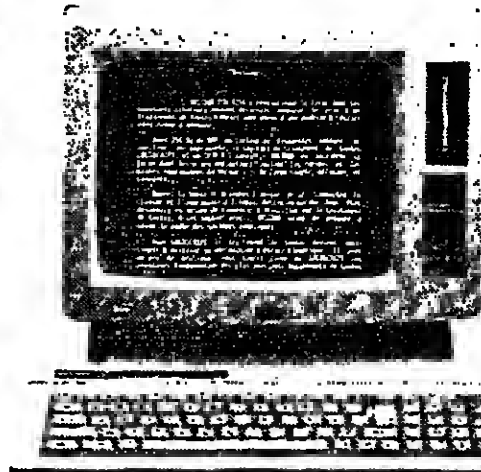
AMSTRAD PCW

L'ORDINATEUR
AU PRIX INCROYABLE

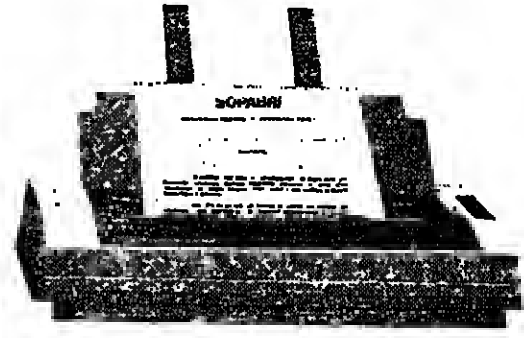
EN VENTE DIRECTE
4997 F. H.T.
(5926 F. TTC)
PCW 8256

SPECIAL 2 JOURS

DEMONSTRATION VENTE



Imprimante comprise dans le prix !



3 SOCIÉTÉS SPECIALISÉES SE GROUPENT POUR VOUS FAIRE DÉCOUVRIR
TOUTES LES APPLICATIONS SAMEDI 28 JUIN ET DIMANCHE 29 JUIN DE 9 H À 18 H.
6, RUE BRAQUE, 75003 PARIS METRO RAMBUTEAU - ARTS ET METIERS - PARKING POMPIDOU

LE PRIX DE 4.997 F. H.T. COMPREND :
• ORDINATEUR 256 K
• IMPRIMANTE QUALITÉ COURRIER
• AUTOMATIQUE RE FEUILLES
• L'ENTRAÎNEMENT DE FEUILLES
CONTINUES
• UN RUBAN D'IMPRIMANTE
• ÉCRAN 32 LIGNES DE 90
CARACTÈRES
• LECTEUR DE DISQUETTES 180 K
PAR FACE
• ENPLACEMENT POUR UN 2^e
LECTEUR DE DISQUETTES DOUBLE
FACE (720 K EN PLUS)
• CLAVIER PROFESSIONNEL
FRANÇAIS 80 TOUCHES DONT
PLUSIEURS TOUCHES SPÉCIALES
POUR TRAITEMENT DE TEXTE
• 2 DISQUETTES DE PROGRAMMES
COMPRENANT : UN PROGRAMME
DE TRAITEMENT DE TEXTE SIMPLE,
PROGRESSIF ET PUISSANT, LE
SYSTÈME OPÉRATEUR CP/M
AVEC SES UTILITAIRES (DONT LE
MODULE GRAPHIQUE GSI)
LE BASIC POUR PROGRAMMER
VOS PROPRES APPLICATIONS
LE LOGO POUR INITIER VOS
ENFANTS À L'INFORMATIQUE
• DOCUMENTATION COMPLÈTE EN
FRANÇAIS

SOPABRI - Centre de vente -
particuliers - sociétés - administrations.
Vente par correspondance 416, rue Saint-Honoré,
75008 PARIS. Tél. : (1) 42.61.82.03 - Téléc. : 212.185 CINTEL.
LOGICYS - Concepteur de logiciel professionnel,
le centre ÉMERAUDE - 61-69, rue Camille-Pelleton,
33150 CENON (BORDEAUX) - Cédex 47 - Tél. : 56.40.94.75.
PROFORMATION - Formation bureautique
6, rue de Braque, 75003 PARIS - Tél. : (1) 48.87.64.24.

DES SERVICES ET DE L'ASSISTANCE
Livraison par nos soins, gratuitement, toute la France, 8 jours maxi.
Assistance téléphonique gratuite.
Stock permanent de disquettes.
Garantie 1 an, pièces et main-d'œuvre.
Service après-vente : TOUTE LA FRANCE METROPOLITAINE.
Contrat d'entretien à domicile (699 F TTC/AN).
Mise en route du matériel
et formation chez vous (prix sur demande).

		PRIX H.T.	PRIX T.T.C.
AMSTRAD PCW 8256	Ordinateur 256 K, 1 lecteur disquette de 180K par face, emplacement 2 ^e lecteur disquette.	4 996 F 63	5 926 F
AMSTRAD PCW 8512	Ordinateur 512 K, 2 lecteurs de disquettes dormant 1000 K total.	6 483 F 98	7 690 F
-15% SUR TOUS LES LOGICIELS, FORMATION ET FOURNITURES SUIVANTES PRIX VALABLES SEULEMENT JUSQU'AU 31 JUILLET 1986 (PRIX DU TABLEAU INDIQUE LIVRAISON COMPRENDRE APRES REMISE)			
Fédération/Stats	Programme très complet de facturation et tenue de stocks, avec écritures de comptabilité automatisées. Capacités sur PCW 8512 : 4800 articles 500 clients.	1 256 F 32	1 490 F
Comptabilité ALIENOR	Contient le nouveau plan comptable français, permet toutes écritures comptables habituelles. Capacités sur PCW 8512 : 20 journaux, 1000 comptes, 10000 écritures par exercice.	755 F 48	896 F
Tableau MULTIPAN	Le best seller mondial des tableaux. Permet des calculs automatisés sur un tableau de 63 colonnes sur 255 lignes. Très nombreuses applications (comptabilité simplifiée, gestion...)	356 F 66	423 F
Base de données DBASE II	Le plus utilisé et le plus complet des programmes de base de données. Pour tout "mettre en listes" et tirer calculs, sélectionner, et éditer le contenu.	565 F 77	671 F
Disquettes 5100 (36 boîte de 10)	Double face, simple densité, 180 K par face.	250 F 42	297 F
Disquettes 5200 (36 boîte de 10)	Double face, double densité, 360 K par face, 720 K en tout en ligne.	565 F 77	671 F
Formation 1/2 journée	Initiation sur le traitement de texte sur AMSTRAD PCW.	381 F 96	453 F
Formation 1 journée	Perfectionnement traitement de texte sur AMSTRAD PCW.	763 F 91	906 F

De nombreux autres logiciels, fournitures et accessoires sont disponibles. Demandez notre catalogue
N'attendez pas. Avec le bon ci-dessous, sans vous déranger, vous aurez, l'incroyable AMSTRAD PCW chez vous sans risque.

BON DE COMMANDE

à retourner à SOPABRI 416, rue St-Honoré 75008 PARIS

Commande pour un AMSTRAD PCW en ESSAI 8 JOURS. Si l'acheteur n'est pas satisfait pour une raison quelconque il a la faculté de retourner l'appareil en bon état et dans l'emballage d'origine dans les 8 jours. SOPABRI garantit dans ce cas le remboursement complet, immédiat, et sans discussion.

Raison sociale : Prénom :
NOM : Qualité ou profession :
Adresse : Tél. :
Code postal : VILLE :

Je commande :	PRIX TTC
.....
.....
.....
.....
.....
OFFRE VALABLE JUSQU'AU 31.7.86 SAUF RENOUVELLEMENT	TOTAL :

Je règle :
☐ comptant ci-joint
☐ Comptant à la livraison (50 F en sus à joindre à cette commande).
si vous souhaitez des facilités de règlement de 3 à 36 mois, téléphonez-nous.
Date : Signature :

société

FAITS DIVERS

DANS UN « BIDONVILLE » DU SEIZIÈME

La mort sans bavure de Clency Finn

Ni un suicide ni une « bavure » : un accident. Clency Finn est mort de n'avoir pas trouvé d'aide solution, par une de ces journées où la vie passe à l'ennemi. Mort d'avoir eu peur de la police, d'être noir, sans papiers, d'avoir trop bu et imaginé une impossible fuite par un toit trop raide. Mort en clandestin dans ce seizième arrondissement qui se croyait protégé et qui découvrait la terre-monde dans ses combles.

Clency Finn partageait son existence d'immigré mauricien entre le cinquième et le huitième étage du 63, avenue Raymond Poincaré, un des ces immeubles parisiens à la double vie : bourgeois jusqu'au dixième et précaire au-delà. Un immeuble sans charme conçu au début du siècle pour que les notables aient en permanence leurs domestiques à portée de sonnette sans les croiser dans l'escalier et où aujourd'hui, les uns — toujours notables — continuent à prendre l'ascenseur pour monter au deuxième, et les autres — désormais Africains ou Arabes — à grimper à pied au septième par une cage séparée, guidés par l'odeur des poubelles et de la rouille mauricienne.

Clency travaillait au cinquième. Agé de vingt-quatre ans, il avait été dockeur et chauffeur près de Port-Louis, avant de débarquer en France comme touriste en 1983. Il était devenu employé de maison chez un couple de cadres supérieurs de l'immobilier : un jeune homme, « du noir » en quelque sorte, qui gardait les enfants, faisait la vaisselle, descendait les poubelles et qu'on emmenait en week-end, le tout pour un peu d'argent et un logement gratuit. Il avait conquis sa « famille française » en évitant au sourire un enfant difficile et en cuisinant à l'occasion des spécialités de « îles ». La famille, elle, avait tenté quelques démarches pour régulariser sa situation et fait installer l'eau dans le « porche » du huitième étage.

En quelques marches, Clency franchissait la ligne de démarcation. A peine un coup d'œil sur la lessive qui sèche au septième sur fond de tour Eiffel, et il rentrait chez lui, dans ce bidonville vertical des deux derniers étages, où plus de cinquante personnes s'entassaient, avec une sorte de gêne, dans quelques cinquante chambres de bonne, dépourvues d'eau pour la plupart. Des Mauriciens, des Sénégalais, des Algériens, des Portugais, des Français des îles et quelques Blancs, une Suédoise... Locataires ou sous-locataires, ils ne faisaient que passer et s'étaient habitués.

Un faubourg d'Abidjan

En attendant l'HLM demandée depuis des années, les Mauriciens ont repeint, installé le téléphone. Puis ils ont apporté un réfrigérateur, des coquillages exotiques, une télé couleur, une image de la Vierge. Les enfants aussi sont arrivés, plus vite que l'appartement. Finalement, les plus astucieux ont déniché des débris de vidéos, qu'ils ont loués et convertis en cuisine. Comme dit Dorien, une jeune Mauricienne, « c'est la maison ici ». Une maison ? Plutôt un village, un faubourg de Port-Louis ou d'Abidjan où l'on fait réfrigérateur commun et beaucoup de bruit, où l'on partage un w.-c. pour cinq chambres et où les propriétaires ne se risquent que rarement. « Le patronne, je ne la connais même pas », remarque Margaret.

Et pour cause : les immigrés déposent leur loyer au rez-de-chaussée, en terminant « neutre », chez le concubine. De 400 F à 700 F la chambre, 200 F la débarras-cuisine, glissés dans une enveloppe que passe chercher le propriétaire. Pas de dialogue Nord-Sud donc, et pas de quittance non plus, dans la plupart des cas. « Il ne faut pas oublier le loyer, mais le propriétaire, lui, te prête la chambre », résume un locataire. Introuvable médiateur entre les communautés, le gardien ne se faisait pas prier. Pour peu qu'un possesseur soit connu du « village » et lui remette « une petite pièce », il lui trouvait un logement parmi la trentaine encore inoccupée, et rassurait le propriétaire... lequel lui revendrait cela lors des étrennes.

Le choc sur les dalles

Clency Finn n'allait pas beaucoup plus loin que ce rez-de-chaussée, tout marbre et glaces. Comme de nombreux Mauriciens, pourtant en situation régulière, le clandestin qu'il était avait assimilé, dès son arrivée, le code du moindre respect : le bus de préférence au métro, le Trocadéro plu-

tôt que Barbès, le « village » plus souvent que la rue.

Le soir du 9 juin, plusieurs familles du septième fêtaient l'anniversaire de l'un des enfants. Trop d'alcool, une bagarre entre Clency et un compatriote, des coups de téléphone à la police suivis d'une réconciliation instantanée : l'histoire aurait pu s'arrêter là. Déprimé d'avoir escaladé toutes ces marches pour rien, les policiers frappent ici ou là, tombent sur des locaux en chemise de nuit qui n'ont évidemment rien entendu et lancent à bon entendeur que « la prochaine fois », ils seront « sévères ».

Mais un « Juif » qui n'a pas envie de les voir s'immiscer dans ses affaires montre du doigt la chambre 27, où Clency n'est réfugié. Une jeune femme sort de la pièce et parle avec les policiers. Dans son dos, Clency, fébrile, pousse la porte. « Il y a quelqu'un là-dedans », dit un agent soupçonneux. Déjà, le jeune Mauricien s'est glissé par la fenêtre par un petit toit de zinc et entend de gagner sa chambre au huitième. Il n'y aura pas un cri, juste le choc sur les dalles de la cour. « Quand la police est arrivée, il s'est vu dans l'air », conclut un ami.

Le 63, avenue Poincaré s'est alors retrouvé face à ses montées d'escalier lézardées, ses dalles réservées, ses huit petites quinquinées et une certaine culpabilité à tous les étages. Les Mauriciens ont parlé au début, de « suicide », personne ne serait responsable. Plusieurs propriétaires se sont soudainement inquiétés de ceux qui vivaient au-dessus de leurs têtes. « Puisqu'ils ne trouvent pas d'autre logement à Paris, ils n'ont qu'à aller en banlieue », a dit l'un d'eux. D'autres ont envisagé de se séparer de ce concubine « qui loue toujours à des Noirs », à croire qu'il le fait exprès... Le problème du « village » a été finalement tranché en douceur lors d'une réunion de copropriétaires. Lorsque les immigrés partiront, les chambres ne seront pas louées. Les étages seront réunis et découverts en studios-cocoon sans tout confort avec vue sur Paris, et ascenseur.

Après des obsèques religieuses organisées par le tribunal de Paris, Clency Finn a été inhumé le jeudi 19 juin, à Antony. En banlieue.

CORINE LESNES.

LOISIRS

EURODISNEYLAND EN DIFFICULTÉ

La reculade du conseil régional

Le projet d'installation d'Eurodisneyland à Marne-la-Vallée serait-il remis en cause ? La signature du contrat entre les pouvoirs publics français et les représentants de la firme américaine, fixée primitivement en mois de mars, avait été remise au 18 juin. La voie à nouveau reportée à la fin de juillet. La majorité des conseillers régionaux d'Ile-de-France ont en effet refusé, mardi 23 juin, de donner à leur président, M. Michel Giraud (RPR), le blanc-seing qu'il leur demandait pour apposer sa signature au bas de la convention à côté de celle des autres contractants.

Sur proposition des vingt-deux élus du Front national, les soixante-cinq représentants du Parti socialiste et les vingt membres du groupe communiste ont voté, malgré l'opposition des quatre-vingt-neuf élus RPR et UDF, une résolution renvoyant en commission le texte qui leur était proposé. Nous voulons en savoir davantage, ont dit en substance les contestataires après un débat ayant duré plus de cinq heures. Ce vote a d'autant plus surpris de la part du PS que c'est sous le gouvernement de M. Laurent Fabius que les engagements initiaux ont été pris. La veille, les élus socialistes de Seine-et-Marne s'étaient joints à leurs collègues pour autoriser — par trente-huit voix et deux abstentions — le président du conseil général à signer la convention.

Société-pivot

Il faut croire que le rapport en forme de pléiade présenté par M. Michel Giraud n'a pas entièrement convaincu. Le président du conseil régional a pourtant pas lâché. S'appuyant sur une étude commandée à un bureau privé, la SETEC, M. Giraud a lancé des chiffres à faire rêver : 45 milliards de francs d'investissements dans les vingt-cinq ans à venir, et, en tout cas, 25 000 emplois nouveaux, et peut-être le double plus tard, 10 millions de visiteurs, dont une bonne moitié d'étrangers apportant des milliards de devises. Le coup de pouce donné à l'économie régionale parait aussi magique que le royaume de Mickey. En regard, la région ne dépenserait que 600 millions de francs. Une rentabilité rarement égale.

Ce que l'on sait du projet de contrat donne une vision un peu différente des choses. Une société dite

« pivot » se propose de construire à Marne-la-Vallée sur 60 hectares un « Magic Kingdom » calqué sur les Disneyland déjà ouverts aux Etats-Unis et au Japon. Le capital de 2,5 milliards de francs devrait être apporté à 50 % par des investisseurs français, à 33 % par des firmes internationales et à 17 % seulement par Disney. Mais les Américains choisissent leurs partenaires, apportent leur savoir-faire, exploiteront le parc d'attractions avec un état-major d'une cinquantaine de spécialistes venus des Etats-Unis et, bien entendu, toucheront des royalties.

Les associés de la société-pivot dépenseront 8 milliards de francs pour édifier le parc d'attractions, tandis que les pouvoirs publics français s'engagent à en assurer à leurs frais la desserte routière et ferroviaire. En raison de l'énorme mise de fonds, le parc d'attraction ne paiera pas les investisseurs de leur effort. Il faut leur offrir d'autres espoirs. Il est convenu que les pouvoirs publics leur céderont 1 700 hectares de terrain viabilisés situés autour du parc. La vente s'effectuera au prix coûtant. La société-pivot les rendra par morceaux, et avec profits, aux promoteurs qui voudraient y installer des hôtels, des bureaux, des logements, des commerces et des équipements de loisir.

Dernière Mickey se profile une vaste opération immobilière qui devrait donner naissance à une ville nouvelle. C'est de ces développements-là qu'on attend l'essentiel des nouveaux emplois et des retombées économiques. Or ceux-ci restent hypothétiques, puisqu'ils dépendent des disponibilités financières d'investisseurs privés, des aléas du marché et de la situation économique générale.

Un nouveau Larzac ?

S'il est risqué, le projet ne va pas non plus sans inconvénients. Ceux-ci avaient été quelque peu oubliés ou masqués par ses zéloteurs. Les six mois qui viennent de s'écouler depuis le début de l'étude d'intention de décembre 1985 ont permis aux associations, aux élus locaux et à certains groupes politiques de le mesurer. Une Association nationale des citoyens contre le développement d'Eurodisneyland a réédité minutieusement l'ensemble du dossier. Dans une note récemment diffusée, elle conteste les évaluations

de M. Giraud et ramène, par exemple, le nombre des emplois promis à sept mille cinq cents. Du coup, au nom de la rationalisation des choix budgétaires, elle estime que les investissements publics seraient mieux employés et plus productifs ailleurs.

Cette argumentation est également celle du Parti communiste, qui accuse le gouvernement de sacrifier l'agriculture et l'industrie de l'Ile-de-France « à la finance internationale et au tourisme de luxe ». Le Commissariat général de la langue française (qui dépend du premier ministre) a publié à son tour une critique virulente du projet. Celui-ci, estime son auteur, concurrencera les parcs d'attraction français en cours de création et même la cité des sciences de La Villette.

La destruction d'un site rural et l'encombrement des voies de communication du secteur sont également redoutés. Mais l'argument qui semble à présent mobiliser les esprits est culturel. Les élus communistes, ceux du Front national et certains gaullistes « purs et durs » se retrouvent au coude à coude pour dénoncer l'impérialisme culturel américain. On parle de « transformer le plateau briard en nouveau Larzac », de livrer « une nouvelle bataille de la Marne ». Parmi les sept commissions du conseil régional qui ont formulé leur avis, celle de la culture est la seule qui ait refusé de donner son aval à Eurodisneyland.

Les uns et les autres vont se remettre à l'ouvrage. Les conseillers contestataires demandent à entendre par exemple M. Jean-René Bernard, le négociateur français. Ils veulent se faire communiquer le projet de convention pour l'analyser à fond. Réponse de M. Giraud : « Celui-ci n'est pas encore rédigé et le serait-il que je n'aurais pas le pouvoir de le communiquer ». Il est donc douteux que les coalisés d'aujourd'hui reprennent les éclaircissements et les garanties qu'ils réclament. La séance du conseil régional prévue pour le 10 juillet s'annonce délicate.

L'affaire d'Eurodisneyland a révélé en tout cas la précarité de la situation de M. Michel Giraud. Depuis les élections de mars, on savait que le RPR et l'UDF avaient perdu la majorité absolue au conseil régional de l'Ile-de-France. Nul ne songeait qu'ils seraient mis aussi vite en difficulté.

MARC AMBROISE-RENDU.

SÉCURITÉ

SELON LES SIGNATAIRES DE L'APPEL DU 17 JUIN

« Un glissement vers l'Etat policier »

Les projets de loi « sécuritaires » de M. Chalandon, ministre de la Justice, marquent un « glissement de l'Etat de droit vers un Etat policier », ont estimé les associations signataires de l'appel du 17 juin contre les textes sur la sécurité actuellement en discussion devant l'Assemblée nationale.

Au cours d'une conférence de presse, réunie mardi 24 juin, par les trente-sept associations qui ont signé cet appel, le président de la Ligue des droits de l'homme, M. Yves Joffa a notamment déclaré que ces quatre projets constituent « du Peyrefitte aggravé ». Car, selon M. Joffa, à la différence de l'auteur de « sécurité et liberté », M. Chalandon ne dit « pas un mot sur la liberté, ni sur la prévention, mais vise uniquement la répression ».

Les projets du garde des sceaux sont jugés « dangereux pour les libertés, inefficaces pour assurer la sûreté des personnes » et donc « inacceptables » par les porte-parole (Ligue des droits de l'homme, Syndicat des avocats de France, Syndicat national des journalistes et Conseil des associations d'immigrés en France) des associations concernées.

Le projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité est considéré comme « le plus dangereux ». Son adoption multiplierait, aux yeux de ses opposants, les « demandes de papiers » par les policiers « sans aucun contrôle de la justice ». A l'appui de cette opinion, l'exemple de la XXIII^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris : ses juges ont récemment annulé un contrôle effectué parce que, selon les policiers, un client dans un « fast food », les avaient « dévisagés avec

insistance ». Demain, a expliqué M. Jean-Pierre Deschamps (SM), si le projet Chalandon est voté, la justice n'aura plus « aucun moyen » de rendre caduques ces pratiques policières. Le temps sera alors venu des « citoyens suspects en permanence, interpellables à tout moment ». Le projet, a ajouté M. Deschamps, « met en cause une liberté fondamentale, celle d'aller et venir ».

« La même idéologie sécuritaire inspire ces quatre projets », a souligné, de son côté, M. Gérard Boulanger, président du SAF, qui amalgame la délinquance, le terrorisme et l'immigration. Avec l'extension de la procédure de comparution immédiate (les ex-flagrants délits), l'avocat craint que l'information judiciaire ne soit tout bonnement remplacée par l'enquête policière qui, elle seule, réunira les « charges suffisantes » prévues par le projet de loi. Quant au projet de loi sur l'application des peines, M. Boulanger estime qu'il trahit une volonté d'« élimination sociale », empiétant les prisons de « désespérés prêts à toutes les révoltes ». Enfin, M. Yves-Claude Llorca (SNJ) a redouté les risques pour les journalistes d'« avoir pour source unique d'information la source policière. Ce serait dès lors le règne de la rumeur ».

Cette conférence de presse, à laquelle assistait M. Jean-Michel Belorgey, député socialiste et président de l'intergroupe des deux cents parlementaires membres de la LDH, s'est achevée par un appel « pressant et angoissé » à tous les défenseurs des droits de l'homme, qu'ils se trouvent dans l'opinion publique, au Parlement ou... à l'Elysée.

E. L.

EN BREF

L'assassinat d'une vieille dame

L'ANCIENNE AMIE DU MEURTURIER

OU « IL ÉTAIT DEVENU FOU »

Serge Caillard, vingt-cinq ans, le chauffeur-livreur qui a avoué le meurtre de M^{me} Germaine Charbonnier, âgée de quatre-vingt-sept ans (le Monde du 25 juin), a été placé sous mandat de dépôt à la prison de Fresnes par M. Philippe Jeannin, juge d'instruction au tribunal de Paris, sous les inculpations d'homicide volontaire et de vol aggravé.

L'inculpé, potentiellement alcoolique, a précisé — sans être capable d'expliquer ses mobiles — qu'il avait tué sa victime dans la nuit du 2 au 3 juin, au domicile de cette dernière, 129, rue de Lourmel (15^e) en lui assénant une soixantaine de coups de couteau. Il lui a cependant dérobé ses économies (1 500 F), 500 F dans son porte-monnaie et différents objets, notamment des chemisiers et des bijoux.

Dans une déclaration à l'AFP, l'ancienne amie de Serge Caillard, la jeune femme qui vécut neuf mois avec le meurtrier avant de s'en séparer, s'estime qu'une mesure d'interdiction n'ait pas été décidée plus tôt à l'encontre de Serge Caillard, « car tout le monde savait qu'il devenait fou », dit-elle. « Serge était gravement malade depuis des mois, il avait des crises de plus en plus rapprochées », a-t-elle ajouté, en se demandant « pourquoi a-t-on tant attendu ? »

De son côté, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR et président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, a, mardi après-midi, « félicité chaleureusement » « la brigade criminelle et tous les services de police pour l'arrestation du meurtrier présumé de M^{me} Germaine Charbonnier ».

Nancy : deux sidérurgistes lorrains condamnés

— MM. Alain Mourier et Christian Wendel, deux sidérurgistes lorrains, ont été condamnés, mardi 24 juin, par la quatrième chambre du tribunal de grande instance de Nancy, à trois mois de prison avec sursis et 2 000 francs d'amende pour « non assistance à personne en danger » et « entrave à la circulation d'une voie publique » (le Monde du 5 juin).

Le 28 mars 1984, les deux sidérurgistes de Neufves-Maisons (Meurthe-et-Moselle), avaient bloqué, avec leurs camions, l'autoroute A 31 à l'aide de lourds rouleaux de fil de fer et un automobile, n'ayant aperçu le barrage qu'un dernier moment, s'était encastré sous un camion. L'ambulance qui s'était portée à son secours n'avait pu se rendre sur les lieux de l'accident, la route n'ayant pas été dégagée. — (Corresp.)

Vasken Dedejann assigné à résidence à Paris jusqu'au 8 juillet

— Vasken Dedejann, citoyen libanais d'origine arménienne, sous le coup d'un arrêt d'expulsion signé de M. Robert Pandraud le 5 mai dernier, vient d'être assigné à résidence à Paris jusqu'au 8 juillet. Il l'avait été une première fois — et pour un mois — le 22 mai dernier. Son avocat, maître François Corta, avait depuis déposé des recours auprès du tribunal administratif. Ce dernier n'a pas encore statué (le Monde du 24 juin). C'est donc un « sursis », selon son avocat, pour Vasken Dedejann dont l'expulsion était considérée dans le texte de l'arrêt comme étant d'une urgence absolue.

La cour d'appel de Pau aggrave la peine de Txomin

— Domingo Irujo Abasolo, dit « Txomin », soupçonné d'être le chef de l'ile militaire de l'ETA, a été condamné, mardi 24 juin, par la cour d'appel de Pau, à un an de prison pour possession illégale d'armes.

REPÈRES

DÉFENSE

Premier conseil de la cohabitation

M. François Mitterrand a réuni, mardi après-midi 24 juin, à l'Elysée, un conseil de défense, le premier conseil de défense de la « cohabitation » depuis mars dernier. Ce conseil a analysé les évolutions intervenues, dans les domaines militaire, technologique et financier, depuis 1983, date à laquelle a été définie la loi de programmation militaire en cours d'exécution. A l'Elysée, on précise que l'organisation de ce conseil avait été prévue, en janvier dernier, lors d'une précédente réunion. Une nouvelle loi de programmation militaire, qui devrait couvrir les années 1987 à 1991, sera présentée au Parlement à l'automne après avoir été approuvée en conseil des ministres.

ÉDUCATION

Création d'une Fondation de Normale Sup

La Fondation de l'École normale supérieure (ENS) a été officiellement installée, mardi 24 juin, par M. Monory, ministre de l'éducation nationale. Créée le 14 mars, elle se donne pour mission de rassembler les fonds de l'École de la rue d'Ulm avec les entreprises et de rassembler les fonds privés destinés à développer les activités de recherche appliquée de l'ENS. Une somme de 1,7 million de francs a déjà été collectée par la vingtaine de grandes entreprises des secteurs industriel, bancaire et de la communication qui figurent parmi les membres fondateurs. La Fondation envisage de faciliter les échanges internationaux d'enseignants et de chercheurs, de créer des prix d'encouragement et d'organiser des cours et des séminaires dans les domaines de la biologie, de l'informatique, de l'économie et de la recherche en gestion, et de la communication. Son conseil d'administration est présidé par M. Hubert Curien, ancien ministre de la recherche et de la technologie.

RELIGION

L'épiscopat précise ses liens avec le CCFD

La concertation engagée depuis le début de l'année entre l'épiscopat français et le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) a pris fin. Un bref document sera rendu public le jeudi 26 juin. Il est destiné à ressembler et à préciser les rapports entre le CCFD, qui est en France la principale organisation non gouvernementale de développement, les évêques français et les Eglises des pays aidés. Certaines publications ont reproché au comité d'aider des organismes d'inspiration marxiste du tiers-monde plutôt que les Eglises locales. Des actions judiciaires ont été introduites pour riposter à ces campagnes, qualifiées par le CCFD de diffamatoires.

مركز من راسم

été

هكذا من الاصل

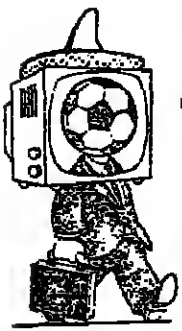
La reculade du conseil régional

Vive
Aix-en-Provence

Vive
Don Giovanni

W. a. Mozart

 HACHETTE SOUTIENT LE FESTIVAL D'AIX-EN-PROVENCE - 3 JUILLET - 2 AOÛT



sports

LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

Les Européens aux aguets

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, a indiqué que, même si l'équipe de France prenait part à la finale de la Coupe du monde, le 29 juin, il ne se rendrait pas au Mexique. Le président de la République, M. François Mitterrand, n'a pas encore pris sa décision.

Notre correspondant à Bruxelles, José-Alain Fralon, relève que la qualification des

Diablos rouges pour les demi-finales a gommé pour la première fois depuis très longtemps les rivalités entre Wallons et Flamands. Le Mondial apparaît outre-Quadrant comme un exercice de « belgitude ».

En revanche, notre correspondant à Bonn, Henri de Bresson, a noté, que l'opinion publi-

que, seulement à 35 % s'attendait à une victoire des co-équipiers de Franz Beckenbauer sur ceux de Michel Platini. Quatre ans après la demi-finale de Séville, qui avait été entachée par l'agression de Harald Schumacher sur Patrick Battiston, on souhaitait avant tout en RFA que les Allemands de l'Ouest fassent un match irréprochable contre les Français.

Michel le fataliste

(Suite de la première page.)

— Vous n'en donnez pas beaucoup à la presse française. Pourquoi cette fâcherie, et pourquoi cette préférence accordée aux journalistes italiens ?

— Vous n'êtes pas français ? Non en fait c'est un peu vrai. Les journalistes italiens vivent le football. Ils le vendent. Ils font partie du jeu. Les Français eux font de la morale. Ils vous enterrent aussi promptement qu'ils vous ont encensé. Ils ne vous pardonnent rien.

— Mais c'est la règle du jeu précisément.

— Alors elle est cruelle, et rien ne m'oblige à la respecter. Je fais ce que j'ai envie de faire, ce que je crois devoir faire.

— Vous êtes très riche ?

— Riche ? Un peu, beaucoup. Je n'aime pas parler des choses que je ne connais pas.

— Vous vous intéressez à la politique ?

— Non, pas précisément. Je suis bien sûr pour la démocratie. Pour le reste la politique n'est en somme qu'un plafond d'imposition plus ou moins élevé. Non, plaisanterie mise à part, il ne semble que la politique est un monde curieux. Dans l'équipe de France de football on prend les meilleurs joueurs. On ne s'y efforce. En politique, on ne prend pas nécessairement les meilleurs dans le gouvernement de la France.

— Vous êtes cynique ?

— Très fataliste plutôt. Le sport m'a appris cela. Quand on a tout donné sur le terrain, quand



En demi-finale, depuis le début du Mondial, Michel Platini, s'interroge.

on a fait tout son possible, alors inutile de se laisser embobiner, de tomber dans le piège des regrets éternels des matches cent fois rejoués. C'est ainsi. Et on peut toujours regretter, se dire : « Tiens, si j'avais mangé du poisson, si j'avais fait du cheval peut-être que... ». A quoi cela sert-il ?

— Mais tout de même, Séville, c'est un regret ?

— Un regret ? Vous n'avez rien compris. C'est un merveilleux souvenir au contraire. Les regrets, c'est pour le public, pour vous. Les souvenirs pour nous. Je suis un joueur professionnel, mais je joue d'abord pour moi, pour l'équipe.

— Vous ne ferez pas croire qu'un gagnant, qu'un vainqueur...

— C'est vrai que j'aime gagner et que je régle encore plus. Je jouerais aux billes que je voudrais gagner et que je régle encore plus. Mais après il y a une certitude humaine. C'est que l'on a perdu.

— Ou gagné. Avec de la chance, devant le Brésil ?

— La chance ? Il y a tellement de composantes dans un match de football. On ne comprend pas pourquoi, on ne refait jamais deux fois le même scénario. Le football n'a pas de vérité. Ou alors je le connais. Qui vous dit que si Zico avait réussi son pénalty, on n'aurait pas planté un but derrière ? Puisque même le scénario du match aurait ainsi changé.

— Et si l'on vous dit que vous-même, physiquement, ne paraissiez pas au mieux dans cette Coupe du monde ?

— Je n'ai pas besoin qu'on me le dise. Je le saurais toujours le

premier et je le sais. Ce que je ne sais pas c'est pourquoi. Si je le savais, le problème serait résolu.

— La lassitude peut-être ?

— Cela rime avec l'altitude. Mais c'est trop facile. Non, c'est ainsi et je le prends ainsi. Je ne ferais pas tous les sacrifices pour le football. On me prend comme je suis, comme je vis. Et je ne me fais pas de souci, le jour où l'on ne me prendra plus, on me le fera savoir.

— Pensez-vous vous retirer bientôt ?

— Je ne sais pas. Quand je n'aurai plus envie. Et là, pas d'inquiétude c'est moi qui le ferai savoir.

— Là, vous reviendrez en France ? Pour faire quoi ?

— Je reviendrai à Nancy en effet, j'aime Nancy. La situation économique n'est pas flamboyante. Et là, si je peux aider, si je peux servir à quelque chose, je le ferai. Pour le reste, j'aurai mes affaires, le même style de vie, voyager un peu, faire et me faire plaisir, remplir mes devoirs envers mes gosses, s'ils m'y autorisent.

— Et répondre aux sollicitations ? Vous devez être très sollicité...

— Enormément, trop. Sans arrêt. Je suis très connu, très très connu. Je ne puis plus voyager qu'aux Etats-Unis, et encore, avec tous ces immigrants. Non, sérieusement, je réponds à la demande quand elle est sérieuse, je l'ai fait pour Coluche et ses restaurants du cœur. Je vais le faire pour une opération anti-drogue. « Shooter plutôt que se shooter », patronnée par le ministère de la santé et différentes firmes.

— Pour finir, ce match contre l'Allemagne, vous allez le gagner ?

— Bien sûr, si on ne rentre pas même pas sur le terrain. L'inconvénient c'est que les Allemands aussi vous feront la même réponse. Eux, et nous, sommes des professionnels. Formés à gagner. Pour le reste, comment savoir d'avance le scénario ?

Propos recueillis par PIERRE GEORGES.

TENNIS

LES INTERNATIONAUX DE WIMBLEDON

Connors mord le gazon

Vainqueur de 105 tournois dont deux Wimbledon (1974 et 1982), l'Américain Jimmy Connors, bientôt âgé de trente-quatre ans, a été éliminé le 24 juin au premier tour des Internationaux de Grande-Bretagne. Une telle mésaventure dans une épreuve du Grand Chelem n'était pas arrivée à « Jimbo » depuis 1972. Son tombeau en quatre manches a été son compatriote Robert Seguso, 31^e mondial et grand spécialiste du double. Mais il ne suffisait pas mardi sur le gazon anglais d'être un maître dans cet exercice : le Français Guy Forget, en tête du Grand Prix de double, en a fait l'expérience face à l'Argentin Martín Jaite, tête de série n° 14, qui l'a sorti en cinq sets. Deuxième Français en lice, Thierry Champion a été battu par le Canadien Martin Wostenholme. En revanche, Henri Leconte s'est facilement qualifié pour le deuxième tour aux dépens de l'Haïtien de Bordeaux Ronald Agénor. A noter encore la victoire de l'ancien cham-

pion du monde junior australien Pat Cash, qui relève d'une opération de l'appendicite, sur l'Argentin Guillermo Vilas, tête de série n° 15, et d'un autre Australien, John Fitzgerald, sur l'Equatarien André Gomez. Enfin, le Soviétique Andreï Chesnokov, qui avait fait sensation à Roland Garros, a succombé face au modeste Britannique Colin Dowdes Well.

● NATATION : record du monde du 100 mètres nage libre. — L'Américain Matt Biondi, vingt ans, a amélioré son propre record du monde du 100 mètres nage libre en 48 s 74/100, mardi 24 juin à Orlando (Floride), au cours des épreuves de sélection américaines pour les championnats du monde de Madrid en août prochain. Matt Biondi détenait l'ancien record depuis le 7 août 1983 à Mission Viejo (Californie) où il l'avait battu deux fois à quelques heures d'intervalle.

MÉDECINE

UN CONGRÈS MONDIAL A PARIS

L'extension des maladies vénériennes est due aux carences de la prévention

Le congrès mondial sur les maladies sexuellement transmissibles (MST), qui a lieu au Palais des congrès de Paris du 25 au 28 juin, et fait suite à la deuxième conférence internationale sur le SIDA, traite d'un des plus coûteux et des plus préoccupants problèmes de santé publique actuels.

Le fait que l'extension des MST soit due non à l'impudence de la médecine (ces maladies sont toutes, à l'exception du SIDA, relativement facilement accessibles aux moyens thérapeutiques modernes) mais à l'ignorance des populations à risques rend plus inacceptables encore leur extension actuelle continue et la gravité de leurs conséquences.

On découvre chaque année en France cent mille nouveaux cas de syphilis aigus (infection des trompes reliant l'ovaire à la matrice, trompes qu'emprunte l'ovule après sa fécondation). La moitié de ces cas sont observés chez des jeunes femmes de moins de vingt-cinq ans.

Quinze mille d'entre elles seront stériles quinze ans plus tard, et dans 80 % des cas, la responsable de cette stérilité est une bactérie minuscule, difficile à repérer, car elle se terre au cœur des cellules, comme un virus, que l'on nomme *chlamydia trachomatis* (du grec *chlamys* : s'enfermer et *trachomatis*, car elle est responsable du trachome, le grand pourvoyeur de cécité des pays du tiers-monde).

Un mal silencieux

L'énorme accroissement de cette pathologie, aux signes souvent discrets mais aux conséquences graves, est dû à la multiplication — sans précaution aucune — des relations sexuelles précoces à partenaires multiples qu'autorise, depuis l'avènement des « pilules », l'effacement du spectre de la grossesse (1).

Il n'est pas trop tard pour entreprendre une mission indispensable, afin, comme le dit le professeur André Siboulet (Paris, président du congrès), que « l'information aille plus vite que la contagion ». Les gynécologues-obstétriciens (docteur Jean Cohen, docteur J.-H. Suchet, notamment) estiment de leur côté qu'il faudrait caviarder un véritable dépistage systématique des *chlamydia* par sérodiagnostics répétés deux fois l'an chez toutes les jeunes femmes ayant une vie sexuelle active.

L'atteinte génitale par *chlamydia* peut rester longtemps « silencieuse ». La femme ne découvre le mal que lorsque est posé le diagnos-

tic de stérilité tubaire, ou lors d'une grossesse extra-utérine (quatre mille par an en France) ou d'une salpingite chronique douloureuse, invalidante (quinze mille par an), voire d'avortements à répétition, ou de naissances d'enfants atteints de pneumonie ou de conjonctivite aiguë. Situation d'autant plus navrante que ces bactéries sont très facilement détruites par des antibiotiques adaptés, appartenant à la famille des tétracyclines.

Le tout est de faire le diagnostic de leur présence. Difficile jusqu'à présent, il pourrait être facilité par l'apparition de nouveaux tests (par anticorps monoclonaux ou méthodes enzymo-immunologiques). Mais la Sécurité sociale, avec ses textes préhistoriques, ne facilite pas les choses lorsqu'elle refuse de rembourser ces examens encore très coûteux, si l'on n'a pas auparavant éliminé toutes les vieilles maladies vénériennes auxquelles des traditions archaïques se réfèrent toujours.

Il s'agit de la syphilis et des gonococcies, toujours présentes, du chancre mou et de la maladie dite de Nicolas-Favre, auxquels sont censées se borner les investigations des dispensaires antivenériens (quatre cents en France).

Les médecins généralistes entendent, en revanche, des communications très nombreuses sur l'herpès, sur les érythémalgies, sur les hépatites B et sur les condylomes, ou crêtes de cor (sorte de verrues), dus au papillomavirus. Grâce essentiellement aux travaux de l'équipe pasteurienne du professeur Gérard Orth, une quarantaine de ces papillomavirus ont été identifiés. Responsables des verrues banales, certains d'entre eux peuvent par ailleurs provoquer des lésions génitales transmissibles à type de condylomes susceptibles d'évoluer en un délai de cinq ans, et si des facteurs associés infectieux ou traumatiques les stimulent, vers la cancérisation.

Virus, cancer et vaccins

Il semble que 5 % des hommes et des femmes soient porteurs en France de ce virus potentiellement malin, dit HPV 16, que l'on peut facilement mettre en évidence par des frottais appropriés. Il n'est pas exclu que l'on puisse disposer un jour d'un vaccin contre ces virus ou contre les antigènes qui se forment souvent à la surface des cellules infectées et qui expliquent la disparition spontanée des virus, disparition dont les biologistes connaissent fort bien le mécanisme mais qui continue à faire le bonheur et la fortune des charlatans.

En attendant le vaccin, il est essentiel de détruire ces condylomes

par laser, électrocoagulation ou froid, avant qu'ils ne puissent se transformer.

Les lésions génitales de l'herpès sont elles aussi dues à un virus (HSV2) particulièrement rebelle, et contre lequel il n'est pas exclu qu'un vaccin puisse être expérimenté d'ici deux ans. Ce virus peut entraîner des atteintes désastreuses chez l'enfant contaminé au moment de la naissance, quand la mère est elle-même contaminée, et il pourrait jouer un rôle, au côté des papillomavirus, comme virus adjuvant du cancer.

Selon le professeur M. Carraz, de Lyon, l'idéal serait d'obtenir un vaccin polyvalent par génie génétique ou en produisant par synthèse les molécules vaccinales. Il pourrait concerner les trois maladies sexuellement transmissibles à virus : l'herpès, l'hépatite B (le vaccin existe déjà) et le SIDA, et, sur le plan bactérien, les gonococcies et les *chlamydia*. Les travaux concernant le vaccin antigonococcique sont les plus avancés.

Tant que l'on ne disposera pas de tels vaccins, la lutte entreprise repose entièrement sur la prévention. L'information en est la clé.

Le ministre de la santé vient d'annoncer que la loi relative interdisant la vente libre et la publicité pour les préservatifs serait abrogée. Il faudrait libérer aussi la vente de spermicides, qui tiennent nombre de germes en cause dans les maladies sexuellement transmissibles.

L'information des généralistes est gravement déficiente (plusieurs séances leur sont consacrées au congrès), et les programmes d'enquête de morbidité et d'évaluation des mesures de prévention, tel « Vénus », actuellement conduit dans l'Isère et la région parisienne devraient être multipliés.

Une telle action, à laquelle les services de santé consacrent des efforts largement insuffisants, serait hautement rentable, si l'on songe que les seules interventions pour stérilité tubaire (résultant neuf fois sur dix d'une infection préalable d'origine sexuelle) coûtent à la France, bébés-éprouvette comprise, environ de 1,5 milliard de francs par an, cependant que le coût des MST était évalué à plus de 3 milliards de dollars (21 milliards de francs) en 1985 aux Etats-Unis.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) Les chiffres des relevés épidémiologiques annuels américains donnent une idée de la fréquence actuelle des maladies sexuellement transmissibles. Il y a chaque année aux Etats-Unis : 3 millions d'infections à *chlamydia* ; deux cent mille à cinq cent mille cas d'herpès génital ; neuf cent mille infections à gonococcies (blennorragies) ; soixante-huit mille contaminations syphilitiques.

LES DEMI-FINALES

FRANCE-RFA

QUALIFICATION

● FRANCE : vainqueurs des Brésiliens, triples champions du monde, en quarts de finale, les Bleus ont depuis le début du Mondial marqué neuf buts pour deux encaissés. Ils ont peu eu de cartons rouges mais cinq cartons jaunes. Ayache (2), Rocheteau, Fernandez, Amoros.

● RFA : vainqueurs du Mexique en quarts de finale, les Allemands de l'Ouest ont marqué, depuis le début du Mondial, quatre buts et en ont concédé autant. Berthold qui a reçu un carton rouge est suspendu, cinq autres joueurs ont eu des cartons jaunes : Eder, Jakobs, Allofs, Foerster et Mathias.

PRÉCÉDENTS

La France et la RFA se sont rencontrées seize fois avant la demi-finale de Guadalajara. Les deux équipes ont le même palmarès : six victoires, quatre nuls et six défaites. La France ayant marqué trente buts et encaissé trente-quatre. En 1982, à Séville, en demi-finale de la Coupe du monde, la RFA l'avait emporté 5 buts au but à 4, après que les deux équipes ont terminé les prolongations sur le score de 3-3.

ARGENTINE-BELGIQUE

QUALIFICATION

● ARGENTINE : vainqueur des Anglais (2-1) malgré un but contestable de Maradona en

quart de finale, les Argentins ont marqué depuis le début du Mondial neuf buts et en ont encaissés trois. Les joueurs clés et bleus ont en outre reçu sept cartons jaunes : Giusti, Garre (2), Cucchiuffo, Brown, Pumpido et Batista.

● BELGIQUE : vainqueurs de l'Espagne en quart de finale, les Diablos rouges ont marqué depuis le début du Mondial dix buts et en ont encaissés neuf. Les joueurs ont en outre reçu cinq cartons jaunes : Van der Elst, Coulemans, Renquin, Grun et Demol.

PRÉCÉDENTS

Avant la demi-finale de Mexico, l'Argentine et la Belgique s'étaient affrontées trois fois. L'Argentine avait gagné deux fois et perdu une, marquant huit buts et en encaissant quatre.

مكتبة من الكتب

rts

فيلم

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

La Fête du cinéma

Pour moi, la Fête du Cinéma
c'est la fête de l'espoir,
l'espoir que le cinéma ne
mourra jamais

Jean-Paul Rappeneau

Le jeudi 26 juin, c'est pour la deuxième année consécutive la Fête du cinéma. Une fête des amoureux, un peu comme la Saint-Valentin. Un jour pour dire au cinéma : « Si je viens moins souvent chez toi, ce n'est pas que je t'aime moins... »

Ce jour-là, à Paris et autour, comme dans les principales villes de France, on peut acheter, à plein tarif, un ticket qui sert de passeport, et qui pour la somme de 1 F donne droit à toutes les séances dans toutes les salles participant à la fête.

Avec un peu de chance, on retrouve des acteurs et des réalisateurs qui eux aussi vont au cinéma : Pierre Arditi au Studio 43 pour Maine Ocean, Fanny Cottençon au 14-Juillet-Bastille et Patrick Poivre-d'Arvor à l'UGC-Odéon pour After Hours, Robin Renucci au Marignan pour l'Amant magnétique, et au Biarritz pour États d'âme, que Pierre Jolivet voit au Gaumont-Ambassade, tandis que Jean Delannoy, éclectique, va à l'Escurial pour voir le Sacrifice, de Tarkowski et au Biarritz pour le film de Monicelli. Pourvu que ce soit une fille... Ce sont seulement quelques noms parmi des centaines et seulement à Paris, mais il en va de même dans tout le pays.

D'autre part, à Paris et en province, sont présentés en avant première : Clockwise, le Contrat, la Loi de Murphy, la Nuit du risque, Une baraque à tout casser, Week-end de la terreur, Gung Ho, Real Genius, Daryl, Opera du malandros, Cash-cash et le film de Steven Spielberg, Color Purple.

Enfin, dans les halls des cinémas qui participent à la fête, sont placées de grandes affiches portant une énigme, pas trop savante. Il s'agit naturellement de la résoudre et d'envoyer le résultat soit sur carte postale, soit sur les bulletins disponibles gratuitement, et ce jusqu'au 18 août à : Grand Concours Actua-ciné, Cedex 802, 75608 Paris-Brune.

Les prix vont d'une figuration dans un film à un week-end à Londres pour assister au tournage du prochain Superman ou de James Bond, ou un déjeuner avec une star, ou un voyage à Disneyland en Californie, ou deux laissez-passer d'un an dans les salles Pathé, ou... bien des cadeaux encore, et jusqu'à l'authentique blouson porté par Christophe Lambert dans I Love You.

Bilan 1985 de l'industrie cinématographique en France

Moins de films, moins de spectateurs

La concurrence de l'audiovisuel s'aiguise. Faire un film coûte plus cher. La crise du cinéma n'est pas un mythe : tous les chiffres de l'activité de l'industrie cinématographique paraissent bien inquiétants.

POUR la deuxième année, le cinéma fait la fête. Producteurs, distributeurs et spectateurs, par ordre d'entrée en scène, comme l'avait imaginé Jack Lang l'an passé, vont tâcher, au soleil de celluloid de la nuit la plus longue des cinéphilas, d'oublier pour un temps les résultats douloureux d'un cinéma français en plein marasme.

Selon le Centre national de la cinématographie (CNC), qui vient de publier son bilan, l'année 1985 prolonge, en les accentuant, les tendances négatives observées depuis 1983. Le nombre des spectateurs, en baisse de plus de 8 %, s'est établi à 172 180 000 pour une recette de 3 804 millions de francs (-2,83 %). Seul le cinéma britannique a connu chez nous une augmentation sensible de sa fréquentation grâce à des films aussi populaires que la Déchirure ou la Forêt d'éméraude.

Les longs métrages allemands d'abord, mais aussi italiens et français, malgré le succès des Spécialistes et de Trois Hommes et un couffin (toujours en exploitation), n'ont pas rassemblé les foules espérées. Dix-sept films ont passé la barre des 2 millions de spectateurs et ont drainé près du tiers de la fréquentation totale des salles.

Selon une étude de la SOFRES réalisée pour le CNC, les principales raisons de cette désaffection tiennent à l'absence de salles de cinéma à proximité du domicile et à « aux films ou aux programmes diffusés à la télévision ». Les Français qui déclarent être allés au cinéma dans les douze derniers mois sont désormais minoritaires puisqu'ils ne sont que 47 % à avoir répondu positivement à cette question.

Les signes sont là de la menace toujours plus vive que fait peser la télé sur le cinéma. 500 films ont été diffusés l'an passé par les trois chaînes du service public (130 sur TF1, 158 sur A2 et 212 sur FR3) contre 485 en 1984. 375 films ont été projetés par Canal Plus. Le parc des magnétoscopes pouvait, toujours selon le CNC, être estimé à 2 900 000 unités contre 2 200 000 à la fin de 1984 tandis que la vente des vidéo-cassettes vierges passait les 20 millions d'unités (28 % de plus qu'en 1984).

Situation qui fait dire à Federico Fellini : « La télévision nous harcèle, nous bouscule, avec sa voracité omnivore, son œil vitreux écarquillé sur nos pensées comme une vie artificielle parallèle à la nôtre, telle une nuit où la lumière ne s'éteint jamais, où jamais on ne rêve. »

Il est cependant des cinéastes heureux. Jean-Jacques Annaud est de ceux-là. Le film dont il achève la réalisation, adapté du Nom de la rose, d'Umberto Eco, est la plus

grosse production française de 1985. Avec des participations allemandes et américaines, il a mobilisé plus de 16 millions de dollars (la fluctuation du billet vert interdit les conversions).

Dans le quarté des films chers (plus de 50 millions de francs), la seconde place revient à Hold up, mis en scène par Alexandre Arcady. Un homme et une femme, vingt ans déjà, de Claude Lelouch (qui sera, avec le Lien de crime l'une des plus grosses déceptions commerciales de l'année en cours), et Jean de Florette, de Claude Berri.

Le film le plus rentable est, bien sûr, Trois hommes et un couffin, de Coline Serreau. An soixante-dix-neuvième rang des coûts de production pour un devis d'un peu plus de 8 millions de francs, il avait rapporté, au 3 juin 1986, 94,7 millions de francs. Nul doute que Jean-François Lepetit, son producteur, soit désormais le premier parti de France.

151 longs métrages ont été produits l'an passé. Ils ont mobilisé un investissement total de 2 011,85 millions de francs contre 1 705,74 millions de francs en 1984. Les capitaux français ont couvert 78,6 % de ce montant global. 45 films ont été coproduits avec l'étranger (essentiellement avec l'Allemagne fédérale et l'Italie pour 9 et 7 d'entre

eux) pour un devis de 808 millions de francs.

Parmi les 115 réalisateurs de films français recensés l'an passé, 25 étaient des nouveaux venus à la mise en scène. Signifions parmi eux Rachid Bouchareb pour Bâton rouge, Thomas Gilou pour Black Mic Mac et Alain Page pour Taxi Boy.

Tassement des exportations

Le regain d'intérêt pour les tournages en studio ne s'est pas démenti. Comme en 1984, 26 films ont été réalisés sur les 9 053 mètres carrés de Billancourt, Boulogne, Eclair et la Victorine, qui ont connu un taux d'occupation de 78 %.

On a pu constater une légère évolution du mode de financement des films. La part des à-valoir des distributeurs est en diminution (24 %), tandis que celle des sommes investies par les producteurs augmente (26 %) ainsi que celle de l'avance sur recettes (7 %). 435 demandes au titre de cette dernière ont été examinées par la commission spécialisée, qui a accordé 55 aides pour la somme de 87,6 millions de francs.

De son côté, l'Institut de financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC), qui a pour mission de faciliter le financement des films en garantissant des prêts à

court terme, comptait plus de 288 millions de francs d'écouls à la fin de 1985. Enfin, les SOFICA, créées l'année dernière à l'usage des particuliers et des entreprises désireux de participer à la production cinématographique, ont collecté 354 millions de francs. A la date du 6 avril de cette année, elles ont participé au financement de 23 films.

456 films sont sortis pour la première fois sur les écrans l'an passé parmi les 6870 longs métrages distribués dans les 5190 salles de cinéma. 35 % de ces longs métrages étaient français, 65 % étrangers, et 5 % pornographiques. La part de la distribution classée art et essai s'est élevée à 5 % et celle des distributeurs de films américains à 37,5 %.

La pénétration de notre marché reste donc importante. Cela et d'autant plus inquiétant que le CNC constate dans le même temps un certain tassement du rythme de nos exportations de films. Si les recettes à ce titre ont progressé de 20 % en 1984 pour atteindre 367 millions de francs, les premiers éléments pour 1985 laissent entrevoir un net ralentissement. C'est le marché européen qui est notre principal débouché (56 %) suivi du marché américain (20 %) et asiatique (11 %).

Si le CNC met en exergue « le maintien d'un haut niveau d'activité de la production cinématographique », il note aussi la difficulté de monter un film désormais. Le nombre croissant des coproductions illustre bien la nécessité de diversifier les sources de financement tout comme le poids croissant de l'avance sur recettes. La dotation globale allouée par le ministère de la culture a en effet crû de plus de 60 % l'an passé.

On comprend mieux ainsi la forte mobilisation des professionnels du cinéma autour des projets du gouvernement pour l'audiovisuel et la diffusion culturelle. Si 1985 fut l'année d'une dégradation certaine du marché du cinéma, 1986 devrait être celle d'une intense réflexion collective.

OLIVIER SCHMITT.

Cinéphile en culottes courtes

Axel ou l'amour chou

Sur quel nouveau profil d'amoureux de cinéma les superproductions sont-elles ciblées ? Sur celui de petits garçons comme Axel.

« **A** LLO, je cherche Laureen Bacall. Pouvez-vous m'aider ? ». La voix semble sortie de la Guerre des boutons. Une blague ? Non : Axel, douze ans « et trois quarts », vient d'approcher que la femme de sa vie est de passage à Paris. Où la rencontrer ? Il mène l'enquête. Nous prenons rendez-vous.

« Le Monde, je l'achète deux ou trois fois par an, ce n'est pas suffisant. J'aime beaucoup les articles de théâtre et, bien sûr, la rubrique de cinéma... ». Voix calme, poignée de main assurée, lunettes cerclées de surdoudé, Axel mène rondement son affaire au dixième étage d'une HLM de la partie rénovée de Barbès où « le bruit de la gare du Nord ne devient insupportable que lorsqu'il fait chaud, qu'on ouvre les fenêtres et qu'il y a un mauvais alignement ».

Axel, qui entre en quatrième et a ébahi le russe comme seconde langue après avoir vu Alexandre Nevski, n'a découvert le cinéma qu'à l'âge de neuf ans. Puis il y est allé régulièrement une ou deux fois par mois jusqu'à ce que ses parents - père employé dans un restaurant, mère au foyer avec ses deux enfants - achètent un magnétoscope, il y a un an. Aujourd'hui, la famille possède 90 cassettes enregistrées (qu'elle efface et pour partie réenregistre régulièrement), loue les nouveautés dans deux vidéoclubs et n'entre plus dans les salles sombres que dans les grandes occasions. Il a vu Enemy, qui, Highlander, pas encore. Jeudi, on ira deux fois. Maman choisira le premier film. Moi, je sais déjà : ce sera le Port de l'angoisse ou le Grand Sommeil.

Car le seul regret apparent d'Axel est de ne posséder dans sa vidéothèque qu'un seul film avec Laureen Bacall. « J'ai enregistré Comment épouser un millionnaire. C'est plutôt

drôle mais c'est bien quand même. J'ai lu le livre où elle raconte sa vie. Ça commence quand elle a six ans et ça se termine en 1976. En 1976, elle avait cinquante-deux ans. Maintenant, elle devait avoir soixante et un mais elle est jolie de figure, elle est bonne actrice, elle me plaît, même si je ne l'ai pas vue souvent. C'est comme pour Sophie Marceau. Il y en a de ma classe qui l'aiment alors qu'ils ne l'ont vue que dans un seul film. Je ne discute pas leurs goûts, ni ceux de ma mère, qui aime Marilyn. Mais ils n'ont pas intérêt à discuter les miens.

« Des fois, on apprend des choses, au cinéma. Dans les films de détective, par exemple, on voit comment ils procèdent pour élucider leurs enquêtes : ça peut servir, on ne sait jamais. Bien sûr, c'est dans les livres qu'on apprend les choses essentielles. Dans Alice, à la Bibliothèque verte, j'ai découvert des noms d'amoureux dont je n'avais jamais entendu parler.

« Au cinéma, on apprend les valeurs morales. On voit des héros qui ont plein de qualités, surtout la franchise et la générosité. Evidemment, il y en a beaucoup qui violent et qui assassinent, mais Stallone, Schwarzenegger, ça ne dit rien de ma mère et ça ne me dit rien de plus. Je sais à peu près comment ils font avec leurs armes. En fait au cinéma, on voit surtout des riches, c'est pas des gens comme nous. Mais justement, ça change les idées.

« L'aventure, la Guerre des étoiles, Indiana Jones, c'est bien. Le western aussi, c'est bien. Rio Bravo - Rio Lobo, j'ai pas trouvé ça terrible - et Fort Massacre, plutôt sympa vers la fin, avec Joel McCrea plutôt raciste, c'est bien. Mais je ne suis pas étonné des acteurs.

« Laureen Bacall, elle a fait jouer ses pieds et ses mains pour être actrice. (sic) Quand Howard Hawkes l'a engagée et qu'elle a tourné pour la première fois avec Humphrey Bogart, elle avait la tremblote, elle a baissé la tête, elle a bloqué les épaules, elle a regardé en dessous, c'est pour cela qu'on l'appelle « the Look ».

Propos recueillis par ANNE REY.

Les best-sellers du marché français

ENTRE 1956 ET 1985 (en millions d'entrées)	EN 1985 (en millions d'entrées)
La Grande Vadrouille (F) 11,226	Rambo II (E-U) 5,494
Il était une fois dans l'Ouest (I) 14,631	Les Spécialistes (F) 5,228
Les dix commandements (E-U) 14,834	Trois Hommes et un couffin (F) 4,827
Ben Hur (E-U) 13,509	Les Ripoux (F) 3,386
Le Pont de la rivière Kwaï (E-U) 13,441	Le Flic de Beverly Hills (E-U) 2,815
Le Jour le plus long (E-U) 11,899	Terminator (E-U) 2,795
Le Cavalier (F) 11,723	Le Déclasseur (E-U) 2,722
La Liste de la jungle (E-U) 10,223	Retour vers le futur (E-U) 2,712
Les Canons de Navarone (E-U) 10,166	PROPS (F) 2,598
Les Misérables (F, 2 époques) 9,937	Parole de flic (F) 2,479

(1) Toujours en exploitation en salles.

MERCREDI 25 JUIN

SÉLECTION OFFICIELLE CANNES 1986

Après CHARULATA et le SALON de MUSIQUE de Satyajit RAY, venez découvrir GENESIS de Mrinal SEN.

GENESIS

UN FILM DE MRINAL SEN

SHABANA AZMI / NASEERUDDIN SHAH / OM PURI / M K RAJNA

LES FILMS DE LA DREVE



Rencontre avec le réalisateur de « Black Micmac »

Premier film, premier succès

Thomas Gilou a trente et un ans, une envie vraie de filmer et un premier succès dans sa besace. La sincérité paie toujours.

DÉPASSANT largement l'audience d'un film « ethnique », *Black Micmac*, premier long métrage de Thomas Gilou consacré à la vie quotidienne des communautés africaines de Paris, a séduit un public important. Plus de quatre cent mille spectateurs à Paris, plus de huit cent mille en France. C'est une des rares bonnes surprises de la saison.

Son jeune metteur en scène de trente et un ans, blondinet, aux yeux clairs, fait partie des vingt-cinq réalisateurs qui ont tourné leur premier film l'an passé. Il personifie le renouvellement créatif du cinéma hexagonal en dépit ou même en raison des difficultés économiques.

Thomas Gilou ne compte pas parmi ces jeunes loups, souvent formés à l'école des premiers assistants, qui seraient prêts à vendre leur âme pour « monter » leur premier film. D'abord photographe après des études à l'université de Paris-Vincennes, il décide un beau jour, par appétit, de passer au cinéma.

« La réalisation de courts métrages m'attirait. La France est au premier rang mondial pour la production de films courts, les festivals sont nombreux ; la multiplication du vidéo-clip et du film publicitaire a habitué le public au court métrage et stimulé les auteurs de ce genre. J'ai eu envie de m'y mettre. »

Une nuit de l'été 1984, Antenne 2, dans le cadre de l'émission « Histoires courtes », diffuse sa *Combiné de la griffe*, primée dans plusieurs festivals. Emballée par cette projection, Monique Annaud, jeune productrice, contacte aussitôt Thomas Gilou.

« Elevée en Afrique, elle m'a demandé de la rencontrer car elle avait envie de produire un film sur



Thomas Gilou (à droite).

les milieux africains de la capitale. Je suis aussitôt allé me balader dans les différentes communautés et j'ai découvert une vie très particulière, très enthousiasmante. J'ai donc commencé un véritable voyage et l'écriture du scénario. »

En compagnie de Cheik Doukouré, Thomas Gilou écrit une première version de *Black Micmac*, qui permettra de coavancer un coproducteur-distributeur, Christian Fechner. Celui-ci demande une nouvelle version de l'histoire, à laquelle s'ajoutent les deux compères, rejoints par Patrick Braoudé, auteur de théâtre de la même génération. Dans le même temps, Monique Annaud obtient de l'argent par la vente des droits TV, des videocassettes et par l'avance sur recettes.

« Il fallait aller vite, confie Thomas Gilou. Notre idée était un peu dans l'air ; de plus en plus de gens commencent à écrire des scénarios sur notre thème. »

Thomas Gilou est encore très surpris de la vitesse avec laquelle tout est arrivé. En octobre de l'année dernière, il entre dans la phase de pré-

paration du film : repérage, casting (soixante-cinq rôles dont beaucoup d'Africains, mille deux cents cachets de figuration, peut-être deux mille personnes auditionnées) et formation de l'équipe technique. Monique Annaud préconise le choix de Claude Agostini (*la Victoire en chantant* et *la Guerre du feu*) pour la photo. C'est lui qui rassemblera l'essentiel des techniciens. Christian Fechner tient à Jacques Villaret pour le premier rôle. Thomas Gilou choisit son premier assistant.

« Ce partage des rôles n'avait rien de désagréable pour moi, dit-il. Tout le monde avait le même enthousiasme, travaillait au même rythme. Tout s'est bien passé avec Claude Agostini, un homme formidable et d'expérience. Il a plus de cinquante ans. Les gens du casting ont fait un gros travail. Entouré de bons professionnels, tout devient plus facile. »

« Le tournage a duré huit semaines. Le premier jour, on a un bien sûr une angoisse terrible. Le rythme de travail sur un long et sur un court métrage est très différent. Il faut bien savoir quand l'équipe

est en forme ou fatiguée, faire très attention à la lassitude qui intervient souvent à la cinquième semaine de tournage. Le metteur en scène doit danner le tempo. »

Promotion, distribution, le système Fechner prend ensuite le relais du metteur en scène, qui se retrouve, lui, à la table de montage. « Je n'ai eu que quinze jours, c'est très peu. Mais la date de sortie d'un film est souvent la clé du succès d'un film. Il faut dire que les films Fechner ne se sont pas trompés. Ils ont choisi la rapidité, j'ai pris cela comme un stimulant. »

Black Micmac poursuit sa carrière en salle. Il vient de sortir en Belgique et en Suisse avant d'être projeté au Canada. Peut-être aussi bientôt en Afrique, quand auront été réglés les problèmes liés au retour en France des recettes.

En attendant, Thomas Gilou cherche une nouvelle aventure, une nouvelle rencontre avec un jeune producteur plus épris de mouvement que de « coupe ». Quel qu'il arrive, il est bien décidé à prendre son temps.

O. S.

« Genesis »,

Et la femme créa

Genesis, le film de Mrinal Sen, présenté à Cannes et qui sort ce mercredi, est un exemple de coproduction réussie entre l'Inde et l'Europe.

DÉPUIS 1956, Mrinal Sen (né en 1923) a tourné vingt-cinq longs métrages. Le Festival de Cannes a donné la célébrité internationale à ce cinéaste indien. Il y était encore présent, cette année, en sélection officielle avec *Genesis* (le Monde du 16 mai), admirable fable où l'on voit un tisserand et un fermier, refaisant l'oppression, bâtir leur propre civilisation dans une région désertique. Une femme, rescapée d'une inondation, se joint à eux. Elle leur apporte sa force de travail, mais aussi un message qu'ils ne comprennent pas.

Genesis est le premier film de Mrinal Sen réalisé en coproduction avec l'Europe, à la suite d'un accord culturel entre la France et l'Inde. Mrinal Sen a sa propre maison de production. Il a reçu une aide financière du ministère de la culture. Jack Lang était ministre. Une petite société française, Scarabée films, s'est associée à Cactus films, société mise en relation avec le cinéaste pour la vente. Les Films de la Drève (Belgique) ont complété la plate-forme.

« Tous les partenaires étaient d'accord pour éviter un produit hybride, dit Mrinal Sen. Alors, j'ai travaillé en Inde, comme je le fais d'habitude avec mon équipe. Le matériel avait été contrôlé avant, on m'a donné ce qui manquait. Le négatif a été vérifié en Inde, en laboratoire. Puis tout a été rapatrié en Europe. C'est la meilleure réussite de *Vol*, le film de Güney, qui a travaillé pour moi ; il y a eu un montage belge pour le son ; le bruitage et le mixage ont été effectués aux studios de Billancourt, la musique de Ravi Shankar a été enregistrée à Paris. »

« Depuis longtemps, je voulais réaliser une parabole, capter la naissance et le déclin de la civiliza-

tion : une civilisation, même en déclin, continue. L'organisation change, une autre arrive qui change à son tour. Cela se répète, mais pas de la même façon. Le mouvement monte en spirale. A partir de cette idée, une autre surgit, très importante : celle de la malédiction pesant sur les pauvres. Ils restent les victimes des systèmes sociaux. J'aurais sans doute pu faire le film entièrement en Inde, mais la coproduction m'a considérablement aidé. Sans rien altérer de mes projets, de mes intentions, de mes conceptions. Nous avons tourné dans le Rajasthan, à la frontière du Pakistan, dans un village en ruine que personne ne connaissait. Nous tournions aux petites heures le matin, et très tard le soir. Dans le village principal, aux environs, dans le cimetière, près du puits. Les lieux avaient été un peu arrangés. J'aurais tourné sur la Lune si j'avais pu. Il me fallait des paysages d'un autre monde, et c'était justement ce que j'avais. L'un des bénéfices de la coproduction a été tout ce que j'ai appris grâce aux ingénieurs du son Henri Morelle et Frank Struy.

« Dans *Genesis*, il y a trois personnages principaux, les deux hommes et la femme. Ils sont à la fois des individus et des concepts. Les deux hommes ont quitté le monde parce qu'ils étaient dégoûtés d'une certaine forme de système social. Ils ont construit entre eux une « aide intéressée d'un marchand, et ils ont dévotement les valeurs qu'ils avaient voulu rejeter ; malgré la femme qui, elle, était en accord avec une autre forme de civilisation. »

« Oui, cette femme portait un message, ce genre de message que la société ne comprend pas, tant que tout n'a pas été perdu. C'est ce qui arrive dans le film. Il faut que la femme parte et que l'ennemi force sur eux pour qu'enfin les deux hommes comprennent. »

« La caméra a toujours été placée pour saisir les personnages dans leur environnement et dans l'espace. Il y a une période de contemplation, puis une de tension, puis une de

Picabia, à Nîmes; Delacroix et Matisse, à Nice; Gauguin et ses amis de Pont-Aven pour l'ouverture d'un nouveau musée et l'anniversaire du premier séjour du peintre en Bretagne; un beau sujet : l'allégorie de la charité dans la peinture du XVII^e siècle, à Caen; un hommage à Bonnard, à Bordeaux; plusieurs excellentes expositions de sculptures contemporaines en plein air... tels sont quelques-uns des points forts d'un été des arts à travers la France souvent à l'écart des sentiers battus.

Alsace-Franche-Comté

ARC-ET-SENAIS

Les Habitants. Peintures, sculptures et architectures, de Charles Balla, Pascal, Christian Menu.

Nouveaux matériaux industriels ? Salles royales. Jusqu'au 30 septembre.

BELFORT
Régions, Georges Noël, Martin Barré, Martine Diemer, etc. Entrepôt de l'Obaavataire. Jusqu'au 30 septembre.

BESANCON
Albert André (1869-1954). Musée des beaux-arts. De juillet à septembre.

COLMAR
Camille Bryen. Musée d'Unterlinden. Jusqu'au 5 octobre.

DOLE
Pâte à cuire et pot-au-feu, six mille ans de poterie dans le Jura. Musée municipal. Jusqu'au 5 octobre.

LONS-LE-SAULNIER
Peintures mexicaines sur papier armé. Musée municipal. Jusqu'au 10 novembre.

MONTBÉLIARD

Cas de figure (autour du portrait). Maison des arts. Jusqu'au 20 juillet.

MULHOUSE
Septième Biennale européenne de la gravure : Marcelle Cahn. Musée des beaux-arts. Jusqu'au 14 septembre. Dieter Rith. Galerie de l'AMC. Jusqu'au 19 juillet. Rémy Zaugg. Bibliothèque municipale. Jusqu'au 14 septembre. Trente et un artistes de tous les pays. Musée français du chemin de fer. Jusqu'au 14 septembre.

RIXHEIM
Le papier peint, décor d'illusion. Musée du papier peint. Jusqu'à mars 1987.

STRASBOURG
Gaetano Pesco, architecte et designer. Musée d'art moderne. Jusqu'au 17 août.

Annie Greiner, œuvres récentes. Musée d'art moderne. Jusqu'au 17 août.

Dessins hollandais et flamands du cabinet des estampes et des dessins de l'université de Leyde. Musée historique. Jusqu'au 31 août.

DERNIERS JOURS

MUSÉE RODIN

77, rue de Varenne (7^e) - M^e Varenne
Rodin / Soixante photographies anciennes
extraies des collections du musée
Tous les jours (sauf mardi) - de 10 h à 17 h 45
DU 9 AVRIL AU 7 JUILLET

GALERIE CAILLEUX

136, faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

ARTISTES EN VOYAGE
au XVIII^e siècle

du 20 mai au 5 juillet

Bourgogne

AUXERRE

Le cheminement et l'évolution de l'écriture textile depuis quarante ans. Tapisseries. Abbaye Saint-Germain. Du 5 juillet au 12 octobre.

BEAUNE

La Bourgogne : treize photographies réunies autour d'une préoccupation commune. Musée des beaux-arts. Du 15 juillet au 30 août.

CHALON-SUR-SAONE
Jean-Loup Sieff. Du 27 juin au 16 novembre - Albert Giordan. Du 27 juin au 7 septembre. Musée Nicéphore-Népoca.

CLAMECY
Chaux d'œuvres du lags Zervos. Musée. De juillet à septembre.

CLUNY
Jean Miro : gravures et tapisseries. Ecoles de Saint-Hughes. Jusqu'au 14 septembre.

DJON
Hana Haacka. Jusqu'au 18 juillet. Dijon/Barcelone : Be-

nita, Colomar, Nicolau, Noguera. Du 25 juillet au 23 août. La Concor-tium.

Troisième donation Granville. En permanence. Musée des beaux-arts.

JOIGNY
Ce cher Point du monde : Ber, Gerbaud, Hollan, Robert. Atelier Cantosel. Jusqu'au 14 septembre.

MACON
Armédée Ozenfant. Quatre-vingts peintures. Musée des Ursulines. Jusqu'au 15 juillet.

RATILLY
Blasco, Destarac, Marfaing, de Rimppe. Château. Du 22 juin au 15 septembre.

TANLAY
James Ensor/Roël d'Heese. Château. Jusqu'au 30 septembre.

TOURNUS
Biennale du vitrail. Abbaye, réfectoire des moines. Du 25 juillet au 10 septembre.

Centre-Limousin-Auvergne

AUBUSSON

La tapisserie en France, 1945-1985. Musée départemental de la tapisserie. Du 29 juin au 5 octobre.

CHARTRES
Vitrail : les œuvres de quarante maîtres verriers. Grenier de Loens. Jusqu'au 30 septembre.

CHATEAUXROUX
Gau-Garriga. Couvent des Cordeliers. Jusqu'au 3 septembre.

FELLETIN
Quilts made in america. Chapelle du château. Du 21 juin au 7 septembre.

ISSORE
Jacques Villon, peintures des années 1945-1960. Centre culturel Nicolas-Pomel. Du 28 juin au 31 août.

LIMOGES
Huitième Biennale : l'art de l'émail. Chapelle du lycée Gay-Lussac. Du 29 juin au 31 août.

MEYMAC

La fin des années 60 : d'une contestation l'autre. Abbaye Saint-André. Du 6 juillet au 26 septembre.

ORLÉANS

Auguste Chabaud (1882-1955). Retrospective. Musée des beaux-arts. Du 11 juillet au 15 octobre.

ROCHECHOUART
François Bouillon. Musée départemental d'art contemporain. Jusqu'au 31 août.

TOURS
Maeght à proximité des poètes. Quarante ans d'édition. Centre de création contemporaine. Jusqu'au 28 septembre.

Musique de cour dans la peinture. Musée des beaux-arts. Du 21 juin au 7 septembre.

VASSIVIERE
Martin Szekely. Groupe Torm. Château. Jusqu'au 31 août.

Tu es pierre... Sculptures. Les six Pierres. Jusqu'au 31 août.

Champagne-Ardenne-Lorraine

LUNÉVILLE

Germain Boffrand (1667-1764), l'aventure d'un architecte indépendant. Musée du château. Du 28 juin au 29 septembre.

PONT-A-MOUSSON
Michel Paysant. Ange Leocla (installations plastiques). Ab-baye des Prémontrés. Du 15 juillet au 31 août.

REIMS
Klaus Rinka, œuvres récentes des années 60 et travaux récents. Palais de Tau. Du 6 juillet au 15 septembre.

Daniel Pommeroy, sculptures. Jardins de la cathédrale. Jusqu'au 30 septembre.

SAINT-DIÉ
L'art en plein jour. Jardin de la Bibliothèque, rue Saint-Charles, et musée. Jusqu'au 31 août.

SEDAN

La statue religieuse dans les Ardennes : la piété populaire. Musée du château fort. Jusqu'au 28 septembre.

Trois artistes japonais en Europe (Aki Kuroda, Hiroshi Nagasawa, Kaif Umatsu). Musée du château fort. Du 21 juin au 15 septembre.

TROYES
Obscur, obscurité, obscurissement (Christian Boffrand, Ange Leocla, Claude Lévyque, Michel Verjux). Centre culturel Thibaud de Champagne. Du 21 juin au 23 août.

Joseph Csaky (1886-1971). Retrospective. Musée d'art moderne, ancien Palais épiscopal. Du 27 juin au 15 septembre.

VAL-DE-VESSIE
Rogier Ackling. Œuvres récentes. Centre d'art contemporain, église de Courmelles. Du 21 juin au 31 juillet.

Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées

ALBI

Coquet, lumineux, meublé. (Bazilebustamante, Ben, Blanchard, Clément, Combes, Dazeuze, etc.). Centre culturel de l'Albigeois. Jusqu'au 9 août.

ALES

Pierre-André Benoît (peintures, sculptures et livres). Musée du Colombier. Jusqu'à fin août.

BEAULIEU (abbaye de)
La collection de Beaulieu - Acquis et perspectives. Jusqu'au 13 septembre.

CARCASSONNE
Les figures 1950-1965. Tours narbonnaises. Eté à partir du 27 juin.

Albert Ayme, Paradigmes 1962-1986. Musée des beaux-arts. Eté.

CAHORS
Changer la vue. André Breton et la révolution surréaliste du regard. Musée. Du 9 juillet au 20 août.

Jean Lurçat. Tapisseries. Salles du Grenier du Chapitre. Jusqu'au 25 juillet.

CASTELNAU

Aspect et réalité d'une peinture contemporaine suisse. Château. Du 6 juillet au 30 août.

CASES-DE-PÈNE

Bernard Dufour. En plein dans tout (peintures de 1958 à 1967). Fondation du château de Jau. Jusqu'au 30 août.

CÉRÉT

Paul Robeyrolle. Peintures. Musée d'art moderne. Du 6 juillet à fin août.

COLLIURE

Exposition internationale de sculpture contemporaine. Château royal. Jusqu'au 15 octobre.

LABÈGE-INNOPOLE (près de Toulouse)
Qu'est-ce que l'art français ? (onze artistes choisis par Bernard Lamarche-Vadel). Centre régional d'art contemporain. Jusqu'au 7 septembre.

MONTAUBAN
Emilio Vedova, Ferran Garcia-Savilla, Patrick Saytour (peintures). Musée Ingres. Jusqu'au 7 septembre.

le monde

Mélodrame à l'héroïne

à travers la France

Nord-Pas-de-Calais-Picardie

مكتبة من زوايد

de Mrinal Sen.

le monde

crise ouverte. Je pense que c'est clair : il faut comprendre l'évolution de l'histoire pour changer le monde. La fable, la parabole de Genesio concerne aussi, pour moi, la situation politique d'aujourd'hui. Beaucoup de mouvements politiques se sont perdus parce qu'ils voient l'ennemi à l'extérieur et non à l'intérieur d'eux-mêmes. Lorsque la femme dit à l'un de ses compagnons : « Je vote l'ennemi en toi », elle est la conscience du film. Et du réalisateur.

Propos recueillis par JACQUES SACLIER.



Mrinal Sen

« Camorra », de Lina Wertmüller

Mélodrame à l'héroïne

Naples, au carrefour des traditions familiales et du trafic de drogue dans un mélo frénétique de Lina Wertmüller.

BABA ROCCO est tué d'un coup de fusil pendant qu'il cherche à faire payer en nature, à Annunziata, gérante d'une pension d'un bas quartier de Naples, l'argent qu'elle lui devait. On le retrouve mort auprès de la jeune femme évanouie, une seringue hypodermique plantée dans les testicules. Baba est le fils de Gaetano Rocco, patriarche de la plus influente famille de la Camorra. Annunziata n'a rien vu, à moins qu'elle ne respecte la loi du silence. Mais Frankie, ancien contrebandier de cigarettes qu'elle a aimé, cherche à voler un arrivage d'héroïne de Hongkong, destiné à Baba. Des alliés ou membres de la famille Rocco sont tués à leur tour. Chaque cadavre est orné d'une seringue au même endroit.

Lina Wertmüller ignore l'art de la litote et les délicatesses. Elle brasse des images débridées, violentes, obscènes, fait monter sur l'écran du chaudron napolitain la boue, le crime, le vice. Elle raille une police impuissante (que personnifie un

commissaire citant Agatha Christie), secoue le cocotier des générations, accable la plupart des comportements masculins pour exalter les femmes à la peau dure, aux sentiments ardents.

Une chanson, envoyée d'une terrasse le jour du meurtre de Baba, sert de fil d'Ariane à ce mélodrame traversé de cris, de hurlements, de « coups de théâtre », mis en scène à grands coups de zoom, de panoramiques latéraux et verticaux. La Camorra n'est pas seule coupable et le patriarcat peut méditer sur l'honneur perdu. Rescapés de la misère et de la prostitution, Annunziata (Angela Molina, femme superbe) et Toto, danseur travesti (Daniel Ezralow, une révélation) s'unissent contre la nouvelle monstrosité représentée par Frankie en qui on a du mal à reconnaître Harvey Keitel. La réalisatrice ne l'a pas gâté, mais avec la Molina, avec Ezralow, avec les Danielli et les femmes du peuple secouées de chagrin et de colère, elle peut faire passer son message contre le trafic, l'usage de la drogue, grande trousse d'adolescents et d'enfants, véritable raison d'être de ce film.

J.S.

L'Union des cinéastes

change de direction.

Le cinéma soviétique

va-t-il changer pour autant ?

UNE petite révolution a eu lieu le mois dernier dans le cinéma soviétique. Une nouvelle génération de créateurs, pour la plupart quinquagénaires et dont les films avaient souvent été refusés ou retenus, a pris le pouvoir à la tête de l'Union des cinéastes. L'opération s'est faite avec la bénédiction des autorités. M. Gorbatchev, qui a assisté le 13 mai à la séance inaugurale du cinquième congrès de l'Union, n'a pas cherché à sauver le premier secrétaire de cette organisation, M. Konidjanov, qui avait tenté de se maintenir à son poste.

Le congrès a été passablement agité. Nikita Mikhalov, auteur notamment de *la Parenté*, récemment présenté en France, s'en est pris à la censure, mais aussi aux auteurs qui s'y étaient, selon lui, trop facilement soumis. De vieilles gloires du cinéma soviétique, telles que Sergueï Bondartchouk, spécialiste du film historique à grand spectacle en costumes d'époque, n'ont pas été réélues dans les instances dirigeantes de l'Union. Un cas à part est celui d'Andrei Konchalovsky, frère aîné de Mikhalov : il n'a pas été élu, lui non plus, réélu à la direction, mais sa mise à l'écart est due au fait qu'il réside la plupart du temps - depuis cinq ans - aux Etats-Unis. Bondartchouk et Konchalovsky restent cependant membres de l'Union elle-même.

Le grand changement est l'élection à la direction de l'Union des cinéastes d'Elen Klimov, née en 1933, surtout connue en Occident pour son film *Agonie*, qui raconte les derniers mois de Raspoutine à la cour impériale. Le film, tourné en

Le congrès des cinéastes soviétiques

La victoire des mal-aimés

1974-1975, est resté au placard pendant dix ans. Le censeur avait-il été choqué par quelques nudités (émines ou par le portrait très inhabituel brossé de Nicolas II ? L'ancien souverain était décrit non pas en homme ridicule et borné comme le veut la tradition, mais en personnage angusté et tragique.

L'Union des cinéastes est donc dirigée désormais par quelqu'un qui a eu maille à partir avec la censure et n'est pas un apparatchik. Elen Klimov n'a pas pour autant les yeux tournés vers l'Occident. Slavophile, sans doute croyant, il rêve d'un retour aux valeurs traditionnelles : entraide, pitié, chaleur humaine, qui auraient été celles de la communauté villageoise de jadis.

« Des raisons subjectives »

C'est un choix curieux pour un tel poste, car l'intéressé n'a guère le profil d'un « chef ». Mais il a été bien accueilli par les cinéastes de la nouvelle génération, qui reconnaissent volontiers son originalité et son talent.

L'entrée d'Alexei Guerman dans la direction collective de l'Union des cinéastes va dans le même sens. Plusieurs de ses films ont été retenus par la censure. *Mon ami Ivan Lauchine* (1983) mourait, dans un style très elliptique et parfois obscur, la misère des années 30 dans une petite ville de province. Il n'a été diffusé qu'en 1985 à la demande, dit-on, de M. Gorbatchev lui-même. *Contrôle routier*, réalisé en 1971, n'a été diffusé qu'il y a quelques mois. Ce film de guerre échappé au manichéisme du genre. Les Allemands n'y sont pas des monstres, les partisans ne sont pas des imbéciles dans leurs rangs, les gens simples y apparaissent ballottés par des événements dont ils ne comprennent pas le sens.

L'élection de personnalités telles que Klimov et Guerman à la tête de

l'Union des cinéastes est un événement aussi bien pour l'ancienne direction que pour le comité d'Etat au cinéma (Goskino), qui détient le véritable pouvoir dans la profession et a refusé leurs scénarios ou laissé dormir leur production dans les tiroirs. Le premier secrétaire sortant avait senti le vent et tenté de décambrer les critiques en reconnaissant ses torts : « Le secrétariat de l'Union n'a pas défendu avec suffisamment d'énergie les droits à la création des cinéastes, en particulier des jeunes réalisateurs, et a accepté que plusieurs films, malgré leurs grandes qualités artistiques, ne soient pas autorisés pendant des années pour des raisons subjectives », déclarait-il dans son rapport d'activité. Cette ultime autocritique ne l'a pas sauvé pour autant.

La prochaine élection est, sans doute, M. Ermach, le président du Goskino, depuis 1972. Le rôle de cet organisme central sera peut-être réduit au profit d'autres instances, en particulier les studios. Les cinéastes ont répété à profusion, lors de leur congrès, qu'ils souhaitaient une simplification des procédures par lesquelles un scénario est accepté puis réalisé. La réforme est, cependant, à double tranchant : jusqu'ici, une fois qu'un projet avait reçu l'imprimatur nécessaire, par la suite, après un va-et-vient incessant avec la censure, la responsabilité du réalisateur était dégage. On lui demandera, désormais, peut-être des comptes *a posteriori*, comme cela se fait de plus en plus au théâtre. L'auto-censure serait alors plus efficace que la censure elle-même.

Les « fans d'Angélique »

La *Komsomolskaja Pravda*, quotidien censé s'adresser à la jeunesse, s'indignait le 16 novembre dernier du succès de films étrangers tels que *Angélique marquise des anges*. Le journal publiait la lettre d'une certaine Natacha, âgée de dix-sept ans

et habitant Moscou, qui avait vu ce film huit fois et fondé un club de « fans d'Angélique ». La *Komsomolskaja Pravda* tempérait : « Aujourd'hui le public ne va au cinéma que pour se divertir. » Le quotidien opposait le cinéma occidental - qui ne cherche, selon lui, que l'évasion et l'effet facile - au cinéma socialiste « qui ne veut pas détourner l'attention de la réalité ». Le problème est cependant que les « bons » films soviétiques sont souvent projetés, selon la *Komsomolskaja Pravda*, « devant des salles vides ». L'engouement pour les films étrangers « futilles », la concurrence de la vidéo, sont autant de défis pour les responsables. Le remaniement à la tête de l'Union des cinéastes s'explique peut-être ainsi : un veut présenter désormais des hommes moins simplistes pour défendre les mêmes idées.

Le héros doit être plus complexe et le tableau de la société soviétique moins idéalisé. Mais on ne montrera en définitive les défauts du système que dans la perspective de son amélioration. « Il ne faut pas protéger le spectateur contre les difficultés et les inquiétudes de notre temps. L'art doit faire réagir, éveiller dans l'individu l'esprit civique et le sentiment de ses responsabilités vis-à-vis du destin de son pays et de la société », déclarait ainsi au congrès le metteur en scène museur Metelkin.

Certains tabous s'estompent, notamment en ce qui concerne la foi religieuse ou les souffrances endurées par la population dans le passé, mais le cinéma soviétique a toujours pour but de former une conscience sociale, de développer le sentiment d'appartenance à une collectivité. La formule de Racine selon laquelle « la principale règle est de plaire et de toucher » n'est pas près d'être acceptée ici.

DOMINIQUE DHOMBRES.

à travers la France

MONTPELLIER
- *Ons : parcours d'un mythe.* Musée Fabre. Du 15 juillet au 21 septembre.
NÎMES
- Francis Picabia (rétrospective). Musée des beaux-arts. Du 7 juillet au 15 septembre.
PERPIGNAN
- Jean Dubuffet. Ecris, images. Musée Hyacinthe-Rigaud. Du 7 juillet au 15 septembre.
TOULOUSE
- Le mégalithisme en Midi-Pyrénées. Musée Saint-Raymond. Jusqu'au 31 août.
- Tabac, miroir du temps (objets pour fumeurs). Musée Paul-Dupuy. Jusqu'au 15 septembre.

SÈTE
- Les peintres nauts britanniques. Musée Paul-Valéry. Été.
VILLEFORT
- Parvire Curie (sculptures, tapisseries, gouaches). Château de Castanet. Jusqu'à fin août.
VILLENEUVE-LÈS-AVIGNON
- Robots-sculptures : les machines sentimentales. Jusqu'au 6 août. Art vidéo : installations et environnements. Du 12 juillet au 6 août. Marionnettes et théâtre : la scénographie contemporaine dans le théâtre de marionnettes en Tchecoslovaquie. Du 1^{er} juillet au 10 septembre. CIRCA, La Chartrouse.

Nord-Pas-de-Calais-Picardie

AIRAINES
- Albert Gleizes. Anne Dangar (poteries réalisées à Moly-Sabata). Prieur. Jusqu'au 14 septembre.
AMIENS
- Alberto Burri. Maison de la Culture. Jusqu'au 13 juillet.
ARRAS
- Arras-Nemetecum (la vie d'une cité gallo-romaine). Musée des beaux-arts. Jusqu'au 18 août.
BERCK-SUR-MER
- Charles Roussel (1881-1938). Rétrospective. Musée. Juillet-octobre.
BOULOGNE-SUR-MER
- Francis Mockel. Gravures. Galerie « Les Pipots ». Du 21 juin au 26 juillet.
CALAIS
- Jochen Gerz. Œuvres sur papier photographique 1983-1986. Musée des beaux-arts. Jusqu'au 8 septembre.
- Zeimart ou les Délices de la contrainte. Galerie de l'ancienne poste. Du 20 juin au 27 septembre.
CHAUVY
- L'Amérique au temps de la statue de la Liberté. Musée national de la coopération franco-américaine. Château de Biencourt. Jusqu'au 13 octobre.
DOUAI
- Arnaldo Governatori. Paysages. Musée de la Chartrouse. Juillet-août.

DUNKERQUE
- Georges Braque. Œuvre gravé. Musée des beaux-arts. Du 2 juillet au 1^{er} septembre.
- Art et vidéo. Ecole régionale des beaux-arts. Du 27 juin au 28 juillet.
- Christoforou. Rétrospective. Du 20 juin au 20 septembre.
- Marie-France Nollet. Haïkumations traversières. Du 20 juin au 17 août. Musée d'art contemporain.
GRAVELINES
- James Ensor, l'œuvre gravé. Philippe Favier, Capitaine Coucou, gravures. Jean-Marc Scarrigh, gravures et sculptures récentes. Arsenal, salle de la prud'homie. Jusqu'au 7 septembre.
MARCO-EN-BARZÈUL
- Art déco 1920-1930. Fondation Septentrion. Jusqu'au 21 juillet.
SOISSONS
- Le Picardie, berceau de la France. 1500^e anniversaire de la bataille de Soissons. Centre culturel. Du 20 juin au 31 août.
VALENCIENNES
- L'académie de peintures et sculptures à Valenciennes au dix-huitième siècle. Musée des beaux-arts. Jusqu'au 28 septembre.
VILLENEUVE-D'ASCO
- Anna Barnes et Maria Dujardin. Roger Frazer. Régis Deparis. Jacques Mayeux. Donation Maurice Marinot (1882-1980). Musée d'art moderne. Jusqu'au 14 septembre.

Normandie-Bretagne

BIGNON (Morbihan)
- Ouverture du Centre d'art contemporain et du Parc de sculptures de Kerguelennec. A partir du 3 juillet.
BREST
- Langvikskar (1880-1920) : un archipel suédois près de Stockholm. Musée de la mer. Jusqu'au 31 août.
CAEN
- L'allégorie dans la peinture : la représentation de la charité au dix-septième siècle. Musée des beaux-arts. Du 27 juin au 13 octobre.
OIEPPE
- Edouard Pignon : Plongeurs et Dames du soleil. Château-musée. Jusqu'au 30 septembre.
ÉVREUX
- Hans Hartung. Musée de l'ancien évêché. Jusqu'au 15 septembre.
FOUGÈRES
- Le verre, art et industrie. Couvent des urbanistes. Jusqu'au 14 septembre.
LE HAVRE
- Les expositions internationales maritimes au Havre. (Les peintres des expositions de 1888 à 1887). Musée de l'ancien Havre. Jusqu'au 21 septembre.
- Max Schoendorf. Musée des beaux-arts. Du 26 juin à fin septembre.
HONFLEUR
- Hommage à Raymond Bigot (1872-1953). Sculpteur-animalier normand, jadis inconnu. Musée Eugène-Boudin. 5 juillet-30 septembre.
JOUY-SUR-EURE
- Troisième Biennale européenne de la sculpture. Centre d'art contemporain. Jusqu'au 21 septembre.
MORLAIX
- Charles Lapicque. Peintures et dessins. Musée des Jacobins. (Tapisseries et lithographies au château de Kerjean, an Saint-Vougy.) Du 10 juillet au 29 septembre.

PONT-AVEN
- Cent ans, Gauguin à Pont-Aven. Musée de Pont-Aven. Du 29 juin au 30 septembre.
QUIMPER
- Hommage à Jean Lasne (1911-1940). Musée des beaux-arts. Du 21 juin au 29 septembre.
RENNES
- De Bassano à Greuze : peintures italiennes et françaises des dix-septième et dix-huitième siècles du Musée des beaux-arts de Nîmes. Musée des beaux-arts. Jusqu'au 15 septembre.
TROUVILLE
- Aux bords de mer : 1830-1930. Galerie d'exposition du musée de Trouville. Jusqu'au 21 juillet.
VASCEUIL
- Michel Cury : huiles, aquarelles, gravures. Versures de Claude et Nicolas Morin. Château. Du 5 juillet au 2 novembre.

Pays de la Loire

ANGERS
- Les domaines de Jean Lurçat. Nouveau musée Jean-Lurçat et de la tapisserie contemporaine. Du 21 juin au 15 septembre.
- Miniatures indiennes. Musée Pincé. Jusqu'au 31 août.
CHOLET
- L'arche des musées (l'animal dans l'art). Musée des arts. Jusqu'au 15 septembre.
Fontevraud
- Poutres de l'imaginaire. Sculptures sur bois de Claude Bau (détenu de la centrale de Clairvaux). Abbaye royale de Fontevraud. Jusqu'à fin août.
LE MANS
- L'art et le sacré aujourd'hui. Abbaye de l'Épau. Du 4 juillet au 14 septembre.
- Giuseppe Penone. Sculptures. Musée des beaux-arts. Du 27 juin au 30 septembre.

- Mathurin Crucy (1749-1826), architecte nantais néo-classique. Musée Dobrée. Jusqu'au 17 août.
- Un siècle de réclames alimentaires. Château des ducs de Bretagne. Tour du Far à Cheval. Jusqu'au 14 septembre.
SAINT-ÉTIENNE
- Poids et mesures et vie régionale. Musée de l'Auditoire. Juillet-août.
LES SABLES-D'OLONNE
- Philippe Favier. Musée de l'abbaye Sainte-Croix. Du 5 juillet au 14 septembre.

Nous poursuivrons la suite de la publication des expositions d'été à travers les régions Ile-de-France, Poitou-Charantes-Aquitaine, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes dans le Monde daté 27 juin.

EXPOSITION
L'INSTITUT DE FRANCE
DANS LE MONDE ACTUEL
Les cinq Académies au service de la culture et de la recherche, un mécénat de tradition aux dimensions du monde moderne, un patrimoine artistique unique en France.
au Musée Jacquemart-André
158, BOULEVARD HAUSMANN, PARIS (8^e)
tous les jours de 11 h à 18 h, du 6 mai au 20 juillet.

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (7^e) - M^e Varenne
Jean CLAREBOUDT / Condition V
installation présentée dans les jardins du musée
tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 17 h 45
DU 18 JUIN AU 1^{er} SEPTEMBRE

IMAGINAIRE DE SEPT GRAVEURS POLONAIS
Biel
Gaj
Hauka
Karwacki
GALERIE ATELIER LAMBERT
62, rue La Boétie, 75008 Paris
45-63-51-52 (M^e Miromesnil)
JUSQU'AU 10 OCTOBRE
Kotkowski
Sepiel
Skorczewski

Galerie COARD
12, rue Jacques-Callot, 75006 Paris - Tél. : 43-26-99-73
Pierre LESIEUR
peintures, dessins et pastels
28 mai-6 juillet 1986

DERNIERS JOURS...

l'exposition
"La Planète Affolée"
est prolongée jusqu'au
6 juillet 1986
Centre
de la Vieille Charité
Marseille

THEATRE

Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.

Les salles subventionnées

OPERA (47-42-57-50), mer., ven., mar. à 19 h 30; dim. à 15 h; Samedi, jeu., lun. à 19 h 30; Don Quichotte; sam. à 19 h 30: la Bohème.
SALLE FAVART (42-96-06-11), mer., ven., lun. à 19 h 30: la Fille enchaînée.
COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15), mer., dim. à 14 h 30; jeu., lun. à 20 h 30: Un chapeau de paille d'Italie; mer., sam., dim. à 20 h 30: le Bourgeois gentilhomme; ven., mar. à 20 h 30: le Balcon.
CHAILLOT (47-27-81-15): clôture annuelle.

Les autres salles

ARCADIE (43-38-19-70) 20 h, dim. 18 h: Trois cases blanches (jusqu'au 28).
ATELIER (46-06-49-24) (D. soir, lun.) 21 h, dim. 15 h: Hot House.
BASTILLE (43-57-42-14) 21 h: Britannicus (jusqu'au 28); 20 h: le Téméraire des déesses (jusqu'au 28).
BOULEVARD (43-45-60-60) (Mer.) 21 h: Hérodote et Salomon (jusqu'au 29).
BOUFFES PARISIENS (42-96-40-34) (D. soir, L.) 21 h, dim. 15 h 30: Les Amoureux de Molière.
BOURVIL (43-73-47-84) (D., lun.) 22 h, sam. 16 h: Pas deux comme elle; 20 h 30: Un train comme vous venez.
CARTE DE LA GARE (42-78-52-51) J., V., S. 20 h: la Mort, le Moi, le Nerd (dém.); V., S. 22 h: la Nouvelle Cuisine (dém.).
CARTEPOUR DE LA DIFFERENCE (43-72-00-15) 21 h: le 25: Two Women, Two Cities; les 26, 29: Entertaining M. Sloane; les 27, 28: Black and White, the Cantaville ghost; le 30: The Fantasia.

dance: sam. à 18 h 30: Un jour l'un m'a dit, de C. Akerman; dim. à 18 h 30: Barbe-Bleue, café Muller; à vous de les demander à Rodolphe Raetz; Musique: jeu. à 20 h 30: Séminaire sur la composition.
THEATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-43): clôture annuelle.
THEATRE DE LA VILLE (42-74-22-77), mer., jeu., sam., dim. à 20 h 30: Tante Thérèse de Wuppertal; clôture annuelle à partir du 30.
CARRE SILVIA MONFORT (45-31-28-34), jeu., ven. à 20 h 30: Lectures spectacles: le Mariage secret; l'Ombre de la vallée; clôture annuelle à partir du 28.

CENTRE D'ANIMATION DE LA JONQUIERE (42-27-68-81) 21 h: Grains Grosses (jusqu'au 28).
CENTRE LATINO-AMERICAIN (45-08-48-28) (D. soir, L., mer.) 20 h 30, dim. 16 h: Cabaret de la dernière chance.
CENTRE MANDAPA (45-89-01-60) (D., L.) 20 h 30: Mort d'Orléans d'Ajmal.
CINQ DIAMANTS (45-80-18-62) 20 h 30: Pas d'extra pour Hamlet (jusqu'au 28).
CITE INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69) (D., lun., mar.) 20 h 30: Galerie: Antoine et Clotilde; Ressort (D., lun., mar.) 20 h 30: Scènes particulières d'une journée ordinaire; le 28, 20 h 30: Escapades de style.
COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (47-20-08-24) 21 h, sam. 18 h: L'Age de Monsieur est avancé (dém. le 28).
COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11) (D.) 21 h: Pail de carotte.
COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22) (D. soir, L.) 20 h 30, dim. 15 h 30: Chrys (dém. le 1^{er}).
CRUYTE SAINT-AGNES (47-00-19-31) (D., L.) 20 h 30: Phédra.
DECHARGES (42-36-00-02) (D. soir) 20 h 30, dim. 16 h: Potins avec Vicky Messia (dém. le 29).
ECOLE FLORENT (42-49-37-57), les 25 et 28 à 20 h 30: le Misanthrope.
EDOUARD-VII (47-42-57-49) (D. soir) 20 h 30, dim. 15 h 30: la Répétition (dém. le 29).
ESCALIER D'OR (45-23-15-10) (D. soir) 21 h, dim. 17 h: Histoire... d'aller au théâtre en la fin d'Othello (dém. le 29).
ESPACE GATTE (42-27-95-94) 22 h: Vieilles Camilles (à partir du 1^{er}).

ESPACE MARAIS (42-71-10-19) 20 h 30: Stefano (dém. le 28).
ESSAION (42-78-46-42) (D. soir, L.) 21 h, mer., sam. et dim. 17 h: la Nuit du 4 août; (D., L.) 19 h: Une Saison en enfer.
FONDACTION DEUTSCH DE LA MEURTRE (42-62-11-95) 21 h: Jeannette de la nuit (jusqu'au 28).
FONTAINE (48-74-74-40) (D.) 20 h 30, samedi + 18 h: les Mythes et le confessional; (D.) 22 h, sam. + 15 h 30: les Chansons de Madame Gille.
FORTUNE (43-56-76-34) 21 h, le 28: La même Soir.
GATTE-MONTMARTRE (43-22-16-18) (D. soir, lun.) 21 h, dim. 15 h: Monsieur les Ronds-de-cuir.
GALERIE 55 (45-26-63-51) (D., lun.) 20 h 30: The Fantasia.
GRAND HALL MONTMARTRE (39-53-42-79) 20 h 30: l'Ecole des méres (à partir du 1^{er}).
GUICHET-MONTMARTRE (43-27-86-61) (D., lun.) 21 h: Des oiseaux par les yeux; 19 h 30: le Dédale du silence (dém. le 28).
HUCHETTE (43-26-39-59) (D.) 19 h 30: la Cantatrice chauve; 20 h 30: la Loge; 21 h 30: les Mystères de Paris.
LA BRUYERE (48-74-76-99) (D. soir, lun.) 20 h 30, mer., dim. 15 h: la Volonte.
LUCCERNAIRE (45-44-57-34) (D., L.) 21 h, mer., lun. à 18 h 30: Pour Thomas (dém. le 28); 19 h: les Dées de l'amour; 20 h 45: Témoignages sur Balbyrg (dém. le 28); 22 h: Pas de balcon pour Kondo. Petite salle, 21 h 30: Si on veut aller par là; lun., mer., ven. à 18 h 30: Pardon m'oubliez pas.
MARIE-STUART (45-08-17-80) 20 h 15: Savage Love (dém. le 28); 22 h: Haute surveillance (dém. le 28); (D., lun.) 18 h 30: Téméraire en malice.

MECENE (42-77-40-25) (D., L., M.) 20 h 30: Gino.
MICHEL (42-65-35-02) (D. soir, lun.) 21 h 15, sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30: Pygmalion pour sûr.
MOGADOR (42-45-45-30) 21 h: le Grand Théâtre Kabuki (dém. le 29).
MONTMARTRE (43-22-77-14), Grande salle 20 h 45: le Veilleur de nuit (jusqu'au 28).
MUSEE DES ARTS DECORATIFS (42-60-53-14) 21 h: Enfant et roi (dém. le 28).
NOUVEAU THEATRE MOUFFETARD (43-31-11-99) le 28, 20 h 45, le 29, 15 h 30: l'Amour-Gott.
OEUVRE (48-74-42-52) 20 h 45: La maison d'opéra Régine (dém. le 28).
PALAIS DES GLACES (46-07-40-93) L. 21 h: Et Juliette (dém. le 28); IL 20 h: Speedy Baume (dém. le 28).
PALAIS ROYAL (42-97-59-51) (D. soir, L.) 20 h 45, dim. 15 h 30: Noces pas mesdames.
PARIS-VILLETTE (42-05-02-68) 21 h: les Trompettes de la mort (dém. le 29).
POCHE-MONTMARTRE (45-48-92-97) 21 h 15: la Fausse d'un face (dém. le 28).
SAINT-GEORGES (48-78-63-47) (D. soir) 20 h 45, dim. 15 h: Faisons un rêve (dém. le 29).
SPLENDID (48-74-42-52) 20 h 45: La maison d'opéra Régine (dém. le 28).
STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (47-23-35-10) 21 h, sam. 18 h: le Confort intellectuel (dém. le 28).
TAI THI D'ESSAI (42-78-10-79) L. du soir, sam. 20 h 30: l'Esprit des jours; IL Du soir, sam. 20 h 30: Fais ça. IL M. J. Van. 22 h 15: Bail à odds (dém. le 27).
THEATRE D'EDGAR (43-22-11-02) (D., L.) 18 h 30: Pensez-vous; 20 h 15: les Babas-cadras; 22 h, sam. 22 h et 23 h 30: Nous on fait on nous dit de faire.
THEATRE DE L'ILE SAINT-LOUIS (46-07-37-53) 20 h 30, sam. 18 h et 21 h 15: le Tambour (dém. le 28).
THEATRE DU BOND-POINT (42-66-70-80), Petite salle: 21 h: Homo (dém. le 28).
THEATRE DU TEMPS (42-55-10-88), 20 h 30, mer., jeu., sam.: Electre (dém. le 28); mer., ven.: Lystrata; (dém. le 27); le 28 à 18 h 30: Pape Ubu et Darius.
TINTAMARE (48-47-33-82) (V. dim., lun.) 18 h 30: le Voyage immobile; mer., jeu., sam., 18 h 30: Bouffonnerie d'été; (D., lun.) 21 h 30: Y a-t-il un ric dans la salle?; ven., 18 h 30: Buffo; 22 h 30: Phédra.
THEATRE DU TOURTOUR (48-47-42-40) (D., lun.), 18 h 30: Namouna; 20 h 30: Vite et mort de P. P. Pasolini (dém. le 28).
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40) (D.) 20 h 30: Arlette ou l'Age d'or.
VARIETES (42-33-09-92) (D. soir, L.) 20 h 45, mer., dim. 15 h 30: l'Age en question.

Les cafés-théâtres
AU REC FIN (42-96-29-35) (D.), 20 h 15: Tobi-Bahut 2; (Mer.) 21 h 45: En manches de chanteur; (L.) 23 h: Ranc d'essai des jeunes; (L.) 23 h: Drôle de l'erm.
BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84) (D., L.) 20 h 15 + sam. 18 h 30: Arech = MC2; 21 h 30: les Démones Loukes II; 22 h 30: l'Effluve des blé-vous; IL 20 h 15 + sam. 24 h: les Sacrés Monstres; 21 h 30: Sauvez les bêtes femmes; 22 h 30: les Pieds nickelés.
CAFE D'EDGAR (43-20-85-11) (D.), L. 20 h 15 + sam. 22 h 45: Tien voilà deux bouffins; 21 h 30: Mappemonde d'homme; 22 h 30: Ordes de secours; IL 21 h 30: le Chronomètre des châtiments; 22 h 30: Elles nous veulent tuer; IL 20 h 15: Pierre Salvadori.
DOMINO (43-37-43-51) (L., L.) 21 h 45: l'En si pas; 22 h 30: Viol à la tire.
LECOURE (45-42-71-16) (D., L.), 20 h 30: La vie est un grand toulou; lun. 21 h: R. Rouvrou com.; 22 h: J.-P. Réginal (jusqu'au 28); lun. 23 h: Et puis après ce jour.
ESPACE MARAIS (42-71-10-19) (D., L., Mer.), 18 h 30, dim. 20 h: Ça va, ça vient.
GRENIER (43-80-68-01) (D., L., Mer.), 18 h 30: D. and J. Memories; (D.), 20 h 15: Moi le crapote, mes parents meurent; 21 h 30 + sam. 24 h: Nos dévies font descurer; 22 h 30: Fidèle décadence.
TINTAMARE (48-87-33-82) (D., L.), 20 h 15: Ça swingue dans les cavernes; 21 h 30: Y a-t-il un ric dans la salle?; mer., mer., sam. 18 h 30: le Voyage immobile; sam. 18 h: la Timbale; 22 h 30: Phédra.

RENAISSANCE
28, Bd St Martin (Stasbourg St Basile)
LE CAPITAINE FRACASSE
42.08.18.50

MAISON DES ARTS ET DE LA CULTURE DE CRETEIL

30 septembre, 1er octobre 86

ASSAI

chorégraphie Dominique Bagouet
10, 11, 12 octobre 86

LE CRAWL DE LUCIEN

chorégraphie Dominique Bagouet
14, 15, 16 octobre 86

AUJOURD'HUI SIMON CREME DE JOUR

chorégraphie Michel Kélémanis

CENTRE GEORGES POMPIDOU

6 ou 9 novembre 86

PARCELLE DE CIEL

chorégraphie Susan Buirge

THEATRE DE LA VILLE

1er, 2 décembre 86

CODEX

chorégraphie Philippe Découffé
3, 5, 6 décembre 86

PUDIQUE ACIDE EXTASIS

chorégraphie Mathilde Monnier / Jean-François Ouroure

NEW MORNING

12 décembre 86

DANSE RECITAL III

MAISON DES ARTS ET DE LA CULTURE DE CRETEIL

9 ou 21 janvier 87

TITRE NON DETERMINE

chorégraphie Maguy Marin
16 ou 21 janvier 87

ATTILA ET NANA

chorégraphie Claude Brumachon
27 janvier ou 1er février 87

MEMOIRE GOLEM

chorégraphie Elinor Ambash
6 ou 11 février 87

TUNNELS

chorégraphie Jacques Patarozi

CENTRE GEORGES POMPIDOU

18 ou 22 mars 87

CITE

chorégraphie Jean-Marc Matos
26 ou 29 mars 87

ANTIQUITES

chorégraphie Georges Appaix

THEATRE DE PARIS

19 ou 21 mai 87

PICCOLI OU LE REVE D'YVAN PITTS LOUPS

chorégraphie Josette Baliz
19 ou 21 mai 87

LES BORDS DE L'HYMNE

chorégraphie Clo Lestrade
dates à déterminer
Jeune Ballet de France

GRANDE HALLE PARC DE LA VILLETTE

22, 23 mai 87

COPERNIC OPERA F 6

chorégraphie Kikina Crémons

THEATRE DE LA DANSE CONTEMPORAIN

USA LANGUAGE

Prenez l'accent américain

L'anglais tel qu'on le parle en Amérique

Stages d'été: juin - juillet - août

Sessions 2 semaines

Petits groupes

Professeurs Américains

COUNCIL

Centre Franco-Américain
1, place de l'Odéon, 75006 Paris
Tél: 46 34 16 10

Vous préparez un voyage à l'étranger, vous êtes lycéen, étudiant, homme d'affaires et vous souhaitez apprendre à parler et comprendre l'américain?

SESSIONS INTENSIVES DE JUILLET A L'AMERICAN CENTER

AMERICAN CENTER

261, Bd Raspail - 75014 PARIS - REP. DENFERT-ROCHEBEAU - TEL: (01) 43 55 21 50

DERNIERE LE 28 JUIN

Théâtre des Amandiers Nanterre

Quai ouest

de Bernard-Marie Koltès

Mise en scène de Patrice Chéreau

Location: 47.21.16.81 - 3 FNAC - Par MINITEL: 36159177 code MATIC
Navette RER Nanterre-Université • Théâtre - Librairie - Restaurant sur place

ORCHESTRE DE PARIS

Le programme 1986/87 est paru!

Alors que la saison 1985/86 de l'Orchestre de Paris vient à peine de s'achever, le programme complet de la saison 1986/87 est publié dès aujourd'hui. Pour le recevoir gratuitement, il suffit de téléphoner au 45.63.07.40 ou d'écrire à:

Orchestre de Paris-Abonnements - 252, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris.

Une précision importante: les abonnements et réservations sont déjà ouverts pour la totalité des concerts du calendrier.

ORCHESTRE DE PARIS
Directeur Daniel Barenboim

THEATRE

LA NUIT

UN FILM DE GOLD

VOTRE CE 80

DESSIRER

هذا من الامتحان

THEATRE

En région parisienne

AULNAY-SOUS-BOIS, Espace Jacques-Prévert (48-68-00-22), les 26, 27, à 14 h 30 : *Charlotte la gourmande*.
BOUGIVILLE, Musée V.-Toussaint (45-77-87-12), le 28 à 17 h : G. Rabel (Chaplin, Lian).
CHARENTAIS, Châteaux (44-58-29-90), le 28 à 17 h : Quasimodo.
CLICHY, Théâtre Daubouff (47-39-28-58), le 28 à 21 h : Afo Reggae.
CHEVREUSE, Gymnase (30-52-02-27), le 27 à 21 h : A Chorus Line.
ISSY-LES-MOULINEAUX, Bateau Galois (45-54-76-16), 21 h : le 25, Suspendez le 26 : *Scribe Buzel*.
ELANCOURT, Centre culturel de la Vierge (30-50-51-70), 20 h 30 : le 25 : Quasimodo ; le 27 : J.-F. Paillard (Mozart).
LAGNY, Eglise (64-34-90-11), le 30 à 21 h : *Réclat d'orgue*.
MAISONNAIS-ALFORT, Th. Cl.-Dehery (43-75-72-58), le 26 à 21 h : Jean-Louis Aubert et Co.
MONTEUIL, salle Berthelot (48-58-65-33), du 25 au 28 à 21 h : le 29 à 16 h : La Goutte ; le 1^{er} à 21 h : *Toujours quelque chose l'arbre* - *Amélioration du Conservatoire* (48-73-18-45), le 26 à 20 h 30 : *Chorale de l'Est parisien* (G.-M. Boyer, dir.).
MARNE LA VALLÉE, Théâtre de verdure, Torcy (60-17-50-53), 21 h : le 26, *Dixie Duck* ; le 27, *Rabouille* ; le 28, B. Derrière ; le 29, *Groupes locaux amateurs*.
NANTERRE, Th. des Amateurs (47-21-18-81), 20 h 30 : *Quasi Ours* (jusqu'au 28).
NEUILLY, Théâtre (47-45-75-80), les 26, 27 à 14 h : les *Fourberies de Scapin* - *Abélard* (46-34-03-83) (D., L., M.), 20 h 30, dim. 16 h : *Tuons sans pitié*.
PANTIN, Chapelle, place de l'Eglise, 22 h : le 27, *Festival Reggae*, *Ours d'Or* ; le 28, *Festival Salsa*.
PALAISEAU, La Mare au diable (60-14-31-19), les 27, 28 à 20 h 30 : le 29 à 15 h : *Pochette*.
PAVILLONS-SOUS-BOIS, Espace des arts (48-48-10-30), le 27 à 20 h 30 : *Gala de danse M. Olivier*.
RUNGIS, Centre culturel (45-60-54-33), le 27 à 21 h : *Soirée Paroisse*.
LES ULIS, CCM (69-07-65-53), le 28 à 17 h : *Cocktail Light Music*.
VERSAILLES, Palais du Grand Trianon (39-50-71-18), 21 h : le 26, *Phédre* ; le

27, *Hercule* - *Château*, le 26 à 20 h : N. Young - Th. Montandier (39-50-71-18), le 26 à 21 h : *Ensemble orchestral de Paris* (Bach).
VINCENNES, Châteaux (43-28-15-48), les 28, 29 à 18 h 30 : *Douglas, Mémoire de pierre*.
Music-hall
CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-27), 21 h : *Chansons françaises* ; *Jeux, vent, man.*, 19 h : le *Rat dans la cour*.
DIX-HUIT THEATRE (42-26-47-47), jusqu'au 28, 21 h, et le 29, 16 h : S. Aubry.
LUCERNAIRE (45-44-57-34), le 28, à 15 h : *Adrienne* ; à 20 h : C. Vence chante Boris Vian.
PIGEON DE LA BUTTE (42-62-57-95) (D., L.), 22 h : P. Pichet, *Rachet*.
TROTTORS DE BUENOS-AYRES (42-33-58-37), les 25, 26, à 22 h ; les 27, 28, à 21 h et 23 h : O. Pina Quintana ; le 26, à 19 h : *Set Voci*.
VINGTIEME AET (43-49-33-16), 20 h 30, le 25 : D. Mac ; le 26 : M. Robine ; le 27 : J.-L. Blaise ; le 28 : S. Evans ; le 29, à 17 h : E. Kibaro.

Opérettes, comédies musicales

DEJAZET (48-87-97-34) (L.), 20 h 30, dim. 16 h : *La Petite Boutique des horloges*.
GYMNASIE MARIE-BELL (42-46-79-79) (D., L.), 20 h 30 : *Lady Day*.
GREVIN (42-46-64-47), 21 h : *Tout un homme*, *Maison à vendre* (dern. le 28).
THEATRE DE PARIS (42-78-19-54), le 25 à 20 h 30 : la *Farce de Maître Pathelin* ; le 26 à 20 h 30 : la *Parade des chais*.
RENAISSANCE (42-09-18-50) (D., M., soir) 20 h 45, mer. à 15 h : le *Capitaine Fracasse*.

THEATRE ESSAIEN
LA NUIT DU 4 AOÛT
 Texte et mise en scène de ALAIN RAIS
 avec PIERRIK MESCAM
 du 4 juin au 5 juillet. Réserv. tel. 42-73-46-42

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 25 JUIN
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : N. Magaloff (Chopin).
Ranelagh, 20 h 30 : la *Cantabile di Matrimonio*, opéra de Rossini, mise en scène : C. Nivard, dir. musicale : C. Mory (jusqu'au 27).
Théâtre Grévin, 21 h : *Maison à vendre*, L'homme-orchestre, opéra de N. Dalayrac (jusqu'au 29).
Eglise Saint-Séverin, 20 h 30 : H. Schuette, J.-L. Serre (Alain).
Sorbonne, amphithéâtre Richelieu, 20 h 30 : W. Molin (vocal).
Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : *Art Antique de Paris* (Musique au temps des croisades).
Maison des Cultures du Monde, 21 h : *Musiques, chants et danses traditionnels des juifs d'Ethiopie*, Kurdes, Boukharins et Hassidiques.
Eglise Saint-Louis en l'Île, 21 h : *Orchestre J.-L. Petit* (Bach, Vivaldi).
Table verte, 22 h : A. Gazarian, D. Barov (Mozart, Beethoven, Schostak) (jusqu'au 28).

JEUDI 26

Théâtre des Champs-Élysées, 19 h 30 : Don Giovanni, opéra de Mozart, mise en

FESTIVALS

Festival de l'Île-de-France

(47-23-40-84)
SAVIGNY-LE-TEMPLE, Grange de la Prévalle, Eglise, le 26 à 18 h : *Orchestre Pro Arte de Paris* (R.P. Chouteau, dir.).
FONTAINEBLEAU, Châteaux, le 29 à 19 h : *Ensemble de Paris* (J.-P. Walz, dir.).

XXIII^e Festival du Marais

(48-87-74-31)
Centre culturel Wallonie-Bruxelles (D.), 20 h 30 : les *Exaltés*.
Cirque d'Étival, le 25 à 21 h : la *Camérata de Versailles* (Mahler, Schreker, Strauss, Schönberg) ; le 27 à 21 h : les *solistes de l'Orchestre de Paris*.
Hôtel d'Amboise, le 26 à 21 h 15 : E. Gny-Kommer (Wolf, Mahler, Strauss) ; (D.), 26, 21 h 30 : la *Tour*.

soirée : J.-P. Ponnelle, dir. : D. Barov.
Sainte-Chapelle, 20 h 30 : *Chans et orchestre* F. Poulenc (Fauré, Franck, Poulenc).
Théâtre Grévin, 21 h : voir le 25.
Maison des Cultures du Monde, 21 h : voir le 25.
Ranelagh, 20 h 30 : voir le 25.
Cité internationale des Arts, 21 h : H. W. Erdmann (Bach, Erdmann, Jagard, Lippé).
Eglise Saint-Georges, 20 h 30 : Ensemble vocal et instrumental Saint-Georges (Mozart, Purcell).
Centre Beethoven, 20 h 30 : R. Dengra, M. Mandelstam (Brahms, Liszt, Schubert).
Table verte, 22 h : voir le 25.
Eglise luthérienne de Saint-Jean, 20 h 30 : la *Cantate de Monteverdi*, dir. : J.-M. Jallaud (Petite messe solennelle, de Rossini).
Eglise Saint-Louis en l'Île, 20 h 30 : G. Funet (Vivaldi, J.-S. Bach, Mozart).
VENDEMI 27
Feytaud, 20 h 30 : *Novel Orchestre philharmonique*, chefs de Radio-France, dir. musicale : M. Ramin, avec M. Cabellé (Gluck, Armand).

Eglise Saint-Merri, 20 h 45 : R. Scholberg, Ph. Hersen, O. Forot (Bach, Rodrigo, de Falla, Tarega).
Jeune Public, hôtel de Marie, 14 h 30 : le *Petit Samourai* (jusqu'au 28) ; à partir du 30 : *Bon voyage*.
Animations, place du Marché Ste-Catherine, le 26 à 19 h 30 : *Quimbaya* ; le 27 à 19 h 30 : la *Vie juive en chanson* ; le 26, 27 à 20 h 30 : *Angoisse, j'éclate de rire*.

Festival de la Butte Montmartre

(42-54-87-03)
Arènes de Montmartre, 14 h 30 : les exploits du marimbo *Gauwain* (jusqu'au 28) ; à partir du 30 : le *Seigneur des anneaux* ; à 21 h 30 les 26, 27, 28 : la *Belle et la Bête*, *Pas oublié* ; à partir du 29 : *Angoisse, j'éclate de rire* ; le 29 à 19 h : *Trio baroque* (Vivaldi, Bach, Telemann, Ortiz).

Festival de la Foire Saint-Germain

(43-29-12-78)
Coeur de l'Île des Mousquetaires, 21 h 30 : On ne badine pas avec l'amour.
Salle du Moussy, les 27, 28 à 19 h 45, le 1^{er} à 22 h, le 29 à 15 h : *A quoi rêvent les jeunes filles* ?

Festival antillais

de Saint-Denis
 (45-83-46-31)
Fort de l'Est, 20 h 30 : le 27, *Soirée Zouk* ; le 28, J. Bernabé, Kati, Servil.
Palais des Sports, le 26 à 20 h 30 : Malavoi.

Festival de la Goutte-d'Or

(42-23-42-28)
Sous chapiteau, 20 h 30 : le 25 : *Love Nelson*, Amen Del ; le 26 : F. Bebey et Fils, R. Rai ; le 27 : Azikmen, Sapho ; le 28 : El Bechara.

Jazz dans la ville

(42-77-19-90)
Olympie, le 26 à 20 h 30 : M. Petruccioli et H. Texier Quartet.
Arbous de Luchie : le 27 à 18 h 30 : Quartet M. Van der Elch, S. Gruppelli Trio.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : A. Brendel (Beethoven, Mozart).
Eglise Saint-Louis en l'Île, 21 h : voir le 25.
Théâtre Grévin, 21 h : voir le 25.
Ranelagh, 20 h 30 : voir le 25.
Table verte, 22 h : voir le 25.
Eglise Saint-Jean-le-Pauvre, 20 h 30 : R. Grévin (Purcell, Sor, Villa-Lobos, Henze).
Temple de Fontenay, 21 h : Duo M. Garau, F. Millet (Schubert, Scarlatti, Brahms, de Falla).

SAMEDI 28

Théâtre des Champs-Élysées, 19 h 30 : voir le 26.
Eglise Saint-Merri, 21 h : *Octave Vocal Elia Concert* (Purcell, Byrd, Dowland).
Eglise Saint-Louis en l'Île, 21 h : voir le 25.
Table verte, 22 h : voir le 25.

DIMANCHE 29

Théâtre Grévin, 21 h : voir le 25 (dernière).
Eglise Saint-Merri, 16 h : T. Paracichew, B. Natorp, A. Girard (Schubert, Mahler).
Chapelle de la Salpêtrière, 16 h 30 : M. Tison (orgue).

MARDI 1^{er} JUILLET

Eglise Saint-Jean-le-Pauvre, 21 h : T. Schott (Comparé, Scarlatti, Bach).
Eglise Saint-Séverin, 21 h : A. Queffelec (Beethoven).
Espace Elras, 19 h : P. Lerebourg (Schubert).

Jazz, pop, rock, folk

BAINS (48-87-01-80), 22 h, à partir du 30 : S. Yasuki.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30, du 25 au 27 : *Royal Tencopians*, à partir du 28 : M. Saury Jazz Music.
CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24), le 25, à 23 h : *Groupes Paris-Rhône*, 22 h 30, du 26 au 28 : T. Fock.
DUNOIS (45-84-72-00), 20 h 30, les 27, 28 : G. Marais, Y. Robert, P. Villard, J. Mahieux ; le 29 : F. Tugues, N. Mac Ghie.

LA FÊTE DU CINÉMA

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
 Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
 du 11 h à 21 h sans dimanche et jours fériés
 Réservation et prix préférentiels avec Le Club

PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES - GAUMONT HALLES - GAUMONT OPÉRA
PARNASSIEN - SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS - ESCURIAL PANORAMA - ENTREPOT

UN FILM DE CHANTAL AKERMAN

GOLDEN EIGHTIES

DELPHINE SEYRIG / MYRIAM BOYER / FANNY COTTENÇON / LJO / PASCALE SALKIN
CHARLES DENNER / JEAN-FRANÇOIS BALMER / JOHN BERRY / NICOLAS TRONC

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. • prix moyens des repas - L. H. • ouvert jusqu'à... heures

DINERS		RIVE DROITE	
ARMAND 6, rue du Beaulieu, 1 ^{er} (Palais-Royal) F. sam. midi et dim.	Dans un cadre et belle vue sur le VIV. à 10 m. de la Seine. Menu 120 F. Accueil j. 1 h de matin. Rez-de-chaussée. Tél. 42-40-05-11.	CAVEAU FRANÇOIS-VILLON 64, rue de l'Arbre-Sec, 1 ^{er} 42-36-10-92	Caves du XV ^e D ^e . soup. j. 24 h, soirée animée par troubadours. Populisme d'artistes. Eau et vin de qualité, cuisine fraîche à la française. F. dim. midi. PMR : 130-180 F.
DIEMER 3, rue Champollion, 9 ^e Tél. : 46-33-12-12	Nouveau décor. Cuisine traditionnelle : spécialités OROCHKA, SMARODNNIK, caviar « OROCHKA ». Menu : 75-110 F. et carte grand choix de VODKA. Dîner aux chandelles. Musique.	LE SARRADIS F. sam. midi, dim. 2, rue de Vienne, 9 ^e 45-22-23-62	Déjeuner, dîner j. 22 h. Cuisine traditionnelle. CASSOLET, CONFIT, FOIE GRAS, CEPES, MORILLES. Menu 170 F. l.c. avec spécialités. CARTE 170/190 F.
PAGODA 50, rue de Provence, 9 ^e 48-74-81-48	Spécialités chinoises. D ^e , dim. T.L.J. jusqu'à 22 h 30. • Un des meilleurs endroits de Paris •, Gailli et Millau. • Cambridge et grande cuisine •. Figure Magazine.	TY COZ 35, rue Saint-Georges, 9 ^e 48-78-42-95	NOUVEAU TY COZ à LYON (1^{er}) , 15, rue Royale. Fermé dimanche et lundi. 78-27-36-29. MEMES SPÉCIALITÉS DE POISSONS, CRÊPES, GALETTE. J. 22 h.
CLOSERIE SARRADIS 94, bd Diderot, 12 ^e	Tous les jours 43-46-68-07	SPÉCIALITÉS DU PÉRIGORD Déjeuners d'affaires - Dîners - Salons pour groupes	
PALAI DU TROCADÉRO 7, avenue d'Eylau, 16 ^e	47-27-05-02 Tous les jours	Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor féerique. Cuisine faite par le patron. Service et livraison à domicile. Plats à emporter. Air conditionné.	
EL PICADOR 80, bd des Capucines, 17 ^e 43-87-28-67	F. dim. midi, 42-27-88-44	D ^e , dîner j. 22 h. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Zermela, gambas, bœuf, calamars, tarta. Environ 145 F. Formule à 79,50 F. l.c. avec spécialités.	
ANNICK & FRANÇOIS VALLOT à MONTENAY 75, av. N ^o 17	42-27-88-44	Dans leur nouveau décor Napoléon III. Ses produits de 1 ^{er} qualité. Cuisine personnalisée. Déjeuners, dîners aux chandelles. Terrasse. F. dim. soir et lundi.	
RIVE GAUCHE		RIVE DROITE	
LA MAHARAJAH 72, boulevard Saint-Germain, 5 ^e T.L.J.	43-34-36-07	J. 23 h 30. SPÉC. INDIENNES, PAKISTANAISES à Brian. Tandori. PRIX RAI 84 ; meilleur curry de Paris. GRILL DOR 86 ; de la gastronomie indienne.	
LE JOCKEY 127, bd du Montparnasse, 6 ^e	46-34-23-00	Déjeuner, dîner. Tous les jours jusqu'à 2 heures du matin. Fête gras. Poissons. Huîtres toute l'année. Plats traditionnels. PARKING en sous-sol (sortie rue du Chevreuil).	
CHEZ FRANÇOISE Aldrege des Invalides, 7 ^e F. dim. soir et lundi	47-05-49-03	MENU PARLEMENTAIRE à 95 F. l.c. PARKING ASSURÉ DEVANT LE RESTAURANT : FACE AU N ^o 2, RUE FABER.	

SOUPERS APRÈS MINUIT

DESSIRIER T.L.J. 42-27-82-14
 9, place Faurie
 LE SPÉCIALISTE DE L'HUITRE
 POISSONS, SPÉCIALITÉS, GRILLADES.

LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION - LA PROFESSION CINÉMATOGRAPHIQUE ET LE CENTRE NATIONAL DU CINÉMA PRÉSENTENT

La fête du Cinéma

JEUDI 26 JUIN

PASSEPORT POUR UNE JOURNÉE

FESTIVAL DE BERLIN 86

PRIX DU PUBLIC - PRIX DE LA PRESSE INTERNATIONALE

A Naples... la mort à le nom d'une femme

CAMORRA

UN FILM DE LINA WERTMÜLLER

Service tous les jours de 19 h à 2 h du matin.

FLO
 7, cour des Petites-Écuries Paris 10^e
 Réservation : 4270.13.59

Julien
 16, rue du Fg-St-Denis Paris 10^e
 Réservation : 4270.12.06

Ce soir, venez savourer la cuisine et l'ambiance de vraies Brasseries Parisiennes aux décors authentiques et décalés que les grands restaurants ne sont pas toujours rivaux. Alors, soupez fête !

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre numéro du samedi daté dimanche-lundi.

Mercredi 25 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

19 h 50 Football : Coupe du monde. Demi-finale, commentaires de Thierry Roland et Jean-Michel Larqué.
20 h 45, tirage du Loto pendant la mi-temps.
21 h 50 Concert. Symphonie n° 4 en sol majeur, de Mahler.
23 h Journal.

En cas de prolongation du match, le programme serait ainsi modifié : 22 h 35, Concert ; 0 h 5, Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Téléfilm : La Star et le milliardaire. De David Lowell Rich. Avec Robert Mitchum, Virginia Madsen, Fritz Weaver.
22 h 5 Magazine : Sexy folles.
23 h 5 Série : Mael. De Jackie Cooper (rediff.). Le franco-tirer.
23 h 55 Football : Coupe du monde. Demi-finale.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Variétés : La fête en France. Émission à l'occasion du Mai musical de Bordeaux. Réalisation A. Fédéric.
21 h 40 Magazine : Thalassa. De Georges Pernoud.
22 h 5 Journal.
22 h 55 Concert Mozart. A l'occasion du Mai musical de Bordeaux : Petite messe solennelle de Mozart, par l'ensemble Euro Armonico, direction D. Solomon. Messe en ut, par le Chœur et

L'Orchestre philharmonique des Communautés européennes, dir. J. Jaks.
0 h La clef des nombres et des tarots.

CANAL PLUS

21 h, Drôle de samedi, film de Ray Olan ; 22 h 30, Justice pour tous, film de Norman Jewison ; 0 h 25, Dead Zone, film de David Cronenberg ; 2 h 5, Série : Hollywood Blues.

LA « 5 »

20 h 30, Feuilleson : Feuilleson Road ; 21 h 25, Série : L'imposteur. Derrick ; 22 h 25, Magazine scientifique : Big Bang ; 23 h 20 à 3 h 10, rediffusions.

TV 6

20 h, Spécial fête de la musique, deux heures des meilleurs moments des huit heures de direct du samedi 21 juin ; 22 h, Play 4 ; 22 h 30, Cinéma : la Blonde et moi, film de Frank Tashlin (1956), avec Jayne Mansfield et de grands de l'histoire du rock'n'roll comme Fats Domino, Eddie Cochran, Gene Vincent, les Platters... En version originale sous-titrée.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Pour ainsi dire.
21 h 30 MANCA 86 à Nice (soirée Guy Rabied), deux éditions : Les quatre éléments et La naissance du verbe, avec J.-C. Fournier, piano.
22 h 30 Nuits magiques : La nuit et le moment ; les oiseaux.
0 h 10 De jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du studio 106, en coproduction avec Flamenco en France) : Cante Flamenco. Rancapino, canto ; Pedro Roman, guitare.
23 h Les soirées de France-Musique : Jazz-club.

Jeudi 26 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

14 h 35 Reprise : Coupe du monde (et à 15 h 35).
15 h 25 Quatre. En direct de Chantilly.
16 h 30 Documentaire : Les grandes aventures de l'Himalaya. De D. Conalle et M. Herzog (rediff.). Interview des premiers hommes à avoir gravi le sommet de l'Everest : une Chinoise et une Japonaise.
17 h 25 Feuilleton : La vie de Marianne (rediff.). Les mésaventures d'une lingère...
18 h 20 Les Matées.
18 h 25 Minijournal.
18 h 35 Feuilleton : Danse avec moi (rediff.).
19 h 10 La vie des Botes.
19 h 40 Cocorocoboy.
20 h Journal.
20 h 35 Questions à domicile : Jacques Toubon. Réal. Alexandre Tardieu.
21 h 30 INA : Nuits d'été. Une fin de soirée entièrement conçue par l'INA, qui présentera chaque jeudi ces résultats de ses recherches en écritures. Cette semaine, après un court essai de M. Gaumant sur palette graphique, on verra Journal de Patagonie, un voyage sentimental très écrit, narré par le fils de F. Compagnon, et une drôle de conversation avec une gendarme cognée sur le cinéma.
23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

14 h Magazine : Aujourd'hui la vie. Des livres pour les vacances : le dernier Sullizer (l'impératrice), de l'histoire (Charles VIII et le mirage italien, d'Ivan Cloude, la Cocagne, d'André Baret), du théâtre (le Prince et comédien, de Georges Rigou, Elle qui traversa le monde, d'Anne Delisle), du polar, du romanesque, etc.
15 h Sport : Tennis (en direct de Wimbledon). International de Grande-Bretagne.
18 h 30 Magazine : C'est la vie.
19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Le Journal du Mondial.
19 h 35 Le petit Boulevard illustré.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC). Assurance-vie : on peut enfin comparer.
20 h 35 Cinéma : les Sous-doués en vacances. Film français de Claude Zidi (1981), avec G. Marchand, D. Anteuil, G. de Caixat, H. Deschamps. Un canotier amoureux d'une fille qu'un chasseur de charme emmène à Saint-Tropez. Il se fait aider par ses copains pour la reprendre. La suite des Sous-doués. Bête et mialable.
22 h 10 Le magazine. Au sommaire : le corps humain en pièces détachées (les proches : contrairement à ce que l'on pourrait croire, un sujet rigolo) ; pas pas 100 balles (la manche dans le miroir) ; les films de l'exploit ; chroniques heureuses de la démodé ; deux-vingt-cinq payés ou avertisseurs.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

17 h 5 Reprise : Thalassa (diff. le 25 juin).
20 h 30 Journal.

17 h 30 Série : Martin arto-en-ciel.
18 h Émissions régionales.
18 h 55 Croqui soleil.
19 h Le « 19-20 » de l'information.
19 h 15 Actualités régionales.
19 h 55 Dessin animé : Les entrecroisés.
20 h 5 Les jeux à l'heure.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC).
20 h 35 Cinéma : la Terrasse. Film franco-italien d'Ettore Scola (1979), avec U. Tognazzi, V. Gassman, J.-L. Trintignant, M. Mastroianni, S. Reggiani, S. Sandrelli, C. Gravano. Au cours d'une réunion mondaine sur une terrasse de Rome, cinq intellectuels, qui ont atteint la cinquantaine, font le bilan de leur vie, de leur carrière. Autocritique assez amère des gens de cinéma et de télévision, de la presse et de la politique, où Scola s'engage personnellement. Les illusions perdues, les échecs, les rapports avec les femmes, sont traités avec un humour qui est la politesse du désespoir, une dérision qui fait vibrer la corde émotionnelle. Mise en scène et interprétation magnifiques.
23 h 10 Journal.
23 h 35 Football 4 étoiles. Portraits du footballeur Luis Fernández, capitaine du Paris-Saint-Germain, nouvelle (et coûteuse) recrue du Racing-Club de Paris. Sa femme, son entraîneur témoignent.
0 h La clef des nombres et des tarots.
0 h Prélude à la nuit.
0 h 10 Sébastien concert et sextet, de Jean-Philippe Rameau, par l'Orchestre de chambre Jean-François Poillard.

CANAL PLUS
14 h, Gids, film français de Just Jackin, avec A. Parilland, Z. Chauveau (1979) ; 15 h 35, la Folle histoire du monde, film américain de Mel Brooks, avec M. Brooks, M. Kahn (1981). En clair jusqu'à 20 h 35 ; 18 h, Série : Danche Days ; 19 h 55 (et 20 h, 20 h 30) Jeu : Météo ; 19 h 55, Variétés ; 20 h 19 h 45, Jeu : Tout va bien ; 19 h 55, Les trépassés ; 20 h 5 Jeu : Starquiz ; 20 h 35, David, Thomas et les autres, film franco-hongrois de László Szabó. Avec J.-L. Trintignant, J. Rochefort, F. Cottencin (1984) ; 22 h 20, Zombale, film américain de G. A. Romero, avec D. Emge, K. Forre, S. Reiniger (1978) ; 0 h 15, On rappelle Milady, film américain de R. Lester, avec O. Reed, R. Welch, R. Chamberlain (1975) ; 1 h 55, Série : Exploz à la mode.
LA « 5 »
7 h 30 à 18 h 45, rediffusions ; 18 h 45, Jeu : C'est beau la vie ; 19 h 30, Série : C'est la vie ; 20 h 30, Téléfilm : Un amour obstiné ; 22 h 20, Magazine : Mode, etc ; 23 h 20 à 3 h 10, rediffusions.
TV 6
14 h, Tonic 6 ; 17 h, Système 6 ; 19 h, NRJ 6 ; 20 h, Tonic 6 ; 22 h, NRJ 6 (rediff.) ; 23 h, Profil 6. Invité : Bryan Ferry.
FRANCE-MUSIQUE
20 h 30 Musique, mode d'emploi : comités et enchantements.
20 h 30 Écrit pour la radio : Joyeux anniversaire, de Vasile Alexakis. Avec H. Labèque, H. Poitrier, C. Camille, Y. Cloué.
21 h 30 Notes en marge : musique et fiction.
22 h 30 Nuits magiques : La nuit et le moment ; les oiseaux.
0 h 10 De jour au lendemain.
FRANCE-MUSIQUE
20 h 30 Concert (en direct du Grand Théâtre de Genève) : Falstaff, de Giuseppe Verdi, par l'Orchestre de la Suisse romande, chœurs du Grand Théâtre, dir. : Jeffrey Tate ; chef des chœurs : Paul-André Gaillard ; sol. : Roggero Raimondi, Alberto Rinaldi, Robert Gambill, Piero di Palma, Tullio Fane, Giovanni Follini, Daniela Dessi, Barbara Bonney, Carmen González, Benedetta Pochiolo.
23 h Les soirées de France-Musique : à 0 h 30, Brocé, nago.

VU

Malédiction

Soirée faste sur TF 1 mardi soir. Faste, entendons-nous. Le faste fut pour les yeux, car les invités, eux, touchaient au contraire à la misère humaine. Une histoire de paysans normands au siècle dernier et un reportage chez les coupeurs de canne bretonniers de nos jours. Deux mondes liés par une même réalité : la malédiction des paysans.
Faut-il repérer de Maupeissant revu par Santelli ? On ne dira jamais assez combien sa caméra magique fouille les choses et les êtres pour en tirer tout leur sens. Économie des gestes quotidiens, avatars des parcelles, et pourtant, tout est montré, tout est dit. Le père Arnabla (étonnant Fernand Ledoux) dans une lutte à mort avec sa bru Célestine (merveilleuse Geneviève Fontanel) ; le mépris dans un air fredonné, la haine dans une louché de soupe ! Du grand art.
Et puis cette misère omniprésente, inéluctable, où une pomme de terre chaude fait figure de luxe inouï et le vie d'une vache pièce aussi lourde que celle d'un homme. Misère retrouvée en écho dans le reportage qui e suivi. Vide Nova est un documentaire de Richard Copere, tiré du livre de Robert Linhart le Sucre et la faim sur la vie quotidienne des paysans de Pennsylvanie, du Nord-est britannique.
« La canne est comme une malédiction, répète un vieux paysan. Quand on est pauvre, on n'a qu'à mourir. » En effet, pour résister le miracle économique du « Grand Bréil », ce pays a tout sacrifié à la production de canne à sucre, source d'énergie pour l'industrie et les voitures à alcool. Or les plantations de canne ont envahi les terres des paysans, les marginalisant, les privant de leur terre, les obligeant à vendre leurs bras pour un salaire de misère. Et c'est le cycle infernal : malnutrition, maladie, mort...
ALAIN WOODROW.

EXPOSITION
EN SOUVENIR DU « POURQUOI-PAS ? ». — Le 16 juillet 1936, le Pourquoi-Pas ? quitte Saint-Malo pour sa dernière expédition polaire... En souvenir de cette aventure, le cité corsaire a prévu différentes manifestations auxquelles participent l'Islande et le Danemark. On remarque notamment l'exposition organisée par le musée de Saint-Malo sur la thème « Chacrot, l'aventure polaire ». Ouverte jusqu'à la fin du mois de septembre.
* Hôtel de ville de Saint-Malo, BP 147, 35408 Saint-Malo Cedex. Tél. : (09) 56-41-36.
EQUUS. — Durant la Festival équestre international qui se déroulera du 25 au 29 juin, à Fontainebleau, un salon de l'Antiquité et de l'art équestre sera consacré au cheval (dans la guerre, le sport, le jouet ou l'art). On pourra, entre autres, admirer deux tapisseries d'Aubusson (fin dix-huitième siècle et dix-neuvième), des porcelaines au point de Hongrie, une cuirasse de cavalier du Second Empire, une capeline de cavalier du dix-septième siècle, un chapeau turc du dix-huitième siècle, un mannequin cuirassier (1870), des bronzes de Pierre Charny, des portraits animaliers de Chantal de Crissey, des bijoux anciens sur le thème équestre.
* Hippodrome du Grand Parquet, route d'Orléans, 77300 Fontainebleau. Tél. : 64-22-44-35. Entrée gratuite dans l'enceinte du Festival équestre international.

GUIDE
FEMMES SEULES. — Les éditions du Puits Fleury viennent de publier un guide de cent pages à l'intention des femmes seules, qu'elles soient divorcées, veuves, séparées de droit ou de fait ou célibataires. Elles trouveront l'essentiel de ce qu'il faut savoir sur la protection sociale, la situation fiscale, les droits en matière de prestations familiales, pension alimentaire, retraite, logement et emploi, et aussi les formalités à accomplir pour faire valoir ces droits.
* Éditions du Puits Fleury, 22, avenue de Fontainebleau, 77850 Marcy. Prix : 60 F (joindre le règlement à la commande).
HISTOIRE
SUR LES TRACES DE VERCINGÈTOURX. — A pied, à cheval, à vélo ou en attelage, marcher sur les traces de Vercingétorix, c'est ce que propose l'Association bourguignonne de randonnée. Du 17 au 23 août, une randonnée sur le thème Bibrace-Aldois fera découvrir aux participants Bibrace (lieu d'élection de Vercingétorix) les sommets du mont Buvray et du Morvan. Ils traverseront le forêt morvandelle et l'Auxois, visiteront Samur, Aldois, le village médiéval de Flavigny, en empruntant des chemins millénaires.
* Renseignements, secrétariat Bibrace-Aldois, La Croix-Maillet 58140. Lormes. Tél. : 86-22-85-26 ou 86-30-14-31.

LE « FIGARO-MAGAZINE » CONDAMNÉ POUR DIFFAMATION

M. Max Clos, directeur de publication du Figaro, et le journaliste Jean-Louis Remilleux ont été condamnés, mardi 24 juin, dans trois jugements distincts rendus par la 17^e chambre correctionnelle de Paris, à 5 000 francs d'amende chacun pour diffamation envers le Comité européen de défense des réfugiés immigrés (CEDRI), l'association européenne Longo Mai et M. Lionel Rousseau, président de la Fédération nationale des radios libres.
Dans un article publié le 16 novembre 1985 dans le Figaro-Magazine sous le titre « La saga des Joux : encore plus à l'Est qu'à l'Ouest », M. Remilleux avait associé les activités des trois plaignants à celles du mouvement disons Action directe. La 17^e chambre correctionnelle, présidée par M^{me} Jacqueline Clavery, après avoir constaté le caractère diffamatoire de telles affirmations, observe que le journaliste « n'a fait valoir aucun fait justifiant de nature à établir sa bonne foi ».
Le tribunal a prononcé la condamnation des trois peines d'amende, mais les deux condamnés devront solidairement verser au titre des dommages et intérêts 3 000 francs au CEDRI, 5 000 francs à Longo Mai et 10 000 francs à M. Rousseau.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

PROUST

Trois nouvelles études proustiennes :
Henri BONNET : Les amours et la sexualité de Marcel Proust. 104 p., 48,15 F.
Jeanne CANAVAGGIA : Proust et la politique. 106 p., 75 F.
Roger PAULTRE : Marcel Proust et la théorie du modèle. 144 p., 98,44 F.
Chez votre libraire ou envoi franco : A.-G. NIZET.
3 bis, place de la Sorbonne, 75005 PARIS.

Le Monde
PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

EN BREF

ANIMATIONS

SAINT LAURENT, OUBUFFET ET MICKEY. — « Art déco jeunes » propose, durant les vacances, une série d'animations pour les enfants de sept à douze ans : le 2 juillet, « Louvre y est-tu ? » (jeu de piste extérieur) ; le 3 juillet, « Les Arts déco de haut en bas » ; le 4 juillet, « Dormir ou l'histoire du lit » (parcours à travers les collections permanentes du musée) ; le 6 juillet, « A vos miroirs » (intervention du personnel et du public) ; le 10 juillet, « Rendez-vous avec Bécassine, Mickey et les Schtroumpfs au département des jouets » ; le 11 juillet, « Yves Saint-Laurent » (exploration du Musée des arts de la mode) ; le 16 juillet, « Une chocolatière raconte son histoire » ; le 17 juillet, « Oubuffet sans secret » (découverte de la donation Oubuffet) ; le 18 juillet, « Du bon, du bois, du buffet » (jeu de piste pour découvrir les plus beaux meubles du musée).
* Inscriptions et renseignements : Musée, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, 75001 Paris, 42-60-32-14, poste 975.

EXPOSITION
EN SOUVENIR DU « POURQUOI-PAS ? ». — Le 16 juillet 1936, le Pourquoi-Pas ? quitte Saint-Malo pour sa dernière expédition polaire... En souvenir de cette aventure, le cité corsaire a prévu différentes manifestations auxquelles participent l'Islande et le Danemark. On remarque notamment l'exposition organisée par le musée de Saint-Malo sur la thème « Chacrot, l'aventure polaire ». Ouverte jusqu'à la fin du mois de septembre.
* Hôtel de ville de Saint-Malo, BP 147, 35408 Saint-Malo Cedex. Tél. : (09) 56-41-36.

EQUUS. — Durant la Festival équestre international qui se déroulera du 25 au 29 juin, à Fontainebleau, un salon de l'Antiquité et de l'art équestre sera consacré au cheval (dans la guerre, le sport, le jouet ou l'art). On pourra, entre autres, admirer deux tapisseries d'Aubusson (fin dix-huitième siècle et dix-neuvième), des porcelaines au point de Hongrie, une cuirasse de cavalier du Second Empire, une capeline de cavalier du dix-septième siècle, un chapeau turc du dix-huitième siècle, un mannequin cuirassier (1870), des bronzes de Pierre Charny, des portraits animaliers de Chantal de Crissey, des bijoux anciens sur le thème équestre.
* Hippodrome du Grand Parquet, route d'Orléans, 77300 Fontainebleau. Tél. : 64-22-44-35. Entrée gratuite dans l'enceinte du Festival équestre international.

GUIDE
FEMMES SEULES. — Les éditions du Puits Fleury viennent de publier un guide de cent pages à l'intention des femmes seules, qu'elles soient divorcées, veuves, séparées de droit ou de fait ou célibataires. Elles trouveront l'essentiel de ce qu'il faut savoir sur la protection sociale, la situation fiscale, les droits en matière de prestations familiales, pension alimentaire, retraite, logement et emploi, et aussi les formalités à accomplir pour faire valoir ces droits.
* Éditions du Puits Fleury, 22, avenue de Fontainebleau, 77850 Marcy. Prix : 60 F (joindre le règlement à la commande).
HISTOIRE
SUR LES TRACES DE VERCINGÈTOURX. — A pied, à cheval, à vélo ou en attelage, marcher sur les traces de Vercingétorix, c'est ce que propose l'Association bourguignonne de randonnée. Du 17 au 23 août, une randonnée sur le thème Bibrace-Aldois fera découvrir aux participants Bibrace (lieu d'élection de Vercingétorix) les sommets du mont Buvray et du Morvan. Ils traverseront le forêt morvandelle et l'Auxois, visiteront Samur, Aldois, le village médiéval de Flavigny, en empruntant des chemins millénaires.
* Renseignements, secrétariat Bibrace-Aldois, La Croix-Maillet 58140. Lormes. Tél. : 86-22-85-26 ou 86-30-14-31.

PARIS EN VISITES

JEUDI 26 JUIN
« L'Aqueduc du Pré-Saint-Gervais et ses monuments fontaines souterraines », 14 h 30, métro Mairie-des-Lilas ; l'après-midi (M. Bensassi).
« De Rembrandt à Vermeer », 16 h 30, au Grand Palais (J. Angot).
« Disillusions de Poissy J. Duval », 105, rue du Général de Gaulle, Poissy, 14 h 30 (train Saint-Lazare, 14 h 11).
« L'Éc de la Cité », Évacuation de François Villon ; vie quotidienne au Moyen Âge ; 15 heures, sortie métro Cité (L. Haullier).
« Les cours des Miracles : évocation de la corporation des voleurs et des mendicants, des francs maîtres, des malheureux des archiprêtres et du grand coquer », 15 heures, métro Bonne-Nouvelle (M. Polhyer).
« L'École des beaux-arts et les salons de l'École de Chénay », 15 h 30, 17, quai Malakoff (M.-C. Lesnais).
« Jardins et églises des Batignolles ; Épinettes », 14 h 30, métro Brochant (Paris pittoresque et insolite).
« Prudent au musée du Louvre », 11 h 30, et « Baudry », musée Hébert, 16 heures (G. Canet).
« La Bourse en activité », 11 h 15, métro Bourse, et « Le siège du comité central du PCF », 15 heures, métro Colonne-Lafayette (P.-Y. Jault).
« Promenade champêtre de Belleville à Ménilmontant », 15 heures, métro Botzaris, et « Les salons de l'Hotel de Pouligny », 15 heures, 12, rue de Pouligny (Paris et son histoire).
« Les vieux quartiers Saint-Séverin, Pégase Saint-Julien-le-Pauvre », 15 heures, métro Maubert-Mutualité, sortie côté pair (G. Botzaris).
« Le Marais, de la place des Vosges au cloître des Billettes », 14 h 30, 6, place des Vosges.
« Le Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30, métro Pont-Marie.

CONFÉRENCES

Salle Jean-Berlin, niveau O de la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette, 15 h : « De la vaccine de Jenner au génie génétique » ; 15 h, salle de projection de l'École Diderot : « Vaccination, Liberté, Santé ».
26, rue Bergère, 17 h : « Présentation des peintures d'Ivan Ouchenn Girard sur le thème du ciel et de l'astrologie ».
IFRI, 6, rue Ferrus, 18 h (co anglais) : « Pour une réforme du système monétaire international ».

Le Monde
MAGAZINE SPÉCIAL SICOB
Parution le 15 septembre 1986
Renseignements publicités :
45-55-91-82, poste 4196

économie

REPÈRES

Dettes : les Etats-Unis champions du monde

La dette extérieure des Etats-Unis atteignait 107,4 milliards de dollars à la fin de 1985, faisant de ce pays le champion mondial de l'endettement. On savait les Américains débiteurs nets depuis l'an dernier, mais le rapport publié par le département du commerce, le mardi 24 juin, en est la première confirmation officielle. Il faut remonter à 1914 pour trouver un précédent. Encore celui-ci était-il modeste puisque la dette américaine représentait à l'époque 4 milliards de dollars. Le rapport du département du commerce prouve que les investissements américains à l'étranger représentent 952,4 milliards de dollars à la fin de 1985, en hausse de 6 % sur 1984, mais que les investissements étrangers aux Etats-Unis totalisaient 1 059 milliards, soit une progression de 18,6 % sur 1984, dernière année excédentaire avec 4,4 milliards de dollars.

Terres agricoles : la baisse continue

Le prix moyen des terres agricoles a diminué, en 1985, de 1,2 % en France courants et de 7 % en valeur réelle, selon l'enquête annuelle du service des statistiques du ministère de l'Agriculture. Ce prix moyen était de 20 450 F par hectare (22 000 F pour les terres labourables et 17 850 F pour les prairies naturelles). La chute du revenu agricole, le désengagement des propriétaires fonciers et l'arrivée d'un nombre important d'agriculteurs à l'étranger expliquent cette diminution, qui se poursuit depuis sept ans en valeur réelle et depuis quatre ans en valeur courants.

PNB : baisse de 0,5 % au Japon

Pour la première fois en onze ans, le produit national brut japonais a baissé, en termes réels, de 0,5 % durant le premier trimestre 1986, annonce l'Agence de planification économique. Ce déclin, équivalent à un rythme annuel de 2,2 %, reflète les méfaits d'une forte et brutale appréciation du yen face à la monnaie américaine. Le « choc dollar », équivalent selon les économistes japonais du « premier choc pétrolier », a notamment entraîné un recul des exportations de 4,9 % en janvier et en mars. Il faut remonter au deuxième trimestre 1980 — croissance zéro — pour trouver un aussi mauvais résultat, et à 1975 (-0,8 %) pour trouver un résultat négatif lors d'un premier trimestre. Le premier ministre, M. Yasuhiro Nakasone, estime toutefois qu'il n'y a pas lieu de modifier la prévision officielle de croissance pour l'année budgétaire 1986-1987, soit 4 %.

ÉTRANGER

LE SÉNAT AMÉRICAIN ADOPTE LE PROJET DE RÉFORME FISCALE

Le Sénat des Etats-Unis a adopté, mardi à la quasi-unanimité (97 voix contre 3), le grand projet de réforme fiscale que soutient, également, la Maison Blanche, et dont l'objet est une réduction importante des taux d'imposition, compensée par la suppression de nombreuses déductions et « abris » fiscaux.

Ainsi, pour les particuliers, les quatorze tranches du barème actuel (de 11 % à 50 %) seraient remplacées par deux taux de 14 % et 27 % et, pour les sociétés, l'impôt serait ramené de 46 % à 33 %, soit 105 milliards de dollars de pertes de recettes.

En revanche, il ne serait plus possible de pratiquer des déductions au titre des fonds de retraites et de certains crédits à la consommation, notamment. Il reste maintenant à concilier le projet du Sénat avec celui de la Chambre des représentants, moins ambitieux.

CONJONCTURE

LES SUBVENTIONS A L'ÉCOLE NATIONALE D'EXPORTATION SERONT SUPPRIMÉES À PARTIR DE 1987

Le ministre du commerce extérieur, M. Michel Noir, a adressé une lettre au président de l'École nationale d'exportation (ENEX), M. Patrick Nègre, la semaine dernière, pour l'avertir que le gouvernement ne reconduirait pas, en 1987, la subvention de 15 millions de francs qu'il accorde à l'ENEX. Cette subvention couvrait les trois quarts du budget de l'école (association type loi 1901), est appelée à trouver ses propres sources de financement si elle ne veut pas fermer ses portes au 31 décembre.

L'utilité de l'ENEX, fondée en 1985, était contestée par les chambres de commerce et d'industrie, qui estimaient qu'elle faisait double emploi avec leurs propres formations continues, ainsi que par le président du CNPF, pour qui il est contradictoire d'appeler nationale une école d'exportation.

C'est le sentiment qui semble avoir prévalu du côté du ministère du commerce extérieur, où l'on estime qu'il est plus utile de soutenir l'effort des quelque trois cents organismes qui, d'une façon ou d'une autre, forment à l'exportation.

SOCIAL

La CGT avertit qu'elle n'acceptera pas un « Waterloo de la construction navale »

Comme prévu, le président de Normed, M. Jacques Dollois, a annoncé, le mardi 24 juin, qu'il avait décidé de procéder à la déclaration de cessation de paiements auprès du tribunal de commerce. Même si la cessation de paiements ne signifie pas l'arrêt des activités, l'insécurité est grande pour les ouvriers de Dunkerque, La Seyne et La Ciotat. Mardi, grèves et journales portes ouvertes ont été organisées par les syndicats. Aucun incident n'a été noté, la population se partageant entre l'amertume et la résignation. Toutefois, des manifestations étaient prévues le 25 juin dans le Midi et à Dunkerque. M. André Salignon, secrétaire général de la fédération de la métallurgie CGT, a déclaré qu'il s'opposerait à un « Waterloo de la construction navale », et que « proposer des activités industrielles de remplacement sur les sites concernés était une plaisanterie de mauvais goût ». Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale parle d'une « condamnation à mort » signée Jacques Chirac et Alain Madelin, dénonçant la méthode brutale et la précipitation du ministre de l'Industrie et exprime aux travailleurs et à leur famille sa solidarité.

Tandis que M. Madelin prépare des mesures sociales et de réindustrialisation des régions touchées (ce qui donne lieu à des arbitrages et négociations ministérielles difficiles), le voile commence à se lever sur les chiffres des aides. C'est ainsi que les besoins en subventions de restructuration à Normed, qui avaient atteint 2 966 millions de francs en 1984 et 1 388 millions de francs en 1985, ne devaient plus représenter que 378,7 millions pour le premier semestre de 1986 (dont 231,7 millions déjà reçus au 15 juin) et 965 millions pour l'ensemble de l'année.

Amertume et fatalisme à La Ciotat

De notre correspondant régional

La Ciotat. — « Eh bien voilà, c'est fait ! ». En cette fin d'après-midi du mardi 24 juin à La Ciotat, la sentence vient de tomber. Celle qu'on attendait sans vouloir y croire : la confirmation de la déclaration de cessation de paiement de la Normed, le dépôt de bilan, la fermeture peut-être des chantiers. Ils sont près de deux mille médailles rassemblées sur le port devant l'immeuble de la direction.

Grâce à un amplifié, ils ont écouté le compte rendu téléphonique de la réunion du comité central d'entreprise fait, de Paris, par un délégué de la CGT. Des notes de séance livrées en vrac, à chaud. « La direction a tout mis en œuvre pour accélérer la procédure judiciaire, mais rien n'est fait définitivement. Aux questions posées par les délégués concernant les commandes éventuelles, M. Dollois, le président-directeur général, nous a répondu : « Il faudrait être fait actuellement pour commander à NORMED... » Dans les jours à venir nous devons être entendus au tribunal de commerce de Paris afin que les paies de juin soient assurées pour l'ensemble du personnel par l'intermédiaire de l'assurance sur la garantie des salaires. Pour juillet le délégué ici marié se bat, c'est le fil du plus total. Rien n'est assuré pour le mois de juillet, même pas pour ce qui concerne les congés de conversion et de fin de carrière (...). Pour la CGT, l'action d'aujourd'hui n'est qu'une étape (...).

Au bout du fil, le délégué annonce, brossé, qu'il va retourner en réunion. « Eh bien voilà, c'est fait », répète un manifestant, à la fois amer et fataliste. Aucun cri, aucun quolibet, pas un sifflet. Les visages sont graves et abattus. Une femme pleure silencieusement. « C'est donc le dépit de bilan », commente quelqu'un. « Et sans rien. Le type qui a passé trente ans de sa vie à dedans, ajoute-t-il en montrant les chantiers, va repartir tout nu. Monté sur un tabouret, un responsable CGT, M. Marc Bastide, lance un appel « solennel » à la mobilisation des travailleurs et de la population

« pour la défense du Chantier, pour la défense de la ville, pour la défense des emplois ». Cette situation dramatique, insiste-t-il, n'épargne aucun chantier. Ceux qui croient que La Ciotat sera sauvée se trompent. Il faut que cela soit clair.

La journée d'action décidée par les syndicats avait commencé dans la matinée à La Seyne (Var) par une opération ville morte et un défilé, qui a réuni environ cinq mille personnes. Le maire (PR), M. Charles Scaglia, qui avait démissionné la veille de son mandat de conseiller général, et l'ensemble du conseil municipal assistaient au meeting qui précédait la manifestation et qui se tenait à l'intérieur des chantiers. Les manifestants arboraient des badges en forme de main de fatma : « Madelin touche pas à mon chantier » ou « Madelin touche pas à La Seyne ».

Un défilé très calme, sans slogans, mais où fleurissaient de nombreuses pancartes prenant notamment à partie le ministre de la culture qui est maire de Fréjus, M. François Léotard (« Léotard tiens tes promesses, ne retourne pas ta veste... »). On nous a déclaré la guerre, averti le responsable CGT des Chantiers, M. Raymond Dimb, nous répondrons par une guérilla permanente. « En cours du meeting, M. Dimb a également dénoncé aux conditions de travail du département « de mettre leurs déclarations en concordance avec leurs actes et de censurer le gouvernement ».

GUY PORTE.

Les grands paquebots sont de retour

Tandis que Normed met genou à terre, la chance sourit à son concurrent, l'autre grand groupe de construction navale, Alsthom (quatre mille cinq cents salariés à Saint-Nazaire et six cents à Nantes, son satellite). Le directeur général de la division navale, M. Alain Grill, s'est envolé pour Los Angeles, afin de mettre les dernières virgules à ce qu'il faut presque appeler un fabuleux contrat... étant donné la conjoncture. Il s'agit de la commande de deux paquebots, capables de transporter chacun mille sept cents passagers, avec cette seule réserve que dans un délai de six mois l'armateur peut résilier le contrat pour l'un des deux navires.

L'armateur est Sinar Cruises, dont le siège est à Los Angeles. Le propriétaire s'appelle M. Boris Vlassov, un riche homme d'affaires qui vit tantôt aux Bahamas, tantôt à Monaco. L'ironie du sort veut que ce même M. Vlassov ait fait construire, en 1983 et 1984, à La Seyne, M. François Léotard, la « Fairway », qui s'est révélée être pour Normed un gouffre financier puisque les pertes occasionnées par ce navire ont atteint, au bout du compte, 808 millions de francs (une somme supérieure au prix de vente du navire), alors que 125 millions seulement avaient été prévus au titre des « risques d'exploitation ».

A cause des turbulences que connaît le secteur de la construction navale et des sollicitations dont Alsthom a fait l'objet pour

se pencher avec bienveillance sur la sort de Normed pour en reprendre éventuellement une partie des installations, Alsthom et M. Vlassov ont dû s'arrêter les pendules depuis le 15 mai. Mais au cours des derniers jours, les choses ont avancé, et M. Grill estime avoir obtenu suffisamment d'assurances des pouvoirs publics pour aller en Californie signer le contrat.

Chaque navire sera payé par l'armateur 150 millions de dollars, à quoi s'ajouteront pour les Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire, où ils seront construits, des subventions de plusieurs centaines de millions de francs versées par les pouvoirs publics au titre des aides à la commande.

Alsthom a mis au point avec la Société générale un système de financement original. C'est la filiale paradienne de la banque qui achètera le bateau et la cédra en location-gérance pendant douze ans à Sinar Cruises. Livrables fin 1988 et fin 1989, ces paquebots feront des croisières sur la côte ouest des Etats-Unis, et de l'Alaska au Mexique.

Après la commande signée en juillet 1985 par un armateur norvégien pour le paquebot géant Sovereign of the Sea (175 millions de dollars), les Chantiers de l'Atlantique apparaissent plus que jamais comme le noyau dur de la construction navale française.

F. GR.

M. Séguin n'entend privilégier « aucun niveau de négociation »

Si le fin de fin pour les purs libéraux est de privilégier contre vents et marées la négociation d'entreprise, M. Philippe Séguin n'a pas gagné, le mardi 24 juin, son brevet de vrai libéral. Pour la première commission nationale de la négociation collective qu'il présidait, en présence des partenaires sociaux, il a en effet jugé le maintien de la négociation de branche « indispensable », à condition toutefois de « prendre en compte certaines réserves ». Pour M. Séguin, « même à l'heure où la négociation d'entreprise s'est fortement développée, les deux tiers des salariés couverts par une convention ou un accord ne bénéficient que d'un texte de branche ».

M. Séguin estime même qu'il serait « anormal et dangereux » que les salariés d'une même branche ne bénéficient pas d'un statut minimum, quelle que soit l'entreprise dans laquelle ils travaillent. Dans un discours qui ne s'adressait visiblement pas aux seuls partenaires sociaux, le ministre a ajouté qu'« il n'existe que peu d'entreprises couvertes par un accord lorsqu'il n'existe pas de convention de branche : à l'inverse, c'est dans les branches bénéficiant de conventions et d'accords régulièrement actualisés que les accords d'entreprise sont les plus nombreux ». A l'heure où le débat sur les niveaux de négociation sociale agite non seulement les syndicats mais aussi le mouvement patronal, M. Séguin voit également une raison économique de ne pas mésestimer la négociation de branche : elle permet « d'assurer une égalisation des conditions de concurrence ».

Pour autant, M. Séguin estime que la branche doit impulser une dynamique suffisante pour favoriser les négociations d'entreprise, celles-ci pouvant le cas échéant combler un vide. L'accord de branche doit donc constituer un « cadre » et ne pas créer « des rigidités empêchant toute adaptation en fonction des particularités de chaque entreprise ». Il faut donc trouver « une bonne articulation » entre les niveaux de négociation, le droit d'expression relevant par exemple de l'entreprise, l'assurance-chômage et les retraites complémentaires du plan interprofessionnel. Le CNPF a donc encore un avenir sur le plan Mais, « lorsque la négociation d'entreprise est susceptible de remettre en cause le statut du salarié, celui-ci doit alors être protégé au niveau de la branche par un certain nombre de garanties minimales ».

A propos de la loi Delebarre sur l'aménagement du temps de travail, très critiquée dans la majorité, M. Séguin a déploré la rigidité d'un « cadre unique et obligatoire de négociation » (la branche), assurant que « le gouvernement s'aggrave compte tenu des résultats des négociations entre organisations syndicales et patronales. Ces négociations permettront de juger du caractère applicable ou non des dispositions actuelles ».

Coups de patte

Dressant le bilan de la politique conventionnelle en 1985, M. Séguin ne s'est pas privé de quelques coups de patte à l'égard de ses prédécesseurs, mais, bon prince, il a concédé une progression des résultats de la négociation nationale de branche et de la négociation d'entreprise. Ainsi, on a enregistré soixante-dix conventions et accords nouveaux signés en 1985, soit près de deux fois plus qu'en 1984, et l'action de généralisation de la couverture conventionnelle s'est poursuivie avec six conventions collectives nouvelles qui « sont venues combler un vide textuel ». Tout en reprochant à la loi du 24 février 1984 sur la formation professionnelle d'avoir été trop contraignante sur les délais et les thèmes, il a noté que quatre-vingt-huit accords de branche avaient été signés sur la formation en 1985 contre vingt-huit en 1984. Quant à la négociation d'entreprise, elle touche maintenant près de trois quarts des entreprises assujetties à la loi Auroux sur l'obligation de négocier, mais, a-t-il affirmé, un tel mouvement « résulte aussi et surtout d'une démarche volontariste des partenaires sociaux ». An passage, il a assuré que l'obligation contenue dans la loi (Auroux) du 13 novembre 1982 de procéder tous les cinq ans à un réexamen des classifications devra être respectée.

Affirmant qu'« aucun niveau de négociation ne doit être privilégié », le ministre a annoncé qu'un rapport serait présenté avant la fin de l'année à la sous-commission des conventions et accords pour qu'elle fasse des propositions permettant de compléter la couverture conventionnelle, les textes conventionnels eux-mêmes devant faire l'objet d'une « actualisation constante ». A la veille de la négociation sur les procédures de licenciement, il a plaidé pour les « compromis réciproques » et « l'équilibre des concessions consenties ».

M. N.

RENAULT-VÉHICULES INDUSTRIELS ANNONCE DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

La direction de Renault-Véhicules industriels (RVI) a présenté, ce mardi 24 juin, au comité central d'entreprise réuni à Lyon, un « plan d'optimisation de la compétitivité ». Ce plan comporte notamment 2 624 suppressions d'emplois d'ici à la fin de 1987, et une réorganisation des établissements autour de leurs activités essentielles (par exemple l'usinage des moteurs six cylindres sera progressivement transféré de Limoges dans la région lyonnaise, l'établissement étant centré sur les petites séries) et la cessation de certaines implantations, comme Surcoules et Courbevoie en région parisienne. L'usine d'Abeu dans la région Rhône-Alpes et ultérieurement sans doute Montplaisir et Feuilla à Lyon.

La société va poursuivre ses efforts de restructuration de la gestion et de réduction des coûts. « Ce plan est une étape décisive pour nous mettre au même niveau de compétitivité que des constructeurs comme IVECO ou Daimler-Benz, et parvenir à l'équilibre financier que nous avons fixé pour 1988 », a déclaré M. Philippe Gras, PDG de la firme, à l'issue de la réunion.

Pour protester contre les suppressions d'emplois, dont 1 260 seulement pourront être obtenues par préretraites ou retour d'étrangers au pays, la CGT et la CFDT avaient appelé à des arrêts de travail de deux ou trois heures selon les établissements. D'après la direction, 20 % du personnel en moyenne ont suivi ces mouvements (40 % à Limoges). Les délégués CGT ont quitté la réunion du CCE et, à l'appel de la CGT, une manifestation a réuni quatre cents personnes à Lyon.

70 % - La direction de la compagnie Air Inter annonce, dans un communiqué, que 70 % des vols prévus pour la journée du jeudi 26 juin seront assurés. Les organisations syndicales du personnel au sol de la compagnie appellent, en effet, à un arrêt de travail de vingt-quatre heures pour protester contre le blocage des négociations salariales.

* Renseignements à Paris, tél. : (1) 45-39-25-25.



ALGERIE - الجزائر

Ministère de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts

Entreprise de production, de gestion et de distribution d'eau d'Alger (EPEAL)

Acquisition de matériel de transmission pour le Centre de télécontrôle du système d'alimentation en eau potable d'Alger

Avis d'appel d'offres international - Présélection

Un avis de présélection est lancé pour l'acquisition de matériel de transmission destiné au Centre de contrôle du système d'alimentation en eau potable d'Alger.

Les fournisseurs intéressés par le présent avis sont invités à retirer le dossier de présélection auprès de la direction à l'adresse ci-après :

EPEAL, parc Ben-Omar, Kouba (Alger).

Les offres seront adressées à la même adresse, sous double enveloppe cachetée, portant la mention apparente :

« Avis d'appel d'offres international - Offre de présélection Ne pas ouvrir »

La date limite est fixée à trente (30) jours à compter de la date de publication du présent avis.

ansp/alger

Savez-vous quel est le p...
Journal d'éco...
du Monde

مركزنا من الامم المتحدة

AFFAIRES

SIDERURGIE : M. GANDOIS PRÉVOIT UNE RÉDUCTION DES EFFECTIFS DE 25 000 PERSONNES D'ICI À 1990

« Il faut aller plus loin et plus vite », a déclaré le lundi 23 juin sur Europe 1, M. Jean Gandois à propos de la restructuration de la sidérurgie française. Chargé d'une mission d'expertise par M. Chirac, l'ancien PDG de Rhône-Poulenc prévoit que la sidérurgie française se réduira en 1990 à 50 000 emplois pour une production de 16 millions de tonnes d'acier contre 75 000 emplois et 18,8 millions de tonnes en 1985. Il finit en conséquence « mettre encore plus de moyens qu'actuellement » dans la reconversion des sidérurgistes, a estimé M. Gandois, soulignant que son rapport remis au premier ministre le 12 juin prévoit « d'aller plus loin dans la réduction d'emploi mais d'un rythme qui ne dépasse pas le rythme actuel ».

Soulignant « qu'il y a un espoir pour la sidérurgie française » et que son redressement est « une ambition raisonnable », il a chiffré les pertes d'Usinor et de Sacilor pour 1986 à 4 milliards de francs contre 8,9 milliards en 1985 : « la sidérurgie française est en mauvais état par rapport à la plupart de ses concurrents, mais elle va en s'améliorant ». De sorte qu'il est « très probable que des aides supplémentaires seront nécessaires à la sidérurgie à partir de la fin de l'année prochaine », a ajouté M. Gandois sans en préciser le montant.

LE GOUVERNEMENT NE S'OPPOSE PAS A LA REPRISE DE JAEGER ET DE SOLEX PAR FIAT

Le gouvernement a laissé passer le délai légal sans mettre de veto à l'accord envisagé entre Matra et Fiat (le Trésor a en effet deux mois pour s'opposer à tout investissement étranger dépassant 20 %). Ce silence gouvernemental équivaut à un feu vert. Toutefois, précise-t-on rue de Rivoli, l'opération n'aura effectivement lieu qu'une fois précisées les conditions de privatisation de Matra. Ce feu vert des pouvoirs publics intervient quelques jours seulement après l'accord donné à la reprise de Valéo, numéro un de l'équipement automobile français, par un groupe d'actionnaires conduit par l'italien De Benedetti.

L'accord Matra-Fiat prévoit le rapprochement des filiales de Matra, Jaeger (tableaux de bord) et Solex (cartburateurs) avec leurs homologues, Veglia et Weber, filiales de Fiat. Le rapprochement se fera au sein d'une nouvelle société dont Fiat détiendra 65 % et Matra 35 %. Malgré certains engagements pris par Fiat (recherche maintenue en France, confidentialité des produits, conditions de prix et de délais identiques pour Renault, Peugeot et Fiat), ce montage à majorité italienne renforce l'hostilité des constructeurs automobiles français et notamment du groupe Peugeot.

C.B.

DEVANT LES CHAMBRES DES MÉTIERS

M. Chirac annonce un plan pour revaloriser l'apprentissage et moderniser l'artisanat

Y a-t-il un milieu plus propice pour affirmer l'intérêt du gouvernement à l'égard des petites entreprises que l'artisanat ?

M. Jacques Chirac, en tout cas, a choisi l'assemblée permanente des chambres des métiers, réunie le mercredi 25 juin à Paris, pour annoncer le lancement d'un programme d'orientation pour l'artisanat, qui donnera lieu à une communication au conseil des ministres à l'automne.

Mais, dès aujourd'hui, le premier ministre devait rendre publique une série de décisions économiques et sociales de nature à satisfaire les requêtes exprimées de longue date par ces chefs de petites entreprises qui, dans les villes et dans les campagnes les plus reculées, peuvent être des relais aussi efficaces - voir et davantage, pense-t-on à Moulignon - de la politique gouvernementale que les patrons adhérents au CNPF ou aux chambres de commerce et d'industrie.

Préparées par M. Georges Chauvin, ministre délégué chargé du commerce, de l'artisanat et des services, à l'issue d'une concertation approfondie avec l'ensemble des professions, ces mesures concernent trois chapitres :

● La formation et l'apprentissage

220 000 jeunes sont actuellement en apprentissage pour l'approche concrète d'un métier, dont 140 000 dans l'artisanat ; 20 % seulement sont des filles. Le gouvernement a décidé que, au-delà des CAP qui sont traditionnellement préparés dans les centres, l'apprentissage sera ouvert à des formations débouchant directement sur les baccalauréats professionnels et économiques. Des expériences seront lancées à la rentrée, avec l'aide des régions, le but étant de relever le niveau de qualification des salariés dans l'artisanat.

En outre, l'âge limite d'entrée en apprentissage sera fixé à vingt-cinq ans, au lieu de vingt ans actuellement, ce qui donnera l'occasion à plusieurs milliers de jeunes d'apprendre un métier sur le tas.

Enfin, le régime juridique de l'apprentissage doit être simplifié, et les contrôles allégés. Et, pour inciter les maîtres-artistes agréés (ils sont 400 000) à prendre avec eux des jeunes et à lancer des expériences-pilotes, leur rémunération sera accrue.

● L'investissement et la modernisation des entreprises

Bien que la doctrine officielle du gouvernement consiste à faire en sorte que la baisse des taux d'intérêt bénéficie uniformément à l'ensemble des agents économiques, M. Chauvin a obtenu que le régime actuel des prêts bonifiés à l'artisanat soit reconduit. Il s'agit cette année d'une enveloppe de 4 milliards de francs, à laquelle s'ajoutent 4,5 milliards de francs de prêts conventionnés octroyés par les différentes banques qui proposent les taux de crédit les plus bas.

En 1987, l'enveloppe globale ne sera pas inférieure au montant de 1986.

Autre objectif : rendre le « livret d'épargne-entreprise » plus attractif pour l'artisanat, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Pour ce faire, ce livret pourra être utilisé à des opérations de développement et d'agrandissement des établissements, et pas seulement à la création et à la transmission des entreprises.

● La transmission des entreprises et les aides au départ des artisans âgés

Pour faciliter la cession de fonds de commerce de petite taille, l'abattement fiscal sur les droits de mutation (qui sont aujourd'hui de 16,6 %) sera porté de 30 000 F à 50 000 F pour les ventes ne dépassant pas 200 000 F (le plafond actuel est de 100 000 F). Il faut aussi aider les commerçants et les artisans à se retirer à partir de soixante ans, dans les meilleures conditions, lorsque leur situation est devenue précaire et lorsque le fonds de commerce a perdu une partie de sa valeur.

Le montant maximum de l'indemnité de départ est de 80 000 F pour une personne seule et de 150 000 F pour un ménage. Mais seuls pouvaient y avoir droit des artisans qui avaient travaillé quinze années sans interruption. L'indemnité sera désormais ouverte aussi aux artisans ayant quinze années de travail par périodes fractionnées, ce qui constitue une amélioration de leur protection sociale.

Ces mesures s'inscrivent dans le dispositif économique général mis en place par le gouvernement depuis le 16 mars. Elles complètent celles qu'avait prises M. Michel Crépeau lorsqu'il était chargé de ce secteur dans le gouvernement Fabius (et notamment le statut de l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée), et elles l'amplifient sur des points concrets. Mais elles n'auront de crédibilité et d'effet que si elles peuvent être appliquées très vite, et sans donner lieu - par des lois, des décrets, ou des réglementations excessives - à une paperasserie supplémentaire.

Parmi les quelque 850 000 entreprises artisanales (qui réalisent 485 milliards de francs de chiffre d'affaires, et qui emploient 2 350 000 personnes), 75 % en effet n'emploient qu'un seul ou pas du tout de salarié. Si l'on veut qu'un petit artisan prenne le risque d'embaucher demain un jeune apprenti, il faut d'abord et avant tout qu'il ait l'assurance de ne pas être l'otage de la bureaucratie.

FRANÇOIS GROSCHARD.

● **ERRATUM.** - Une erreur de transmission nous a fait écrire, dans nos premières éditions du 25 juin (« La fin de l'austérité », page 41) : « Les comptes officiels prévoient une progression de la consommation des ménages de 2,5 % cette année, puis de 3 % l'année prochaine ». En fait, comme le tableau des comptes de la nation l'indiquait clairement, il fallait lire + 2,7 % et + 2,2 %. Cette erreur a été corrigée dans nos dernières éditions.

ÉNERGIE

L'OPEP RÉUNIE EN YUGOSLAVIE

Un fantôme d'organisation

De notre envoyée spéciale

Brioni. - Brioni, minuscule paradis adriatique bercé par la brise marine et l'odeur des lauriers-roses. Brioni, haut lieu de l'histoire où Nasser, dit-on, décida de nationaliser le canal de Suez après avoir rencontré Tito et Nehru. Brioni est en train de manquer son rendez-vous avec l'OPEP. La mer n'y peut mais, pas plus que le soleil, les pins et les gros yachts paresseux qui se balancent, nonchalants, dans le port presque désert.

La plus belle île du monde ne peut donner que ce qu'elle a, et l'OPEP n'a plus d'âme, plus d'âme, plus d'idées. Une existence réduite aux acquêts. Un fantôme d'organisation impuissante, décharnée. Tout juste bon à célébrer solennellement des grand-messes pétrolières dont le marché se moque comme d'une guigne.

Quatre conférences depuis le début de l'année. Quatre échecs. Alors que pour la deuxième fois depuis janvier les prix du pétrole menacent de retomber au-dessous de 10 dollars le baril, les treize ministres de l'OPEP, réunis en Yougoslavie le mercredi 25 juin pour leur soixante-dix-huitième conférence ordinaire, paraissent toujours aussi incapables de trouver une solution.

Mardi, à Brioni, le soleil tapait ferme, mais le moral n'y était pas. Les délégués, désabusés, minés, traînaient entre plage et tennis : « Rien à apprendre d'important ». Les ministres n'étaient guère plus optimistes. « Nous espérons franchir un pas, mais pas un pas final », assurait M. Yamani, le puissant ministre saoudien du pétrole, maître du jeu et content de l'être.

Pourtant, en avril dernier à Genève, on avait juré, promis. Les treize, à Brioni, allaient distribuer entre eux des quotas de production qui ramèneraient l'ordre dans le marché, et redresseraient les prix du pétrole.

Un plafond global de production avait même été fixé : 16,3 millions de barils par jour (1) au troisième trimestre, soit un gros tiers de la consommation occidentale. D'ici là, on s'efforcerait de convaincre les producteurs extérieurs à l'Organisation de participer à l'effort d'assainissement, et chaque pays réduirait

sa propre consommation pour l'amener aussi près que possible de l'objectif.

Résultat : chacun n'a fait ce qu'il a pu pour compenser la baisse des prix, et un sursaut inattendu de la demande aidant, chaque pays a poussé au maximum son extraction. La production de l'OPEP avoisine actuellement 19 millions de barils par jour, 16 % de plus que prévu. Les stocks, en mars, se sont gonflés de quelque 1,8 million de barils par jour, et les prix, après un éphémère redressement en mai, sont de nouveau sur le point de s'effondrer : 11 à 12 dollars par baril pour les meilleures qualités, moins de 10 pour les brutes les plus défavorisées. Une misère...

Il y a six mois, le baril se vendait encore couramment de 27 à 29 dollars. Une chute de moitié en six mois pour une Organisation censée défendre les prix, il y a de quoi décourager les plus vaillants.

Où tant qu'en face, le bilan est maigre. En lâchant tout contrôle de sa production et en déclenchant la guerre des prix en décembre dernier, l'OPEP poussée par l'Arabie saoudite voulait, disait-elle, reconquérir une « juste part du marché ».

Le moment n'est pas venu

Elle a, pour l'heure, échoué : des 3 millions de barils par jour supplémentaires qu'elle produit actuellement, 60 % vont gonfler les stocks. Bien sûr, la demande mondiale a réagi, mais le sursaut est faible : 700 000 barils par jour, au maximum. A peine 1,5 % de la consommation. Bien sûr, la production des pays concurrents s'est ralentie, gênée par des coûts trop élevés, mais c'est à peine si au total 300 000 barils par jour peuvent être considérés comme définitivement perdus. Le gain pour l'OPEP ne dépasse donc pas 1 million de barils par jour, soit environ 7 % de sa production.

Elle est donc loin de pouvoir compenser la baisse de ses revenus, due à la chute des prix. Quant à la coopération active des pays non OPEP à l'effort de redressement, elle reste jusqu'ici purement verbale. Réduisez d'abord votre production, nous verrons ensuite, disent en substance les cinq pays (2) qui ont accepté de faire un geste. « Le problème n'est

pas de savoir qui fera le premier pas. Nous devons faire quelque chose simultanément », a déclaré M. Yamani, mardi.

Or nul ne veut faire le nécessaire. Car, qu'ils soient ministres, délégués, interprètes ou même journalistes, la recette, à Brioni, tout le monde la connaît : plafonner la production, répartir des quotas pays par pays, s'y tenir. Bref, retrouver une discipline oubliée depuis longtemps.

Manquant la confiance et la cohésion. L'Arabie saoudite, échaudée pour avoir trop longtemps supporté seule le fardeau de la défense des prix, se mobilise. Elle ne veut plus jouer désormais le rôle de producteur d'équilibre. M. Yamani l'a encore répété mardi : « Nous aimerions un accord complet. Mais nous ne sommes pas prêts à diminuer notre quota de production ». Pourtant, le royaume saoudien est le seul à avoir les moyens d'assainir le marché. Pour l'heure, il attend d'autant plus tranquillement que parmi les treize pays membres de l'Organisation, il a pu compenser la baisse des prix par un doublement de ses ventes. Des autres pays, aucun ne veut ou ne peut faire les sacrifices nécessaires.

L'addition des demandes de chaque producteur aboutit à un plafond de production de 18 millions de barils par jour. Ce serait sans doute mieux que rien, parce que, actuellement, la production dépasse allègrement ce niveau. Mais ce n'est pas de nature, de l'avis de tous les experts, à renverser la tendance du marché. Même problématique et même impasse qu'en janvier, qu'en mars et qu'en avril. « Le moment n'est pas encore venu », explique un délégué des Émirats arabes unis. « Les prix se redresseront peut-être au maximum à 20 dollars par baril. Mais pas tout de suite ». A moins d'un sursaut de lucidité inattendu, on voyait mal, à l'aube de cette conférence plénière, comment l'OPEP pourrait enfin sortir de l'ornière où elle s'est elle-même enfoncée.

VÉRONIQUE MAURIS.

(1) 1 million de barils par jour équivaut à 50 millions de tonnes par an, un baril : 159 litres. La consommation occidentale est de 45 millions de barils par jour.

(2) Égypte, Mexique, Norvège, Malaisie, Angola.

Savez-vous quel est le premier journal d'économie du Monde?

Cela va peut-être vous étonner. Ce n'est pas le *Wall Street Journal*, ni le *Financial Times*, mais le principal quotidien d'économie japonais, dont les tirages du matin et du soir réunis sont plus importants que ceux de ces deux journaux ensemble (2 287 000 le matin et 1 323 000 le soir, total : 3 610 000). Il s'appelle *The Nihon Keizai Shimbun* (Nikkei), et il est lu tous les jours par des millions de cadres japonais, dont 99,4 % de présidents des sociétés cotées à la Bourse de Tokyo.

Il ne représente cependant qu'une fraction de la totalité du système d'information d'économie de Nikkei, qui fournit des informations économiques et commerciales de tout premier plan au Japon et à tous les pays du monde. Journaux, magazines, notes d'information spécifiques, presse électronique, enfin la base globale de données d'informations d'économie de Nikkei. Et encore *The Japan Economic Journal*, version hebdomadaire en langue anglaise du *Nihon Keizai Shimbun*. Des informations rapides, approfondies, recueillies par l'une des nouvelles organisations d'économie les plus importantes du monde.

The Nihon Keizai Shimbun, c'est peut-être un peu difficile à prononcer. Mais nous espérons qu'il vous sera un peu plus facile de nous identifier.

SYSTÈME GLOBAL D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES

Nihon Keizai Shimbun, Inc.

Pour de plus amples renseignements, contactez le Département de planification et de recherche de Nihon Keizai Shimbun, Inc. 1-9-5 Otemachi, Chiyoda-ku, Tokyo 100, Japon. Tél. : 03-270-0251. Téléc. : J22308 NIKKEI. Cable : NIKHONKEIZAI TOKYO. Représentant publicitaire pour la France : Publicitas SA 26, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris. Tél. : 33 (1) 45-00-66-08. Téléc. : 610067 MEDIA B.



ALGERIE - الجزائر

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE LOURDE

Entreprise nationale d'organisation et d'information

Entreprise nationale algérienne, dont une des missions est de réaliser des prestations de conseil en organisation et informatique, recherche dans le cadre d'une expansion très importante, pour satisfaire un marché étendu et exigeant dans le secteur industriel, différentes catégories de professionnels de nationalité algérienne :

- Gestionnaires éprouvés, capables de gérer des structures de type « conseil » ou « projet ».
- Consultants expérimentés, généralistes ou experts dans un domaine industriel, ayant plusieurs années d'expérience du conseil.
- Consultants « juniors », parmi les meilleurs diplômés de leur promotion (grandes écoles, MBA...) ou ayant quelques années d'expérience réussie dans une fonction-clé d'une entreprise industrielle.

Les candidats recherchés auront deux qualités personnelles particulièrement importantes : la capacité de communication d'une part, et une très grande disponibilité intellectuelle et pratique d'autre part.

Le cadre de travail proposé est celui d'une entreprise jeune, d'un grand dynamisme, tournée vers la satisfaction du client. Le travail de conseil implique pour chacun l'appartenance à des équipes pluridisciplinaires, fréquemment installées dans les locaux du client.

Une ouverture des candidats à l'utilisation de l'informatique de gestion et à la micro-informatique est souhaitée.

Devant développer considérablement ce créneau, l'ENORI entend réunir un personnel très motivé dont la formation permanente constitue une préoccupation essentielle de l'entreprise.

Envoyer C.V. détaillé à :

ENORI
Direction des ressources humaines
 Revin Sidi Yahie, Le Paradou, Hydra
 Boîte postale 81 - Birmandreïs - ALGER

onep/alger

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SUEZ INTERNATIONAL

L'Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue, le 18 juin 1986, sous la présidence de M. Patrick Ponsolle.

Elle a approuvé les comptes sociaux de l'exercice 1985 qui se soldent par un résultat net total de 60,3 millions.

Un dividende net de 11,50 par action sera distribué aux actionnaires.

Les comptes consolidés du groupe Suez International font ressortir un résultat net total de 112 millions (soit 75,29 par action) contre 26 millions en 1984, exercice qui avait enregistré d'importantes provisions pour dépréciation de titres de placement.

Le Président a évoqué les nouvelles orientations de la Société qui, au cours des prochaines années, devrait développer ses investissements dans trois secteurs :

- le commerce et le transport international, la Société ayant bénéficié au cours de l'exercice 1985 d'apports de

sa société-mère, la Compagnie Financière de Suez (concernant notamment la SAGA, la Compagnie OPTORG, la SOFFO, la C.G.P.F.I.), et ayant acquis des participations dans deux sociétés de négoce (Oxyde Chimicals B.V. et Minemet) ;

- l'industrie et les services liés à l'industrie, secteur dans lequel une première participation a été acquise en Italie dans la COFIDE, société-mère du groupe Benedetti ;

- les sociétés financières et plus particulièrement les sociétés de capital risque et de capital développement, secteur dans lequel l'objectif est de construire progressivement un réseau international.

Dans ces divers domaines, de nombreuses opérations sont à l'étude et devraient aboutir au cours des mois à venir.

ENELFI-BRETAGNE

L'Assemblée générale ordinaire d'Enelfi-Bretagne, réunie le 18 juin 1986 sous la présidence de M. Michel Manchoy, a approuvé le rapport de gestion et les comptes de l'exercice 1985, qui se soldent par un bénéfice net de 17 372 181 F, contre 15 118 967 F en 1984.

L'Assemblée a fixé le dividende à 11 F net par action (16,50 F, avant fiscal comprise), soit une distribution de 9 563 690 F. Ce dividende sera mis en paiement le 10 juillet 1986.

Le Président a fait le point de l'évolution de la société, compte tenu des opérations de l'exercice 1985 et de la cession prochaine par la Compagnie franco-marocaine, filiale d'Enelfi-Bretagne, de sa participation dans Le Secours SA. Il a indiqué qu'il prévoyait en 1986 un bénéfice net au moins égal à celui de 1985.



L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 20 juin 1986 sous la Présidence de M. Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET a approuvé les comptes annuels de l'exercice 1985 qui font apparaître un bénéfice de F. 28 579 515.

Avec un chiffre d'affaires consolidé de F. 5 700 303 000 le bénéfice consolidé du Groupe s'est établi à F. 65 705 000 après constatation d'un profit exceptionnel de F. 5 770 000 sur la cession d'une participation à l'étranger.

L'Assemblée a décidé que le dividende fixé à F. 25,00 par action auquel s'ajoute un avoir fiscal de F. 12,50 sera mis en paiement à compter du 15 juillet 1986.

RICOH COMPANY LTD

Résultats au 31 mars 1986

COMPTES DE RÉSULTATS SOCIÉTÉ-MÈRE (en millions de yens)

	Exercice clos le 31 mars 1985	Exercice clos le 31 mars 1986	Variation (%)
Ventes nettes	451 669	490 132	+ 8,5
Prix de revient des ventes	322 296	348 379	
Frais commerciaux, administratifs et généraux	104 838	119 771	
RÉSULTAT BRUT	24 535	21 982	- 10,4
Produits hors exploitation	14 488	15 366	
Charges hors exploitation	10 148	11 700	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	28 874	25 648	- 11,2
Profits exceptionnels	-	414	
BÉNÉFICE	28 874	26 062	- 9,7
AVANT IMPÔTS	28 874	26 062	
Impôts	15 050	13 600	
BÉNÉFICE NET	13 824	12 462	- 9,9
Bénéfice par action (en yen)	34	30,17	

CHIFFRE D'AFFAIRES SOCIÉTÉ-MÈRE (en %)

	Variation entre les exercices 1985 et 1986	Exercice clos le 31 mars 1985	Exercice clos le 31 mars 1986
Photocopieurs	+ 5,3	54,1	52,5
Télécopieurs et systèmes informatiques	+ 23,5	21,9	24,9
Fournitures annexes	- 3,6	15,1	13,4
Matériel photo	+ 19,4	5,2	5,7
Produits divers	+ 1,3	3,7	3,5
TOTAL	+ 8,5	100	100
dont exportations	+ 11,7	36,4	37,5



L'Assemblée générale ordinaire, réunie le 22 mai 1986, au siège social, 48, rue La Pérouse, 75116 Paris, sous la présidence de M. Henri Darmas, a approuvé les comptes de la société arrêtés au 31 décembre 1985.

L'activité de ce premier exercice portant sur huit mois a été principalement consacrée à constituer un patrimoine locatif de qualité.

Le total des engagements au 31 décembre 1985 restait à environ MF 156 de décaissements en MF 129 en investissements locatifs ;

- MF 27 d'opérations de crédit-bail.

Le bénéfice, après amortissements et provisions, s'élève à F. 637,064. L'Assemblée a décidé la distribution d'un dividende de F. 1,13.

GIAC

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du GIAC (Groupe des industries agricoles, alimentaires et de grande consommation, 30, avenue Franklin D. Roosevelt, Paris 8, tél. : 42-25-67-41) s'est tenue le 4 juin 1986, au siège social, sous la présidence de M. Rodolphe Joll, président du conseil d'administration.

L'Assemblée a approuvé les comptes de l'exercice 1985, lesquels se soldent par un bénéfice de 433 266,95 F après constitution d'une provision pour dépréciation des éléments financiers pour 1 852 324,83 F et d'une dotation aux provisions pour risques de 4 340 679,53 F. En revanche, des provisions ont été reprises pour 2 931 182,72 F.

L'Assemblée a adopté, à l'unanimité, toutes les résolutions qui lui étaient soumises. Elle a notamment ratifié la nomination, comme administrateur, de M. Bernard Vilgrain, vice-président des Grands Moulins de Paris, qui avait été coopté par le conseil d'administration.

La baisse sensible des taux d'intérêt va permettre au GIAC d'émettre dans les prochains mois un emprunt obligataire groupé destiné à financer à long terme des investissements des industries agro-alimentaires et de grande consommation.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 24 juin ↑

Résistant : + 0,24 %

Après une courte phase d'indécision, la Bourse de Paris a évolué positivement le 24 juin en séance officielle, effaçant le recul de 0,38 % enregistré le matin. Au son de cloche final, l'indice de tendance gagnait 0,24 %.

Parmi les valeurs les mieux orientées figuraient : Havas (+ 5,38 %), Matra, Promodis, et encore Roger Bellon, SCRE et Paracore. Générale Fondrière et B&E Equipement étaient réservées à la hausse. En revanche, Saint-Louis, Alcatel et Darty perdirent du terrain, de même que Facon, Crouzet et Dumas.

Une fois encore, c'est une séance calme qui s'est déroulée sous les tentes, les investisseurs restant aux aguets, surveillant de près les quelques valeurs susceptibles de réaliser des écarts. « L'observation se fait titre par titre », notait un professionnel. Qu'il s'agisse des étrangers ou des investisseurs institutionnels, tous conservent le « papier » acheté auparavant, à peu d'exceptions près. En revanche, la quantité de valeurs échangées semblait de nouveau se réduire. A la cote, on remarquait la suspension de Louis Vuitton, en raison de l'assemblée générale tenue ce 24 juin par la société. L'action était cotée « en cote », les autorités de la Bourse ont voulu éviter toute réaction du titre qui aurait pu être l'annonce d'une information la concernant en cours de séance.

L'action Béghin-Say était pour sa part non cotée, et ce jusqu'au 1^{er} juillet, en raison de l'offre publique de vente de lots de droits de souscription qui sera lancée début juillet par le groupe apurcot. Celui-ci procède en effet à une augmentation de capital, par émission de certificats d'investissement.

Le marché obligataire et le MATIF témoignaient pour leur part d'une certaine lourdeur. Au MATIF, le contrat à échéance mars 1987 cédait 0,09 %, à 110,86.

Liquor : 78 100 FI - 1 400.
Napoleon : 528 F (- 8).

NEW-YORK, 24 juin ↑

Assez vig redressement

Le paysage de montagnes russes continue de défiler à Wall Street. Succédant à la dépression du début de semaine, la hausse a fait sa réapparition mardi sur le marché américain, qui s'est même assez vivement redressé. Toute l'avance initiale n'a pu cependant être entièrement conservée. Après avoir atteint la cote 1 891,85, l'indice des industrielles s'établissait en clôture à 1 875,55 (+ 11,29 points).

Contrasté ces derniers temps, le bilan de la journée a été cette fois très nettement positif. Sur 1968 valeurs traitées, 1 045 ont monté, 517 ont baissé et 406 ont pas varié. La tension des primes à fin septembre sur les indices boursiers, tension favorisée par l'absence avec laquelle le placement de 14 milliards de dollars de bons du Trésor s'est effectué, a incité les opérateurs à vendre lesdites primes et à se porter acquéreurs d'actions relativement bon marché. D'autre part, l'annonce d'une augmentation des commandes de biens durables au mai a fait bonne impression, bien qu'elle provienne pour l'essentiel des commandes passées par l'armée. Du coup, les spécialistes ont confirmé leurs prévisions sur la baisse des taux d'intérêt. Signe encourageant : l'activité, assez faible ces derniers jours, a augmenté de façon significative avec 141,03 millions de titres échangés contre 120,5 millions précédemment.

VALEURS	Cours du 23 juin	Cours du 24 juin
Alcan	38 3/8	38 1/2
A.T.T.	25 3/8	25 1/4
Bell	54	54
Chemical Bank	42	42 3/4
De Post de Reuters	85 7/8	85 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2
Exxon	80 1/2	81 1/8
Ford	33 1/4	34
IBM	102 1/2	101 1/4
General Motors	78	77 3/8
Goodyear	32 1/4	32 1/4
IBM	102 1/2	101 1/4
A.T.T.	44 7/8	45 5/8
Shell Oil	21 1/4	21
IBM	102 1/2	101 1/4
Schwartz	32 1/2	32 7/8
Tenneco	32 3/4	31 3/4
U.S. Steel	54 5/8	54 1/2
Union Carbide	21 1/8	21 1/8
U.S. Steel	20 1/2	20 7/8
Westinghouse	32 1/2	33 1/8
Went Corp.	55 1/2	55 1/2

CHANGES

PARIS

Dollar : 7,0950 F ↓

Les cours du dollar se sont effrités mercredi 25 juin, glissant au-dessous de 7,10 F à Paris et de 2,22 DM à Francfort, dans des marchés très calmes, sans orientation bien déterminée. Au sein du SME, la couronne danoise est toujours au plancher.

FRANCFORT 24 juin 25 juin
Dollar (en DM) ... 2,238 2,239

TOKYO 23 juin 24 juin
Dollar (en yen) ... 166,85 166,18

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)
Paris (25 juin) ... 7 1/4 %
New-York (24 juin) ... 6 13/16 %

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)
23 juin 24 juin
Valeurs françaises ... 138,2 138,3
Valeurs étrangères ... 188,5 187,4
C* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)
Indice général ... 346 346,6

NEW-YORK (Index Dow Jones)
Industrielles ... 1 864,36 1 875,55

LONDRES (Index Financial Times)
Industrielles ... 1 338,2 1 339,4
Mines d'or ... 288,5 288,7
Fonds d'Etat ... 96,47 96,48

TOKYO
23 juin 24 juin
Nikkei Dow Jones 17 457,89 17 342,4
Indice général ... 1 351 1 349,9

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 24 juin
Nombre de contrats : 4 008

COURS	24 juin 86	25 juin 86	26 juin 86	27 juin 86
Dérivé	109,89	110,10	111,03	111,10
Précédent	109,25	109,95	110,90	110,95

AUTOUR DE LA CORBEILLE

DOUBLE AUGMENTATION DE CAPITAL POUR LOUIS VUITTON. - Le bagagiste Louis Vuitton a décidé de procéder aux prochaines mois à deux augmentations de capital, l'une en numéraire et l'autre gratuite.

La première augmentation de capital, qui devrait intervenir prochainement, se fera par l'émission d'une action nouvelle pour cinq anciennes, avec maintien du droit préférentiel de souscription. D'ici à la fin du premier semestre 1987, Louis Vuitton émettra par ailleurs des actions gratuites, à raison d'une nouvelle pour huit anciennes (y compris celles de l'augmentation de capital en numéraire).

LES JOUETS CLAIRBOIS COTÉS A 200 F A LYON. - Introduites le 24 juin au second marché de la Bourse de Lyon selon la procédure d'offre publique de vente, les actions de la société de jouets Clairbois ont été cotées au prix de 200 F. A ce cours, 1,2 % des demandes ont pu être servies.

L'ÉCOLE CENTRALE DE PARIS offre en septembre 1986 un MASTÈRE spécialisé en génie industriel

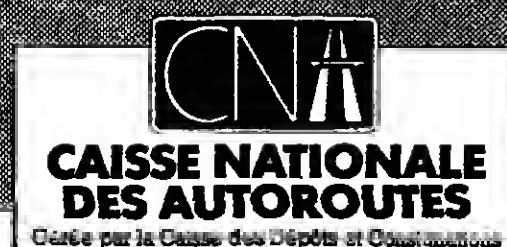
Il s'agit d'un programme d'un an comprenant des enseignements couvrant les domaines suivants :

- 1) Conduite de projets industriels.
- 2) Management de la production et des services.
- 3) Développement humain et social de l'entreprise.
- 4) Innovation technologique.

La formation comprend par ailleurs un stage de 4 mois en entreprise débouchant sur un travail personnel d'étude ou de recherche. Les enseignants sont des professeurs permanents de l'ECIP et des responsables d'entreprises associés au programme. L'admission a lieu sur titres pour les titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou de gestion ou d'un DEA ou diplôme équivalent.

Informations et dossier d'inscription, s'adresser :
M^{me} Paulette Guillotin - École Centrale Paris
Grande Voie des Vignes, 92295 Châtigny-Malabry Cedex
Tél. : 46-61-33-10 - poste 1189

ECIP - Grand établissement sous tutelle du ministère de l'Éducation Nationale.



EMPRUNT JUIN 1986

1,7 milliard de F

8,40 %

Emission de 340 000 obligations de 5000 F

Prix d'émission : 4981 F

Jouissance, règlement : 1 juillet 1986

Durée de l'emprunt : 15 ans

Amortissement : en trois tranches égales à partir de la treizième année

Taux actuariel brut :

8,45 %

Souscription auprès des Banques, Bureaux de Poste, Caisses d'Épargne, Agents de Change et Comptables du Trésor. Une fiche d'information (voir C.O.B. n° 86-220 du 17/06/86) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, 56, rue de Lille 75002 Paris et des Emballages chargés du placement.

Closure sans préavis.

SOUSCRIVEZ AUX EMPRUNTS DE LA

pour l'extension du réseau français d'autoroutes.



مركز الاملا

24 JUN

Cours relatifs
1-171-172

Comptant	Second marché
----------	---------------

Second marché

[illegible]

24/6

[illegible]

Marché libre de l'or

- c : coupon détaché
- o : offert
- * : droit détaché
- d : demandé
- ◆ : prix précédent
- ★ : marché continu.

Le Monde

LA SUPPRESSION DES MCM NÉGATIFS SUR LE PORC

Une nouvelle à moitié bonne pour les éleveurs

De notre envoyé spécial

Luxembourg (Communauté européenne). - Les montants compensatoires monétaires (MCM) négatifs, qui devaient normalement être appliqués par la France dans ses échanges de porc à la suite de la dernière dévaluation du franc, sont suspendus jusqu'au 30 septembre.

Tel est l'accord auquel sont parvenus les ministres de l'Agriculture des Douze, mardi 24 juin, à Luxembourg. En pratique pour ces trois produits, le résultat est pour l'instant identique : la crainte de voir rétablir, même partiellement, les MCM négatifs qui étaient seulement suspendus depuis la fixation des prix en avril est écartée. Dans un marché déjà difficile, les MCM négatifs, qui jouent comme des taxes à l'exportation et des subventions à l'importation constituent un handicap pour les producteurs français par rapport à leurs concurrents du Marché commun. « Je ne saurais vous dire le soulagement qui est le nôtre de constater que ce problème est réglé. Nous en avions pris l'engagement, et cet engagement est

tenu. Ce n'était pas si évident même si c'était logique », a commenté M. François Guillaume, le ministre français de l'Agriculture à l'issue de la réunion.

De fait, il n'a fallu huit heures au conseil pour conclure. La proposition de la Commission, qui prévoyait une réduction symétrique des MCM négatifs et des MCM positifs, a été écartée en raison de l'opposition de la RFA et des Pays-Bas. Les MCM positifs de 2,4 % qui sont appliqués par ces deux pays jouent comme des subventions à l'exportation et des taxes à l'importation. Comme l'a rappelé M. Guillaume, en application des décisions prises en marge du conseil européen de Fontainebleau, les MCM positifs devront, en tout état de cause, disparaître au 1^{er} avril 1987.

La France aurait souhaité que le conseil décide qu'il n'y avait pas lieu, quoi qu'il arrive, d'appliquer des MCM au porc. Cela n'a pas été obtenu. Cela signifie que, lors d'un prochain réajustement des taux pivots au sein du Système monétaire européen, les MCM négatifs sur le porc seront rétablis. Le ministre de l'Agriculture devra à nouveau guerroyer pour leur élimination.

Ph. L.

LA PREMIÈRE INTERVENTION DU NOUVEAU MINISTRE DES FINANCES

Le Mexique durcit le ton

La première intervention publique du nouveau ministre des finances mexicain, M. Gustavo Petricoli, le 24 juin, laisse songeurs les milieux financiers internationaux. Un élément leur paraît positif : le refus de Mexico de recourir à un moratoire unilatéral sur une dette qui frôle les 99 milliards de dollars. En revanche, l'intervention de M. Petricoli, renforcée par celle du ministre du Plan, M. Carlos Salinas, assure d'un durcissement des positions d'une équipe renouvelée après la démission surprise de l'ancien ministre des finances, M. Jesús Silva Herzog, et apparemment beaucoup plus soudée autour du président Miguel de La Madrid.

Annulant l'ouverture d'une « nouvelle ère » de discussions, M. Petricoli a souligné que son pays était dans l'« incertitude » d'honorer ses échéances dans les conditions actuelles. Décidé à sauvegarder les chances d'une croissance de 3 % à 4 % en 1987-1988 après une expansion zéro cette année, le ministre des finances a estimé le temps venu de mieux accorder les remboursements avec les capacités de paiement du pays. « Il n'est pas question d'accepter une récession pouvant se transformer en dépression ».

Une affirmation dont la portée ne pourra être mesurée qu'au cours des jours à venir. La traditionnelle montée des enchères avant une importante échéance - et celle du 1^{er} juillet en est une, notamment, pour les banques américaines puisque Mexico est censé rembourser à cette date 1,8 milliard de dollars au titre des intérêts - ne permet pas d'enclencher une nouvelle volonté de limiter les paiements mexicains en fonction de recettes à l'exportation singulièrement réduites par la chute des cours du pétrole.

Autant dire que les discussions s'annoncent très serrées. M. Petricoli n'a d'ailleurs dévoilé que les très grandes lignes d'une politique destinée à lutter contre l'inflation et, en réponse à l'attente de tous les créanciers, à réduire un déficit public qui tourne autour de 13 % du produit national brut.

Devant la presse mexicaine, le ministre a indiqué que, en dehors de secteurs « stratégiques » à définir, l'administration encouragerait la privatisation. Une réforme fiscale et le lancement de nouveaux instruments d'épargne devraient être annoncés avant longtemps pour assurer le financement de la dette interne.

Sur le vif

Vous, enfin !

Vous ne devinez jamais ce qui m'est arrivé hier. Mon Jacquot m'a invité à prendre un verre. Si, si, je vous jure. Pas en tête à tête, d'accord. Mais bon, il n'y avait jamais que deux mille quatre cents personnes à s'entourer autour des buffets dressés sur la pelouse de Matignon. Je me pointa. Je déposai mon sac de gym et mon parapluie au vestiaire. Et je pris la queue pour passer devant Chirac et lui toucher la main. Il me la tendit. Je me présenta. Ah ! vous. J'attends la suite. Enfin, vous ! Vous, enfin ! Et au lieu de ça j'entends : Mes respects, Monsieur le président. C'est ce bougre de Pöhl qui me bouscule - poussez pas, - vers la sortie, côté jardin.

Je me retrouve plantée au milieu d'une foule de gens que je ne connais pas, des parlementaires, des membres des corps constitués, tout ça. Là-dessus, qui vient me prendre par la main, je vais tu présenter mon copain Dédé du service politique. Tiens, voilà M. Balladur. Signe de tête très froid, très sec, et il se détourne, le mec. Qu'est-ce qu'il a contre moi ? Pourquoi il se jette pas à mon cou ? Tu l'as surnommé Balladur, il aime pas ça.

Pandraud : même cirque. Alors, là, je lui rentre dedans : Qu'est-ce que je t'ai fait, hein ? - Mais rien... rien... Je suis pas assez gentille, peut-être, dans mes billets ? - Non, non, pas du tout, j'adore. - Ah ! bon, je préfère. Pour tout vous dire, je t'ai trouvée très mignonne. Pandraud, un gros ours en peluche. Toubon, toulisse, toudou. Giraud, finaud, Guéna, sympa.

Et attendez, là je vais vous faire hurler, Hersant : le pied, il m'a fait un frais et moi je lui ai fait de la tête derrière le dos de mes directeurs. L'ancien et le nouveau, ils étaient là. Les hommes du président aussi. L'Elysée au grand complet. Il ne manquait que mon Mimi. Giscard a pas pu venir, il est en voyage. Barre, non plus. Pourquoi ? On sait pas.

En partant, je suis repassée devant mon Jacquot. Il m'arrête pas de serrer des cuillers : Très heureux... Merci d'être venue... Bonjour... Ravi de vous voir... Comment ça va ? Lui, ça a l'air d'aller, en tout cas. J'ose à dire que c'était l'angoisse. Tu parles ! C'est l'extase.

CLAUDE SARRAUTE.

Bourse de la matinée

HAUSSE

Souriant ses hésitations, la Bourse de Paris s'est assez vivement redressée au cours de la séance matinale. Le mouvement s'est accéléré et, en avance de 0,73 % à l'ouverture, l'indice instantané progressait de 1,33 % à la clôture.

Les valeurs cotées en continu, notamment Synthelabo, UCB, Eurocom, ont figuré en tête du peloton des hausses, la première surtout (+ 6,4 %). Notons aussi les performances de Perrier (+ 4 %), Elf (+ 3,8 %), Accor (+ 3,6 %), Compagnie Bancaire (+ 3,1 %).

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 25 JUI

Indicateur de séance (%) : + 1,33

VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	362	362	375
Agencys H&M	1758	1760	1758
Air Liquide (L)	750	750	760
Alcatel	410	415	416
Banque Paribas	1017	1040	1049
Bouygues	1731	1750	1750
Bouygues	1130	1128	1125
B.S.M.	3375	3500	3500
Carrefour	2380	2380	2376
Changiers S.A.	1011	1016	1025
Club Méditerranée	510	510	510
Danone	1245	1245	1245
Elf (L)	1270	1270	1270
Elf-Aquitaine	294	299	305 20
Esor	2525	2540	2595
Leclercq-Copie	1288	1288	1289
Michelin	2550	2710	2730
Midi (L)	5330	5360	5390
Midi-Vendôme	1050	1010	1022
Navig. Méditerranée	952	950	969
Oréal (L)	3325	3330	3400
Paradi-Héland	1148	1175	1173
Pelletier S.A.	671	672	673
Sareff	671	671	676
Suez	671	680	688
Télécoms France	2670	2685	2685
Thomson-CSF	1225	1245	1245
Toutat-C.F.P.	375	376	377
T.A.T.	2645	2645	2646
Vallo	525	525	529

A PARIS ET EN PROVINCE

Les chercheurs manifestent pour l'emploi et contre les restrictions budgétaires

« Des moyens pour la recherche ». « Nous voulons des moyens pour une recherche scientifique et technique qui enrichisse le tissu économique et social du pays. » Pour la première fois depuis bien longtemps, la communauté scientifique a manifesté en masse, mardi 24 juin, dans les rues de Paris et dans plusieurs villes de province, notamment Strasbourg et Toulouse. C'est ainsi que 3 500 chercheurs, selon les organisations syndicales, ont défilé dans les rues de Paris pour protester contre les annulations de crédits décidées en avril par le ministre du budget et les conséquences d'une récente décision du Conseil d'Etat qui menace le recrutement et l'avancement des personnels du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) pour 1986 (Le Monde du 21 juin).

A la fin du mois d'avril, le ministre délégué à la recherche et à l'enseignement supérieur, M. Alain Devaquet, avait, en partie, rassuré les personnels de recherche en affirmant que le CNRS et l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) « organes fondamentalement sains ayant un grand nombre de très bons chercheurs et de bonnes équipes », ne seraient pas démantelés. Mais, aujourd'hui, alors que, en 1986, 54 % des annulations d'autorisations de programme du budget de l'Etat concernent les seules activités de recherche, la communauté scientifique s'agresse de cette politique en coups d'accordéon et redoute l'avenir.

Les directives du ministère du budget invitant pour 1987 à des éco-

nomies et à une diminution des effectifs (- 1,5 %) risquent bien, si elles sont appliquées à la lettre, de porter un coup à l'effort de redressement fait depuis quelques années. reconnu par une majorité de chercheurs. C'est pourquoi, après avoir manifesté devant la Sorbonne et le ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur, les scientifiques se sont rendus à Matignon pour remettre une pétition invitant le gouvernement à maintenir l'objectif minimal de création de mille postes de chercheurs dans la recherche prévue par le plan triennal. (Le chiffre d'une suppression possible pour l'an prochain de neuf cents postes a cependant été avancé lors de la manifestation par certains syndicats.)

Une crainte : la casse

Inquiétude enfin pour les personnels du CNRS qui craignent « la casse » de leur organisme et qui, avec la dissolution du comité national du CNRS et la remise en cause de son mode d'élection, voient disparaître leur participation à l'évaluation des laboratoires et au recrutement des chercheurs. Le recrutement pour les quatre cent cinquante postes qui devaient être pourvus cette année est interrompu par cette dissolution. Certes, des contrats provisoires, d'une durée d'un an, seront proposés à certains postulants, mais leur nombre pourrait être bien inférieur à celui des postes vacants.

Le projet sur la « liberté de communication »

LA COMMISSION SÉNATORIALE VEUT MODIFIER LA COMPOSITION DE LA COMMISSION NATIONALE DE LA COMMUNICATION

La commission spéciale chargée d'étudier le projet de loi relatif à la liberté de communication a décidé, mardi 24 juin, de déposer quelque cent vingt amendements au texte (Le Monde du 25 juin). Outre le volet social, la protection du cinéma, les modalités de privatisation de TF 1 et l'introduction de plus de souplesse dans le dispositif de transfert de compétence en matière de télécommunications, la commission a décidé de modifier la composition de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL).

Le projet présenté par M. François Léotard prévoit que trois de ses neuf membres seront désignés respectivement par le président de la République, le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat, que trois autres seront élus respectivement par les organes collégiaux du conseil d'Etat, de la Cour de cassation et de la Cour des comptes et qu'enfin les trois derniers membres seront cooptés par les six membres désignés.

Dans la version présentée par la commission, la désignation par le président de la République, le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat n'est pas remise en cause. Toutefois, dans la seconde catégorie s'ajoute un membre désigné par l'Académie Française. Selon le dispositif envisagé, il ne reste plus que deux personnalités à coopter, que la commission souhaite voir choisir pour leur compétence, l'une dans l'audiovisuel, l'autre dans le domaine des télécommunications.

LE RETOUR DE BISON FUTÉ

M. Méhaignerie renforcera la répression si l'opération « bonne conduite » du 28 juin échoue

On entendait moins, depuis quelque temps, Bison Futé, ce totem indien qui symbolise les efforts des pouvoirs publics pour faciliter l'écoulement de la circulation au moment des grandes migrations des vacances. M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'urbanisme, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, lui a redonné un coup de jeunesse en fêtant, le mardi 24 juin, son dixième anniversaire.

Dix ans de bons et loyaux services pour réduire la taille des « bouchons » routiers qui ont été combattus par tous les moyens : itinéraires bis et de délestage, caries routières, Bison Futé, magazine sur Minitel, 85 points d'accueil et d'information (1), magazine télé Antenne-route, étalement des départs en vacances dans les entreprises. A ce sujet, le ministre s'est félicité que la proportion des entreprises fermant complètement en été soit tombée de 45 % en 1984 à 42 % en 1985 et à 37 % en 1986.

En fait, M. Méhaignerie souhaitait, par cette célébration, relancer la politique de communication en matière de sécurité routière tombée en sommeil pour cause de changement d'équipe gouvernementale. Cette baisse de pression médiatique sur les conducteurs a, d'ores et déjà, prouvé une remontée de l'écoulement. Au cours des quatre premiers mois de l'année, le nombre des accidents a diminué de 3 %, mais celui des tués à crû de 9 %, ce qui signifie que les limitations de vitesse sont de moins en moins respectées.

« Nous ne pouvons nous satisfaire d'être dans ce domaine les cancre de la classe européenne », a déclaré le ministre qui a annoncé, à l'occasion des grands départs de juillet, la mobilisation de quatre mille hommes des forces de police et de la gendarmerie et de tous les préfets, auxquels le premier ministre a demandé de superviser l'action des pouvoirs publics sur le terrain.

Si son appel à la sagesse n'était pas entendu des conducteurs, et si le week-end « Bonne conduite » du 28 au 30 juin enregistrerait une nouvelle poussée des accidents, M. Méhaignerie pourrait

proposer au conseil des ministres du 9 juillet un renforcement des sanctions.

A. F.

(1) Centre d'information routière national : (1) 48-58-33-33. Lille : 20-91-92-33. Rennes : 99-50-73-93. Lyon : 78-54-33-33. Créteil : (1) 48-98-92-18. Marseille : 91-78-78-78. Bordeaux : 56-96-33-33. Metz : 57-62-11-22.

LA RETENUE DE GRAND-MAISON MENACÉE PAR UN GLISSEMENT DE TERRAIN

Une masse de rochers et de terre gorgée d'eau d'un moins 500 000 mètres cubes menace de basculer dans la retenue du barrage de Grand-Maison (Isère). Cet ouvrage, en chantier depuis sept ans et qui a coûté 5 milliards de francs, est le plus important complexe hydroélectrique construit par EDF dans les Alpes. Il doit alimenter une usine de production d'électricité d'une puissance de 1 800 mégawatts.

La chute de 500 000 mètres cubes de terrain dans la retenue soulèverait une vague de 8 mètres allant frapper le barrage haut de 160 mètres.

M. Haroun Tazieff, qui a la demande du ministre de l'environnement, dirige une « cellule » sur les risques majeurs dans l'Isère. S'est rendu sur place mardi 24 juin. Selon lui, la montagne serait en train de se stabiliser, et le risque diminuerait. Toutefois, des appareils de surveillance vont être mis en place. EDF a fait baisser l'eau de 15 mètres dans la retenue et se la remplira pas au-delà de 80 millions de mètres cubes, alors qu'elle aurait dû en contenir 140 dès cet été.

L'arrêt de la mise en eau va faire perdre une année d'exploitation et une partie de la production d'électricité qu'on en attendait. En outre, EDF va s'efforcer de colmater les fissures du terrain et projette de creuser dans le rocher une galerie de drainage de 800 mètres de long et 3,50 mètres de diamètre pour évacuer les eaux qui ont déstabilisé les pentes.

ARNYS

SOLDE

POUR ELLE - POUR LUI

ARNYS 14, rue de Sévres-VII. Tél. : 45.48.76.99

Guy Dormeuil

NINO CERRUTI

Christian Dior

Francesco Smalto

YVES SAINT LAURENT

GIVENCHY

soldent aux

BOUTIQUES POUR LUI

112, rue de Richelieu Paris 2^{ème}

Carrefour Richelieu Drouot

GIANFRANCO FERRE

Liquidation exceptionnelle

22-24, rue Cambon, Paris (1^{er})

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

Le numéro du « Monde » daté 25 juin 1986 a été tiré à 476 734 exemplaires

A B C D E F G

عدد 25 من 1986